



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 22 SEPTEMBRE 1923.

QUEBEC SATURDAY, 22ND SEPTEMBER, 1923.

On peut se procurer, au bureau de l'Imprimeur du Roi, des copies reliées de la "Gazette officielle", depuis 1873 à 1916 inclusivement.

Prix donnés sur demande, pour toute la série ou par années.

2963—22-9

Bound copies of the "Official Gazette" may be obtained from the office of the King's Printer, from 1873 to 1916 inclusively.

Price on application for the whole set or for any one year.

2964—22-9

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

TARIF DES ANNONCES:

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

ADVERTISING RATES

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

4515

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon receipt of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

Government House.

4516

Arrêté en Conseil

Order-in-Council

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 13 septembre 1923.

Quebec, 13th September, 1923.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Attendu qu'étant donné que l'échelle des droits de coupe fixée par l'arrêté du conseil du 6 octobre 1920 devient automatiquement en vigueur pour les coupes qui seront faites cette année et dans l'avenir.

Whereas the scale of stumpage dues fixed by the Order-in-Council of the 6th of October, 1920, automatically comes into force for lumbering operations to be carried on this year and in the future.

Que par suite des incendies forestiers survenus cette année et dans le passé, il y a beaucoup de bois brûlés qu'il importe de faire exploiter et que, depuis deux ans, des réductions considérables ont été accordées pour favoriser l'exploitation des bois incendiés.

That owing to forest fires which occurred this year and in the past, there is a considerable quantity of burnt timber which it is important to have exploited and that, for the last two years, considerable reductions have been granted to encourage the exploitation of burnt timber.

Il est ordonné que les droits de coupe exigibles sur les bois incendiés qui seront exploités durant l'hiver 1923-24 soient fixés comme suit:

It is ordered that the stumpage dues exigible on burnt timber exploited during the winter 1923-24 be fixed as follows:

- a) pin blanc, \$3.50 les mille pieds;
- b) pin rouge, tilleul, \$2.75 les mille pieds;
- c) épinette, sapin, pin gris, cèdre, bouleau, tremble et peuplier, \$2.10 les mille pieds.

- a) white pine, \$3.50 per thousand feet;
- b) red pine, basswood, \$2.75 per thousand feet;
- c) spruce, fir, grey pine, cedar, birch, aspen and poplar, \$2.10 per thousand feet.

Le greffier du Conseil Exécutif,

A. MORISSET,

4885

A. MORISSET.

4886

Clerk of the Executive Council.

Lettres patentes

Letters patent

"Denmans, Limited"

"Denmans, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'août 1923, constituant en corporation: Herbert William Jackson, comptable,

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1923, incorporating: Herbert William Jackson, accountant, Michael Jo-

Michael Joseph O'Brien, commis, Segfried Hinson Read Bush, avocat, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Fabriquer, acheter, acquérir, vendre, commercer, saler, emballer et préparer toutes sortes de produits alimentaires, épicerie, grains, viandes, farine, fruits, épices, sirop, essences, piment, condiments, confiseries, sucre, biscuits, œufs, poisson, beurre, fromage, bétail, mouton et tous autres produits de la ferme, des champs, du verger, du jardin et de l'industrie laitière, matériaux et marchandises de toute description ;

Faire le commerce général de bière, vins ou liqueurs spiritueuses que les compagnies de cette nature peuvent faire conformément aux lois générales et aux règlements de la Loi des Liqueurs ;

Agir comme agents à commission, consignataires et agents généraux pour d'autres firmes, personnes ou compagnies faisant un commerce semblable ;

Exercer aucune autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits ou produits de la compagnie, ou de les rendre profitables ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de fabrique, marques de commerce, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, limité ou illimité à l'usage d'aucun secret, ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou procédé qui sembleront propres à servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie ; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son industrie, et spécialement des machines, du matériel, des fonds de commerce ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens, de l'actif et du passif d'aucune personne, société, compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant à l'objet de la présente compagnie, et émettre en paiement du prix d'achat, des actions libérées ou des bons ou des deux ;

Promouvoir et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt des actions, parts, obligations, débentures et autres titres, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices et dépenses, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins avec aucune personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de ma-

seph O'Brien, clerk, Segfried Hinson Read Bush, advocate, all of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, purchase, acquire, buy, sell and deal in, cure, pack, and prepare all kinds of food products, groceries, grain, meats, flour, fruit, spices, syrups, essences, flavourings, relishes, confectionery, sugar, biscuits, eggs, fish, butter, cheese, cattle, sheep and all other farm, field, orchard, garden and dairy produce, materials and goods of every description ;

To carry on any dealings in beer, wine or spirituous liquors, which may be permitted to companies of this nature, in accordance with the general laws and the liquors regulations ;

To act as commission, consignment, and general agents for other firms, persons and companies engaged in similar business ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with this business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant and stock-in-trade ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof ;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits and expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or

nière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les récépter avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, parts ou autres valeurs, dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi les vendre ou autrement en disposer;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter et avoir la jouissance d'une licence, d'un pouvoir, d'une autorité, franchise, concession, des droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité, aucune corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, contribuer et aider à leur donner effet, affecter aucune des actions, obligations et valeurs de la compagnie à en payer les frais et impenses nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever ou aider à prélever de l'argent pour toute autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations ou autres valeurs ou autrement; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement aucunes valeurs de la compagnie à ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débetures ou autres titres reçus comme prix de vente de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

Se consolider ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce, de la propriété et de l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses comme agents, entrepreneurs ou autrement ou par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Denmans, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist such persons, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise or assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all or any part of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Denmans, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal. Daté du bureau du secrétaire de la province, le vingt-deuxième jour du mois d'août 1923.
Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4853 ALEXANDRE DESMEULES.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal. Dated at the office of the Provincial Secretary, the twenty second day of August, 1923.
ALEXANDRE DESMEULES,
4854 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Le Magasin Agricole, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'août 1923, constituant en corporation Joseph-Misael-Henri Cloutier, négociant, du Cap-de-la-Madeleine, Flavien-Alexandre-Roméo Bellemare, cultivateur, et Joseph-Arthur-Donat Chagnon, notaire, des Trois-Rivières, district des Trois-Rivières, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands généraux, trafiquant de toutes sortes d'effets, denrées et marchandises, et de négociants, importateurs et exportateurs de toutes sortes de combustibles, épices, grains, graines de semence, légumes et provisions, meubles meublants, ferronnerie, produits de la ferme et produits laitiers, appareils mécaniques et électriques, -machineries, ferblanterie, objets en métal, bois de charpente et de construction, effets de ménage, matériaux de construction et outillages de constructeurs, tabacs, véhicules, fils, nouveautés, cotonnades et tissus, ciment, cuivre rouge et autres métaux, automobiles et bicycles et leurs accessoires, instruments aratoires, vêtements, chaussures et marchandises générales de toutes sortes et espèces et posséder et exploiter des magasins généraux;

Exercer un commerce général mercantile comme importateurs et exportateurs et négociants de toutes sortes d'effets, denrées et marchandises, soit en gros ou en détail, et au moyen de magasins, entrepôts, boutiques ou agences, là et où la compagnie le jugera profitable et avantageux;

Agir en qualité d'agents à commission, agents commerciaux, courtiers et agents pour l'achat, la vente, l'importation et l'exportation de produits naturels ou ouvrés et de commodités pour le marché de toutes sortes et espèces;

Avoir, posséder, louer, exploiter des usines, entrepôts, bâtisses, moulins et établissements manufacturiers pour emmagasiner, vendre et produire les denrées et produits marchands de toute espèce et description non prohibés en loi;

Etablir, exploiter et gérer des ateliers et entrepôts de vente de tous les articles manufacturés et dont trafique la compagnie ainsi que tous les autres effets, denrées ou marchandises dont on peut avantageusement trafiquer en rapport avec iceux;

Exercer aucune autre industrie semblable ou similaire que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou corporation exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux fins de la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle, les droits et privilèges, y compris des brevets d'invention et marques de fabrique, que la compagnie croira nécessaires ou avantageux

"Le Magasin Agricole, Limitée"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of August, 1923, incorporating Joseph Misael Henri Cloutier, merchant, of Cap de la Madeleine, Flavien Alexandre Roméo Bellemare, farmer, and Joseph Arthur Donat Chagnon, notary, of Three Rivers, district of Three Rivers, for the following purposes:

To carry on the business of general merchants, dealing in all kinds of goods, wares and merchandise, and of dealers in, importers and exporters of all kinds of fuel, groceries, grain, seeds, vegetables and provisions, furniture, hardware, farm and dairy products, mechanical and electrical appliances, machinery, tinwares, metal wares, lumber and timber, household goods, building materials and builders' supplies, tobacco, vehicles, wires, dry goods, cotton goods and textiles, cement, copper and other metals, automobile and bicycles and their accessories, farm implements, clothing, boots and shoes and general dry goods of every kind and specie and to possess and operate general stores;

To carry on a general mercantile business as importers and exporters of and dealers in all kinds of goods, wares and merchandise, either wholesale or retail and by means of stores, warehouses, shops or agencies wherever the company might think profitable and advantageous;

To act as commission agents, business agents, brokers and agents for the purchase, sale, importation and exportation of raw or manufactured products and merchantable commodities of every kind and specie;

To have, possess, lease, operate shops, warehouses, buildings, mills and manufacturing plants for storing, selling and manufacturing goods and products and merchandise of every kind and specie not prohibited by law;

To establish, operate and manage shops and warehouses for the sale of all goods manufactured or dealt in by the company as well as all other goods, wares or merchandise which may be advantageously dealt in in connection therewith;

To carry on any other similar or like business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any real or personal property and any rights or privileges, including, patents of invention and trade-marks, that the company may think advantageous or necessary

aux fins de son commerce ou aucune partie d'iceux;

Faire toutes subdivisions de propriétés en lots à bâtir, rues et ruelles, carrés ou autrement, et particulièrement en construisant, changeant, démolissant, décorant, entretenant, subdivisant, meublant, et améliorant toutes sortes de bâtisses, pour toutes fins et faire le commerce d'immeubles en général, tant comme acheteur que comme vendeur;

Acquérir tous pouvoirs d'eau, les développer, exploiter, améliorer, les vendre, échanger ou autrement disposer et trafiquer;

Emettre des parts, actions hypothécaires, débetures, obligations et autres valeurs de la compagnie pour de l'argent, ou après les avoir faites acquitter, en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété, des droits et commodités que la compagnie pourra acquérir, des services rendus, du travail fait pour la compagnie, en paiement et à l'acquit des dettes et obligations de la compagnie;

Conclure des arrangements relatifs au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, au risque conjoint, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, sur le point d'exercer aucun commerce semblable à celui de la compagnie constituée aux présentes, organiser, aider à organiser aucune telle compagnie, en devenir actionnaire, recevoir en paiement de ses services dans l'organisation d'une ou plusieurs telles compagnies les actions, obligations et valeurs d'une ou plusieurs telles compagnies, acheter aussi les actions, obligations et valeurs d'une ou plusieurs telles compagnies, aussi détenir, vendre, grever, réémettre avec ou sans garantie, et autrement en trafiquer et disposer;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature, aucune propriété de la compagnie, et particulièrement des actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie, appartenant à la compagnie, ou dont la compagnie peut disposer;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou d'autres valeurs d'aucune autre corporation dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Le Magasin Agricole, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'août 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4855 ALEXANDRE DESMEULES.

for the purposes of its business or any part thereof;

To lay out any property into building lots, streets and lanes, squares or otherwise and in particular by building, altering, pulling down, decorating, maintaining, subdividing, furnishing and improving all kinds of buildings, for any purposes and to carry on a general real estate business both as buyer and seller;

To acquire any waterpowers, develop, operate, improve, sell, exchange or otherwise dispose of and deal with the same;

To issue shares, debenture stock, debentures, bonds and other securities of the company for cash, or if issued as fully paid up, in full or part payment of any property, rights and commodities that the company may acquire, for services rendered or work done for the company or in payment and satisfaction of the debts and obligations owing to the company;

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or about to carry on any business similar to the business of the company hereby incorporated, to promote, assist in promoting or become a shareholder of any such company, receive in payment of its services in the promotion of any company or companies the shares, bonds and securities of any such company or companies, also buy the shares, bonds and securities of any such company or companies, and to hold, sell, pledge, re-issue with or without warranty or otherwise deal with and dispose of the same;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures, or other securities of any other company belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To draw, underwrite, accept, endorse, discount, pay out and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents or contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others. To do all such other things as are conducive or incidental to the attainment of the above objects, under the name of "Le Magasin Agricole, Limitée", with a total capital-stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Three Rivers, in the district of Three Rivers.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of August, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
4856 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Felspars, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'août 1923, constituant en corporation: Henry Noel Chauvin, conseil du Roi, Ernest Howard Cliff, avocat, et Frank Bernard Chauvin, étudiant, tous de la cité de Montréal, province de Québec, pour les fins suivantes:

Faire des explorations et des recherches pour des mines, terrains et dépôts miniers, les acquérir, posséder, louer, ouvrir, développer, travailler, améliorer, entretenir et gérer, et miner, fouiller, broyer, laver, fondre, éprouver, analyser, réduire, amalgamer, raffiner, transporter au moyen de tuyaux ou autrement et traiter autrement du minerai, des métaux et minéraux appartenant à la compagnie ou non, leur donner une valeur marchande, les vendre ou en disposer autrement, en tout ou en partie ou de tout intérêt en eux;

Prendre, acquérir et détenir, en considération du minerai, des métaux et minéraux vendus ou autrement aliénés ou pour des marchandises fournies ou pour travaux faits à contrat ou autrement, des actions, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie constituée aux présentes et les vendre ou autrement en disposer;

Exercer aucune industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira propre à être avantageusement exercée en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens et droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de la compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret et autres renseignements relatifs à toutes inventions propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la compagnie et utiliser, exercer, développer et accorder des permis y relatifs, faire valoir les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, et souscrire ou acquérir autrement les actions et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, détenir, rémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce aucun

"Quebec Felspars, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1923, incorporating: Henry Noel Chauvin, King's Counsel, Ernest Howard Cliff, advocate and Frank Bernard Chauvin, student, all of the city of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, own, lease, prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage mines and mineral lands and deposits, and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyse, reduce, amalgamate, refine, pipe, convey and otherwise treat ores, metals and minerals, whether belonging to the company or not, and to render the same merchantable and to sell or otherwise dispose of the same or any part thereof or interest therein;

To take, acquire and hold, as consideration for ores, metals or minerals sold or otherwise disposed of or for goods supplied or for work done by contract or otherwise, shares, debentures or other securities of or in any other company having objects similar in whole or in part to those of the company hereby incorporated and to sell and otherwise dispose of the same;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being con-

commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Conclure avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir et exécuter, exercer, et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds, fiducies et commodités propres à profiter aux employés et aux ex-employés de la compagnie, ou ses prédécesseurs en affaires (aux dépendants ou parents de ces personnes), accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurance, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou de bienveillance, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique ou générale;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui paraîtra propre, directement ou indirectement, à profiter à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière, les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce et spécialement des machines, un outillage, un assortiment;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, fabriques, entrepôts, usines électriques, ateliers, magasins et autres structures et commodités que la compagnie croira susceptibles, directement ou indirectement, de promouvoir les intérêts de la compagnie, aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre, ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, affecter aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie, assignation d'aucune procédure ou action;

ducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local, or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company ((or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition, or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus dans le placement, l'assistance à la souscription ou la garantie de souscription d'aucun nombre de parts du capital-actions de la compagnie, ou de ses débetures, actions-obligations ou autres valeurs ou en rapport avec sa formation et son organisation ou dans la gestion de ses affaires ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires, garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ou par toute telle personne ou personnes ;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons ;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, mandataires, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seule, soit conjointement avec d'autres ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Quebec Felspars, Limited" avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00) divisé en quatre-vingt-dix-neuf mille (99,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'août 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4857 ALEXANDRE DESMEULES.

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business.

To raise and assist in raising money for and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons ;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Quebec Felspars, Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into ninety-nine thousand (99,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of August, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
4858 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Silver Spring Brewery Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour d'août 1923, constituant en corporation : Charles de Labroquerie Mignault, Bartley Nelson Holtham, avocats, et Vera Sanderson Hall, sténographe, tous trois de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, dans la province de Québec, pour les fins suivantes :

Acquérir et assumer comme industrie active l'industrie de brasseurs et autres, jusqu'ici exercées dans la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec, par la compagnie dite "The Silver Spring Brewery, Limited", une corporation organisée en vertu des Lois d'Angleterre, ainsi que tout l'actif et le passif de la dite compagnie en rapport avec ces industries, et les payer par l'émission à cette compagnie ou à ses ayant-droits d'actions privilégiées et ordinaires de cette compagnie entièrement acquittées et non sujettes à appel, ou d'obligations ou débetures, ou partie au moyen de telles actions et partie au moyen de telles obligations ou débetures ;

Exercer l'industrie de brasseurs et fabricants de malt dans toutes leurs spécialités ; fabriquer, rectifier, distiller des alcools, acides, ether et essences produites dans la fermentation ou la distillation destructive du grain, du bois ou autres

"Silver Spring Brewery Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of August, 1923, incorporating: Charles de Labroquerie Mignault, Bartley Nelson Holtham, advocates, and Vera Sanderson Hall, stenographer, all three of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, in the Province of Quebec, for the following purposes :

To acquire and take over as a going concern the business of brewers and otherwise, heretofore carried on at the city of Sherbrooke, in the Province of Quebec, by "The Silver Spring Brewery Limited", a corporation organized under the laws of England, and all or any of the assets and liabilities of that company in connection therewith, and to pay for the same by the issue to that company, or its assigns, of shares, preferred or common of this company, fully paid up and non-assessable, or bonds or debentures thereof, or in part by such shares, and in part by such bonds or debentures ;

To carry on the business of brewers and maltsters in all its branches ; to manufacture, rectify or distill alcohols, acids, ether and essences produced either in the fermentation or destructive distillation of grain, wood or other vegetable

matières végétales ou produits de matières végétales; fabriquer en ou en dehors de douane ou distiller toutes sortes de liqueurs spiritueuses et alcooliques, les mûrir, acheter, vendre et en faire le commerce;

Exercer le commerce ou l'industrie d'entreposeurs et d'expéditeurs et adapter et préparer pour la consommation ou l'usage économique les résidus, déchets ou sous-produits dérivés de la fabrication faite par la compagnie;

Exercer toute autre industrie auxiliaire ou qui peut être exercée en rapport avec l'industrie sus-mentionnée, y compris, mais non limitée à, l'industrie de marchands et cultivateurs de houblon, facteurs de malt, marchands de blé d'inde, tonneliers, fabricants de bouteilles, fabricants de capsules pour bouteilles, pottiers, fabricants et commerçants d'eau minérale et de liqueurs azotées, distillateurs, marchands, importateurs et manufacturiers et embouteilleurs de vin et liqueurs fortes, pourvoyeurs autorisés, hôteliers, taverniers, vendeurs de bière, restaurateurs, fabricants et marchands de glace, cultivateurs, laitiers, commerçants de levure, vendeurs et sécheurs de grains, fabricants de boîtes, constructeurs de moulins, charrons et toutes autres industries connexes;

Acheter, vendre, manipuler et faire le commerce en gros et en détail des produits, articles et choses de toutes sortes dont la compagnie peut convenablement faire le commerce en rapport avec aucun de ses objets;

Importer ou fabriquer des alambics, serpents, appareils rectificateurs ou autres convenant à la fabrication de la bière ou liqueurs fortes ou pour la rectification de liqueurs fortes, et acheter, louer ou acquérir autrement et fabriquer, réparer, utiliser, vendre, faire le commerce ou disposer autrement de toutes sortes de machineries, machines, appareils, effets, inventions, articles, dispositifs, meubles, instruments, matériaux, outillages et outils qui pourront être utiles nécessaires ou avantageux dans l'exercice de l'industrie de la compagnie;

Conclure des arrangements avec une ou plusieurs municipalités dans les limites desquelles ou adjacentes auxquelles sont les usines de la compagnie, ou avec leurs habitants, pour encourager le progrès municipal, y aider ou contribuer de la manière jugée judicieuse;

Conclure aussi avec aucunes autorités, municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir; et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds et commodités propres à profiter aux employés présents ou passés de la compagnie, à ses prédécesseurs en affaires, aux dépendants ou parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurances, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou de bienveillance, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique ou générale;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie;

Exercer aucune industrie, manufacturière ou autre, qui peut être exercée directement ou indi-

matter or products of vegetable matter; to manufacture in and out of bond, or to distill all kinds of spirituous and alcoholic liquor, and to age, buy, sell and deal in the same;

To carry the trade or business of warehousemen and forwarders and to arrange and provide for the consumption or economic use of the residue, refuse or the by-products derived from the manufacturing carried on by the company;

To carry on any business auxiliary to or which can be carried on in connection with the aforesaid business, including, but not limited to, hop merchants and growers, malt factors, corn merchants, coopers, bottle makers, bottle stopper makers, potters, manufacturers of and dealers in aerated mineral waters and drinks, distillers, wine and spirit merchants, importers and manufacturers, bottlers, licensed victuallers, tavern keepers, hotel keepers, beer house keepers, restaurant keepers, ice manufacturers and merchants, farmers, dairymen, yeast dealers, grain sellers and dryers, box manufacturers, millwrights, wheelwrights, and any other business incidental thereto;

To buy, sell, handle and deal both in wholesale and retail in commodities, articles and things of all kinds, which can conveniently be dealt with by the company in connection with any of its objects;

To import or manufacture stills, worms, rectifying or other apparatus suitable for the manufacture of beer or spirits or for the rectifying of spirits, and to purchase, lease or otherwise acquire, and to manufacture, repair, use, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of machinery, machines, apparatus, goods, devices, articles, contrivances, fixtures, instruments, materials, implements and tools which may be useful, necessary or profitable in the carrying on of the business of the company;

To enter into arrangements with any municipality or municipalities within which or adjacent to which the company's works are located, or with the inhabitants thereof, for the encouragement of municipal improvement, and to assist therein or contribute thereto in such manner as may be deemed advisable;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company or its predecessors in business or the dependents or connections of such persons and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public or general object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property or liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To carry on any business whether manufacturing or otherwise, which may be carried on,

rectement en rapport avec les objets de la compagnie, ou qui peut lui être avantageuse ou profitable;

Émettre des récépissés, négociables ou autres, relatifs à des marchandises emmagasinées chez la compagnie, et prêter de l'argent à toutes personnes, firmes ou corporations avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, garantir leurs contrats ou les aider autrement;

Solliciter, garder, enregistrer, louer, acquérir et détenir ou vendre, louer ou autrement aliéner, et accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir des brevets d'invention, améliorations ou procédés, des marques, noms de commerce et choses semblables nécessaires ou avantageuses à aucun des objets de la compagnie;

Prélever ou aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation ou personne, surveiller ou exécuter aucun contrat assumé par aucune telle compagnie, corporation ou personne;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie ou autres personnes y ayant droit, en nature, aucune propriété de la compagnie et spécialement aucunes actions, débetures ou obligations d'aucune autre corporation, lui appartenant ou dont la compagnie peut disposer;

Acquérir par achat ou autrement, les parts de toute autre compagnie exerçant un commerce totalement ou partiellement semblable à celui que la compagnie est autorisée à exercer, ou tout commerce ou genre d'affaires pouvant être conduits de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, acquérir et entreprendre tout autre commerce et affaires totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, avec son organisation, fonds de commerce, clientèle, franchise et actif de toutes sortes et son passif, exercer toute autre affaire que la compagnie jugera susceptible d'être exercée convenablement avec les objets ci-dessus ou calculée pouvoir en augmenter la valeur directement ou indirectement, faciliter la réalisation de ou rendre profitable chacune des propriétés de la compagnie ou droits ou entreprises de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle, moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, et spécialement pour des actions, débetures ou obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation et distribuer telles parts, débetures ou garanties parmi les actionnaires de la compagnie ou autres personnes y ayant droit;

directly or indirectly, in connection with the purposes of the company or which may be beneficial or profitable thereto;

To issue receipts, negotiable or otherwise, for merchandise stored with the company and to loan money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any person, firm or corporation with whom the company may have business relations;

To apply for, maintain, register, lease, acquire and hold or to sell, lease or otherwise dispose of, and grant licenses in respect of or otherwise turn to account any patents of inventions, improvements or processes, trade marks, trade names, and the like, necessary to or beneficial for any of the purposes of the company;

To raise, and assist in raising money for, or to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation or person, and to manage and perform any contract undertaken by any company, corporation or person;

To invest the moneys of the company, not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To distribute among the shareholders of the company and other persons entitled thereto in kind any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company, belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To acquire by purchase or otherwise, the shares of any other company, carrying on business in whole or in part similar to the business which this company is authorized to carry on, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, or otherwise to acquire and undertake any other undertaking and business similar in whole or in part to that of the company, together with its plant, stock-in-trade, good-will, franchises and assets of all kinds and liabilities and to carry on any other business which may seem capable of being conveniently carried on in connection with any of the above objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value or facilitate the realization of, or render valuable any of the company's property or rights or undertakings;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To sell, or otherwise dispose of the undertakings of the company or of any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, and in particular for shares, debentures or securities, of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company, and to distribute such shares, debentures or securities amongst the shareholders of the company and other persons entitled thereto;

Emettre des actions libérées, obligations, débetures ou autres titres de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucuns biens ou droits que la compagnie pourra acquérir, des services rendus à la compagnie, du travail fait pour elle, en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations de la compagnie;

Pourvoir aux moyens de rémunérer les directeurs de la compagnie d'aucune manière quelconque, comprenant la distribution des dividendes, des profits de la compagnie et en partageant dans toute distribution de la propriété de la compagnie, soit que cette distribution provienne de la dissolution ou de la liquidation ou autrement;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Se fusionner, faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne, société ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou à aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et avancer des fonds, garantir les contrats de et autrement aider toutes telles personnes, firmes, ou compagnies, et prendre ou autrement, acquérir et détenir des parts et sûretés de toutes telles compagnies, et les vendre ou autrement en trafiquer;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie signification d'aucune procédure ou action;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes ou aucunes d'icelles soit seule, soit conjointement avec d'autres, comme facteurs ou agents, sous le nom de "Silver Spring Brewery Company, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de quatre cent cinquante mille piastres (\$450,000.00), divisé en trois mille (3,000) actions ordinaires ou communes d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune, et quinze cents (1500) actions privilégiées à huit pour cent (8%), aussi d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune, telles actions privilégiées devant être non-cumulatives, avec préférence tant au principal qu'au service des intérêts.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'août 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4859 ALEXANDRE DESMEULES.

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment for any property or rights which may be acquired by or for any services rendered, or for any work done for the company or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To provide for the remuneration of the directors of the company in any manner, including remuneration by sharing in the dividends or profits of the company, and by sharing in any distribution of the property of the company, whether made upon the winding-up or liquidation of the company or otherwise;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To amalgamate with or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to advance money to, guarantee the contracts of and otherwise assist any such person, firm or company, to take or otherwise acquire and hold shares and securities of any such company, and to sell or otherwise deal with the same;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others, or as factors or agents, under the name of "Silver Spring Brewery Company, Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be four hundred and fifty thousand dollars (\$450,000.00), divided into three thousand (3,000) shares of ordinary or common stock of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each, and fifteen hundred (1500) shares of eight per cent (8%) preferred stock, also of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each, such preferred stock to be non-cumulative, having preference both as to principal and interest.

The head office of the company will be at Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of August, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.

"The Hillmor Co. Canada, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'août 1923, constituant en corporation: Nathan Gordon, Joseph Shapiro, avocats, Cyril W. Kennedy, comptable, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir, construire, posséder et exploiter des magasins pour la vente d'objets à 5, 10 et 25 sous, et acquérir, posséder et exercer le commerce de négociants en gros et en détail d'effets, denrées et marchandises de toutes sortes et espèces qui se rattachent au commerce de tels magasins en général;

Vendre des effets d'une valeur de \$5.00 ou plus chacun, tels que musique, bijouterie, articles en cheveux, articles de fantaisie en cuir, marchandise de fêtes, verrerie, porcelaine, vaisselle, articles en pierre, quincaillerie, articles en broche, accessoires pour gaz et lampes, brosses et peintures, marchandises embouteillées et articles en bois, faïence et ferblanterie, mode, accoutrements pour hommes et enfants, nouveautés et effets et marchandises et articles ouverts en général de toute description;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention, qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies formées dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et

"The Hillmor Co. Canada, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1923, incorporating: Nathan Gordon, Joseph Shapiro, advocates, Cyril W. Kennedy, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, construct, own and operate 5, 10 and 25 cents stores, and to acquire, own and carry on the business of wholesale and retail dealers in all kinds and classes of goods, wares and merchandise incidental to the business of a 5, 10 and 25 cents store generally;

To sell goods to the value of \$5.00 or more each, such as music, jewelry, hair goods, fancy leather goods, christmas goods, glassware, china, crockery, stoneware, hardware, wire goods, gas and lamp goods, brushes and paints, bottled goods and woodenware, enamel and tinware, millinery, ladies, men's and children's wear, dry goods, and every description of goods, merchandise and manufactured articles generally;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and

émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débiteurs et valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Hillmor Co. Canada, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, au pair.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'août 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4861 ALEXANDRE DESMEULES.

"Prairie Valley Golf and Country Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'août 1923, constituant en corporation John Augustin Meagher, ingénieur civil, Herbert William Jackson, comptable, Michael Joseph O'Brien, commis, Segfried Hinson Read Bush, Clarence Francis McCaffery, avocats, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Etablir, entretenir, organiser et gérer un club pour le profit et l'avantage des actionnaires et membres de la compagnie; promouvoir et procurer divers amusements aux actionnaires et membres de la compagnie et à leurs amis; construire, louer et meubler une maison de club pourvue de toutes commodités pour l'usage des membres du club; accorder à tous les actionnaires et membres de la compagnie et à leurs amis tous les privilèges, avantages et accommodations d'un club;

Meubler telle maison de club, en surveiller l'exploitation et l'administration; en permettre l'usage aux membres du club, aux actionnaires de la compagnie et à leurs amis, gratuitement ou aux conditions qui seront déterminées; gérer toutes ou aucune des affaires de ce club et généralement faire toutes choses jugées dans l'intérêt du club;

Etablir et entretenir un ou des champs de golf, jeux de tennis ou toutes autres récréations ou jeux que le conseil d'administration et le club jugeront à propos;

Acquérir par location, achat ou autrement, pour les fins et le profit des membres de ce club, des biens mobiliers ou immobiliers, et particulièrement toutes fermes et terrains, y ériger des bâtiments et les meubler;

Acquérir, posséder et administrer les dits biens immobiliers, les vendre et les échanger et prendre et détenir des hypothèques, mortgages, gages et

issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Hillmor Co. Canada, Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of August, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
4862 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Prairie Valley Golf and Country Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1923, incorporating: John Augustin Meagher, civil engineer, Herbert William Jackson, accountant, Michael Joseph O'Brien, clerk, Segfried Hinson Read Bush, Clarence Francis McCaffery, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain, organize and manage a club for the benefit and advantages of the shareholders and members of the company; to promote and procure amusements for the various shareholders and members of the company and their friends; to construct, lease and furnish a clubhouse provided with all commodities for the use of the club members; to grant to all the shareholders and members of the company and their friends all the privileges, advantages and accommodations of a club;

To furnish such club house, supervise the working and management of same; permit the use thereof by the members of the club, the shareholders of the company, and their friends, gratuitously or on such conditions as may be determined; to manage all and any of the affairs of such club and generally do all things deemed to be in the interest of the club;

To establish and maintain one or several golf courses, tennis lawns or any other recreations or games which the boards of directors and the club may think fit;

To acquire by lease, purchase or otherwise, for the purposes and benefit of such club members moveables and immoveables, and especially all farms and lands and erect buildings thereon, and to furnish the same;

To acquire, own and manage said immoveables, sell and exchange the same and to take and hold hypothecs, mortgages, liens and charges to secure

charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie;

Donner à bail et confier à toutes personnes ou compagnies l'exploitation de ses biens immobiliers ou mobiliers pour les mêmes fins, moyennant considération;

Percevoir et recevoir des actionnaires et membres de la compagnie une contribution, annuelle ou autre, pour les fins d'exploitation de la compagnie, et fixer le montant de telle contribution;

Accepter toutes personnes autres que les actionnaires de la compagnie comme membres du club, telles personnes devant jouir de tous les privilèges que la compagnie jugera à propos d'accorder sujet aux conditions qu'elle pourra déterminer;

Fixer les conditions du transport des actions de la compagnie, et particulièrement réserver à la compagnie par l'entremise de son conseil d'administration le droit de rejeter ou refuser tel transport;

Expulser, après le remboursement du prix d'achat de ses actions, tous actionnaire ou membre de la compagnie dont la conduite laisserait à désirer;

Accepter des souscriptions pour des actions payables comptant, ou par versement, ou partie au comptant ou partie par versements;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, des obligations et autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel de tous immeubles, droits ou autres biens acquis par la compagnie en vertu d'aucun titre ou avec l'approbation des actionnaires;

Faire toutes conventions avec toutes autorités, fédérales, provinciales ou municipales ou autres, et obtenir d'aucune de ces autorités tous permis, droits, privilèges, concessions ou réductions que la compagnie croira désirable d'obtenir et d'exercer;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucunes actions de la compagnie ou de ses débetures, obligations ou autres valeurs ou relativement à la formation ou organisation de la compagnie ou la gestion de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations ou autres valeurs ou autrement; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer les deniers disponibles de la compagnie, de la manière qui sera de temps à autre déterminée, ou les négocier autrement;

Distribuer, en espèces ou autrement, aucunes valeurs de la compagnie à ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débetures ou autres titres reçus en considération de la vente de la totalité ou de toute partie de la propriété de la compagnie, ou des actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

S'unir ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Louer, vendre ou autrement aliéner l'exploitation, les biens ou les entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute

the payment of the purchase price of any property sold by the company;

To give on lease and confide to any person or company the exploitation of its immovables or moveables for the same purposes, for a consideration;

To charge and receive from shareholders and members a fee, annually or otherwise, for all business purposes of the company, and to fix the amount of such fee;

To accept any person not being a shareholder of the company as a club member, such person to enjoy all the privileges which the company may think fit to grant, subject to such conditions as it may fix;

To fix the conditions of the transfer of the shares of the company and especially to reserve to the company through its board of directors the right to reject or refuse such transfer;

To expel, after reimbursement of the purchase price of his shares, any shareholder or member of the company guilty of improper conduct;

To accept subscriptions for shares payable in cash, in instalments, or partly in cash and partly in instalments;

To issue paid-up and non-assessable shares, bonds and other securities of the company in payment or part payment of any immovables, rights, or other property acquired by the company, under any title or with the approval of the shareholders;

To enter into any agreement with all or any authorities, federal, provincial or municipal or otherwise, and to obtain from any such authority any permits, rights, privileges, concessions or reductions which the company may think it desirable to obtain and exercise;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, bonds or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other com-

autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Payer toutes les dépenses qui se rattachent ou encourues en rapport avec la formation et la constitution de la compagnie et le prélèvement de son capital-actions ou passer des contrats avec toute compagnie pour les payer;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et émettre des obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou donner en garantie tous biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, appartenant à la compagnie, aux fins de garantir toutes obligations, débetures, actions hypothécaires ou autres valeurs que la compagnie est autorisée par la loi à émettre, ou de toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie, sous le nom de "Prairie Valley Golf and Country Club, Inc." avec un capital total de cent quarante mille piastres (\$140,000.00), divisé en mille quatre cents (1,400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'août 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4865 ALEXANDRE DESMEULES.

**"The Studio Hand Turn Shoe Company,
Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'août 1923, constituant en corporation: Abraham Wilfred Muhlstock, Isidore Ballon, avocats, et Isaac Kert, notaire public, tous des cités et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre, commercer, manufacturer en gros et en détail toutes sortes de bottines, chaussures, chaussettes et souliers pour hommes, femmes, garçons, filles et enfants et autres produits du cuir de toutes sortes et espèces;

Agir comme agents, procureurs ou marchands à commission pour toutes sortes d'établissements manufacturiers, industriels et mercantiles faisant le commerce de produits ouverts et non-ouverts de toutes sortes et espèces;

Exercer aucune autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits ou produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter, ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses semblables conférant un droit exclusif, non exclusif ou limité d'utiliser tout secret ou autre information concernant toute invention pouvant être utilisée pour aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera directement ou indirectement d'une nature avantageuse pour la compagnie, les utiliser, exercer, développer et octroyer des permis ou autrement faire valoir la propriété, les droits et informations ainsi acquis;

pany having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expense of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such price as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company, under the name of "Prairie Valley Golf and Country Club, Inc.", with a total capital stock of one hundred and forty thousand dollars (\$140,000.00), divided into one thousand four hundred (1,400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of August, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
4866 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"The Studio Hand Turn Shoe Company,
Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, hearing date the twenty third day of August, 1923, incorporating: Abraham Wilfred Muhlstock, Isidore Ballon, advocates, and Isaac Kert, notary public, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, trade, deal in and manufacture, both wholesale and retail, all kinds of men's, women's, boys, misses and children boots, shoes, slippers, pumps and other leather products of every kind and description;

To act as agents, attorneys or commission merchants for all kinds of manufacturing, industrial and mercantile concerns, dealing in manufactured and unmanufactured merchandise of every kind and description;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for all of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

Conclure des conventions avec toutes autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer, et se conformer à ces dites conventions, droits, privilèges et concessions;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou toute partie des biens et du passif de la compagnie ou pour toute autre fin jugée susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, hypothéquer la totalité ou aucune partie des biens et droits de la compagnie, en disposer, les faire valoir ou autrement les négocier;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Garantir, cautionner, se rendre responsable du paiement des billets promissaires, lettres de change, comptes ou autres obligations d'aucune nature quelconque d'aucune autre corporation, firme ou individu avec lesquels la compagnie est en relations d'affaires;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle pour toutes telles considérations que la compagnie pourra juger convenables et, en particulier, pour des parts, débetures ou garanties de toute autre compagnie poursuivant des fins totalement ou partiellement semblables à celles de cette compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce pays étranger, pour représenter la compagnie et accepter la signification de pièces pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Adopter telles mesures pour faire connaître les produits de la compagnie qui seront jugés convenables et particulièrement par des annonces dans la presse, par des circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art et d'intérêt; par la publication de livres et de magazines et par l'octroi de prix, récompenses et donations;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "The Studio Hand Turn Shoe Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour d'août 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4863 ALEXANDRE DESMEULES.

To enter into arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority the rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations, of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual with which the company has business dealings;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds or assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art and interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Studio Hand Turn Shoe Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of August, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
4864 Acting Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Applications to the Legislature

Avis est par le présent donné qu'Albert Richard Whittall, Dr. Herbert J. Silver, tous deux de la cité de Westmount, Christopher H. Goulden, de la ville de Montréal-Ouest, et Feaforth D. Macnab, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, et autres, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi érigeant en corporation de ville certains lots situés dans les cantons Arundel et Montcalm, dans le comté d'Argenteuil, comme suit:

Les lots numéros un, deux, trois, quatre et cinq (1, 2, 3, 4 et 5) du cinquième rang (5), les lots numéros un, deux, trois, quatre et cinq (1, 2, 3, 4 et 5) du sixième (6) rang, et les lots numéros un et deux (1 et 2) du septième (7) rang du canton Arundel et aussi les lots numéros sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze et quinze (7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15) du quatrième (4) rang, les lots numéros un à vingt-et-un (1 à 21) inclusivement du cinquième (5) rang, les lots numéros un à vingt-et-un (1 à 21) inclusivement du sixième (6) rang et les lots un, deux, trois, quatre, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt et vingt-et-un (1, 2, 3, 4, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21) du septième rang (7) du canton de Montcalm, les dits lots devant être détachés des cantons Arundel et Montcalm respectivement; la dite corporation de ville devant être connue à l'avenir sous le nom de ville de Bark Lake et devant comprendre dans ses limites toutes les eaux de Bark Lake, dans le comté d'Argenteuil; avec pouvoir de contrôler les eaux du dit lac et le nombre, la forme, la grandeur et les fins des bâtiments et habitations qui seront érigés ou occupés dans les limites de la dite municipalité, et de plus aux fins d'amender l'article 2252 des Statuts Refondus de Québec, 1909, tels qu'amendés, en autant que le dit territoire est concerné.

Montréal, 4 septembre 1923.

Les procureurs des requérants,
4695-36-4 BRAIS & LORRAIN.

Public notice is hereby given that Albert Richard Whittall, Dr. Herbert J. Silver, both of the City of Westmount, Christopher H. Goulden, of the Town of Montreal West, and Feaforth D. Macnab, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, and others, will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to erect into a Town Corporation certain lots situate in the Townships of Arundel and Montcalm, in the County of Argenteuil, as follows: lots numbers one, two, three, four and five (1, 2, 3, 4 and 5) of the fifth (5) range, lots numbers one, two, three, four and five (1, 2, 3, 4 and 5) of the sixth (6) range and lots numbers one and two (1 and 2) of the seventh (7) range of the township of Arundel and furthermore lots numbers seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen and fifteen (7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, and 15) of the fourth (4) range, lots numbers one to twenty one (1 to 21) inclusive of the fifth (5) range, lots numbers one to twenty one (1 to 21) inclusive of the sixth (6) range and lots numbers one, two, three, four, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty and twenty one (1, 2, 3, 4, 15, 16, 17, 18, 19, 20 and 21) of the seventh (7) range of the township of Montcalm, said lots to be detached from the townships of Arundel and Montcalm respectively; said town corporation to be known in future under the name of town of Bark Lake and to comprise within its territories all the waters of Bark Lake, in the County of Argenteuil; and for further powers to control the waters of said Lake and the number, form, size and purposes of buildings and habitations to be erected or occupied within the limits of said Municipality, and furthermore to amend Article 2252 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, as amended, in so far as said territory is concerned.

Montreal, September 4th, 1923.

BRAIS & LORRAIN,
4696-36-4 Attorneys for Petitioners.

Les Pères du Très Saint-Sacrement de Québec s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'en obtenir une loi modifiant les articles suivants de la loi 11 George V, chapitre 155.—

Article 4, paragraphe (b), par la suppression de l'assentiment exigé, et du contrôle établi par ce paragraphe.

Article 5, en remplaçant cet article par un autre destiné à donner effet aux nominations par le supérieur général des Pères du Très Saint-Sacrement; et

Article 8, par la suppression des vingt-quatre derniers mots.

Pour les Pères du Très Saint-Sacrement
de Québec,
JOS. SIROIS,
Notaire, Québec.
Québec, 28 août 1923. 4577-35-4

Les Pères du Très Saint-Sacrement de Québec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law amending and modifying the following sections of the law 11 George V, chapter 155:—

Section 4, paragraph (b) by suppressing the assent and control mentioned in said paragraph.

Section 5, by replacing this section by another one giving effect to the nominations made by the Superior General of the Pères du Très Saint-Sacrement, and—

Section 8, by striking out the last twenty four words.

For Les Pères du Très Saint-Sacrement
de Québec,
JOS. SIROIS,
Notary, Québec.
Quebec, 28th August, 1923. 4578-35-4

 Département de la colonisation, des mines et des pêcheries

 Department of Colonization, Mines and Fisheries

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative de pêcheurs a été constituée dans le comté de Bonaventure, sous le nom de "Société

Notice is hereby given that a fishermen's co-operative association has been formed in the county of Bonaventure, under the name of "So-

Coopérative de Pêcheurs de Carleton", et que son principal siège d'affaires est à Carleton.

Le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries,
J.-E. PERREAULT.

Québec, 17 septembre 1923. 4889

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative de pêcheurs a été constituée dans le comté de Gaspé sous le nom de "Société Coopérative de Pêcheurs de Saint-Jean-Baptiste-de-Cap-aux-Os", et que son principal siège d'affaires est à Cap-aux-Os.

Le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries,
J.-E. PERREAULT.

Québec, 17 septembre 1923. 4891

ciété Coopérative de Pêcheurs de Carleton", and that its principal place of business is at Carleton.

J. E. PERREAULT,
Minister of Colonization, Mines and Fisheries.

Quebec, 17th September, 1923. 4890

Notice is hereby given that a fishermen's cooperative association has been formed in the county of Gaspé, under the name of "Société Coopérative de Pêcheurs de Saint-Jean-Baptiste-de-Cap-aux-Os", and that its principal place of business is at Cap aux Os.

J. E. PERREAULT,
Minister of Colonization, Mines and Fisheries,

Quebec, 17th September, 1923. 4892

Département de l'Instruction Publique

Department of Public Instruction

175-21

Québec, 15 septembre 1923.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sacré-Cœur-de-Jésus, paroisse, comté de Stanstead, le lot numéro 3 du rang 8, (579 du cadastre officiel du canton de Stanstead); le lot numéro 4 du rang 8, (580 du cadastre officiel du canton de Stanstead); le lot 162 de Beebe Plain diss., même comté, et de les annexer à la municipalité scolaire catholique de Sacré-Cœur-de-Jésus, village, comté de Stanstead.

4899-38-2

175-21

Quebec, September 15th, 1923.

Application is made to detach from the school municipality of Sacré Cœur de Jésus, parish, County of Stanstead, the lot number 3 of range 8 (579 of the official cadastre of the township of Stanstead); the lot number 4 of range 8, (580 of the official cadastre of the township of Stanstead); the lot 162 of Beebe Plain, diss., same county, and to annex them to the catholic school municipality of Sacré Cœur de Jésus, village, County of Stanstead.

4900-38-2

713-19

Québec, 7 septembre 1923.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Leeds-Est, comté de Mégantic la moitié nord-ouest du lot 17a et le lot 17b; les lots 18a et 18b et la moitié sud-ouest du lot 18c sur la profondeur du dit lot 18c et la moitié nord-est de la moitié sud-est du dit lot 18c; la moitié sud-est des lots 19a et 19b, du rang 15 du canton de Leeds, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-Broughton, comté de Mégantic.

4793-37-2

713-19

Quebec, 7th September, 1923.

Application is made to detach from the school municipality of Leeds-East, county of Megantic, the northwest half of lot 17a and the lot 17b; the lots 18a and 18b, and the southwest half of lot 18c by the depth of the said lot 18c and the northeast half of the southeast half of the said lot 18c; the southeast half of lots 19a and 19b, of range 15 of the township of Leeds, and to annex them to the school municipality of Saint Pierre de Broughton, county of Megantic.

4794-37-2

431-23

Quebec, 7 septembre 1923.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Eardley, comté de Hull, les lots numéros 10 à 15 inclusivement, du rang 13 du canton d'Eardley, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Cécile-de-Masham, même comté.

4795-37-2

431-23

Quebec, 7th September, 1923.

Application is made to detach from the school municipality of Eardley, County of Hull, the lots numbers 10 to 15 inclusively, of range 13 of the township of Eardley, and to annex them to the school municipality of Sainte Cécile de Masham, same county.

4796-37-2

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

PROVINCE DE QUEBEC

Affermage de forces hydrauliques

Avis est par les présentes donné que le MARDI SEIZIEME jour d'OCTOBRE 1923, à DIX heures ET DEMIE A. M., dans la salle de vente, à l'Hôtel du Gouvernement, à Québec, le Département des Terres et Forêts offrira à louer, par voie d'enchère, trois groupes de rapides de la

PROVINCE OF QUEBEC

Lease of waterpowers.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SIXTEENTH day of OCTOBER, 1923, at HALF PAST TEN o'clock A. M., in the sales-room at the Parliament Building, at Quebec, the Department of Lands and Forests will offer for lease, by way of public auction, three groups of

vière Mégiscane, comté de Témiscamingue, à proximité du chemin de fer Canadien National.

Quiconque aurait l'intention d'enchérir devra faire un dépôt de \$10,000.00, par chèque accepté à l'ordre du Ministre des Terres et Forêts, au moins trois jours avant l'enchère.

Ce montant sera confisqué si le déposant ne met pas d'enchère; il sera remboursé après la vente aux enchérisseurs dont les offres n'auront pas été heureuses, et celui de l'adjudicataire sera retenu en cautionnement jusqu'à la date d'aménagement.

Pour plus de renseignements, s'adresser au Département des Terres et Forêts, à Québec.

ELZ. MIVILLE-DECHENE,
4887—38-4 Sous-Ministre.

rapids of the river Mégiscane, county of Témiscamingue, close to the Canadian National Railways.

Every intending bidder shall make a deposit of \$10,000.00 by way of an accepted cheque payable to the Minister of Lands and Forests, at least three days before the auction.

This amount will be forfeited if the depositor fails to bid; it shall be reimbursed after the sale to the unsuccessful bidders and the cheque of the adjudicataire shall be kept as surety until the date of development.

For further particulars, apply to the Department of Lands and Forests, at Québec.

ELZ. MIVILLE-DECHENE,
4888—38-4 Deputy Minister.

Département du trésor

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Globe Indemnity Company of Canada", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre les accidents, maladie, vol avec effraction, garantie, feu, contre le faux et transport intérieur, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, bris de glaces et assurance contre dégâts sur propriétés de toutes espèces causés par l'explosion du gaz, le et après le dix-septième jour de septembre 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce dix-septième jour de septembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des Assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
4869—38-2 Québec, P. Q.

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Liverpool-Manitoba Assurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, les explosions et l'automobile, a été amendé permettant en plus la classe suivante contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, le et après le septième jour de septembre, 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce septième jour de septembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des Assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec, P. Q.
4741—37-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Agricultural Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, l'explosion et dégâts par arroseurs automatiques, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre le transport intérieur et l'automobile (à l'exception de l'assurance contre les pertes par suite de blessures à la personne), le et après le onzième jour de septembre 1923.

Treasury Department

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "The Globe Indemnity Company of Canada", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Accident, sickness, burglary, automobile, guarantee, fire, forgery and inland transportation insurance, has been extended to include Sprinkler Leakage Insurance, Plate Glass and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this seventeenth day of September, 1923.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this seventeenth day of September, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
4870—38-2 Québec, P. Q.

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Liverpool-Manitoba Assurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Explosion and Automobile Insurance, has been extended to include Sprinkler Leakage Insurance, on and after the seventh day of September, 1923.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this seventh day of September, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Québec, P. Q.
4742—37-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Agricultural Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire, explosion and sprinkler leakage insurance, has been extended to include Inland Transportation and Automobile Insurance (excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person), on and after this eleventh day of September, 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce onzième jour de septembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des Assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
4775-37-2 Québec, P. Q.

Avis est par le présent donné que "The British Oak Insurance Company, Limited" a été enregistré pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, l'automobile, responsabilité des patrons, transport intérieur et la grêle, le et après le onzième jour de septembre 1923.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province, sont: Archibald R. Howell, 17, rue Saint-Jean, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce onzième jour de septembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des Assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Département du Trésor,
Branche des Assurances,
4777-37-2 Québec, P. Q.

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Fidelity-Phenix Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, ouragan, explosion et automobile, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre le transport intérieur et dégâts causés par arroseurs automatiques, le et après le douzième jour de septembre 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce douzième jour de septembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Qué. 4805-37-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Quebec Fire Assurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les dégâts causés par arroseurs automatiques et contre les dégâts sur propriétés de toutes sortes, causés par l'explosion du gaz, le et après le douzième jour de septembre 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce douzième jour de septembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Qué. 4807-37-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Continental Insurance Company of New York", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, les explosions et l'automobile, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre le transport intérieur et dégâts causés par arroseurs automatiques, le et après le douzième jour de septembre 1923.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this eleventh day of September, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
4776-37-2 Québec, P. Q.

Notice is hereby given that "The British Oak Insurance Company, Limited" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of fire, automobile, employers' liability, inland transportation and hail insurance, on and after this eleventh day of September, 1923.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are: Archibald R. Howell, 17 Saint John street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this eleventh day of September, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.

Treasury Department,
Insurance Branch,
4778-37-2 Québec, P. Q.

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Fidelity-Phenix Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, tornado, explosion and automobile insurance, has been extended to include Inland Transportation Insurance and Sprinkler Leakage Insurance, on and after the twelfth day of September, 1923.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twelfth day of September, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Que. 4806-37-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Quebec Fire Assurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Sprinkler Leakage Insurance and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after the twelfth day of September, 1923.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twelfth day of September, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Que. 4808-37-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Continental Insurance Company of New York", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, explosion and automobile insurance, has been extended to include Inland Transportation Insurance and Sprinkler Leakage Insurance, on and after the twelfth day of September, 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce douzième jour de septembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q.

4809—37-2

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twelfth day of September, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

4810—37-2

Département de la Voirie

DECRET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL

No 1561. 13 septembre 1923.

ROUTE EDOUARD VII

Déclassement d'une partie du chemin passant en front et en flanc du lot No 601 de la paroisse de Saint-Cyprien-de-Léry, comté de Napierville.

A l'avenir la partie du chemin passant en front du lot No 601 de la paroisse de Saint-Cyprien-de-Léry, comté de Napierville, à partir du centre de l'intersection du chemin Saint-André et de la montée de Sherrington en allant vers le nord pour une longueur de 260 pieds et la partie de la route longeant le flanc sud du dit lot No 601, à partir de l'intersection du chemin de Saint-André et de la montée de Sherrington en allant vers l'est pour une longueur de 260 pieds, cesseront de faire partie de la route provinciale Edouard VII et seront des chemins municipaux qui ne seront plus entretenus par le gouvernement.

4903

Roads Department

ORDER OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR IN COUNCIL

No. 1561. September 13th, 1923.

EDWARD VII HIGHWAY.

Withdrawal of a part of the road passing in front and along the side of lot No. 601 of the parish of Saint Cyprien de Léry, County of Napierville.

Henceforth that part of the road passing in front of lot No. 601 of the parish of Saint Cyprien de Léry, County of Napierville, commencing at the center of the intersection of Saint André Road and of the Montée de Sherrington running northerly for a distance of 260 feet and that part of the by-road running along the side of the said lot No. 601, commencing at the intersection of the Saint André Road and of the Montée de Sherrington running easterly for a distance of 260 feet, shall cease to form part of the Provincial Edward VII Highway and shall be municipal roads no longer maintained by the Government.

4904

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société d'horticulture a été constituée à Montréal, en vertu des articles 1944 et suivants des Statuts Refondus de Québec, 1909, régissant les sociétés d'horticulture, sous le nom de "The Back River Horticultural Society".

Daté à Québec, ce 12ème jour de septembre, 1923.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
4905 J.-ANTONIO GRENIER.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a horticultural society has been incorporated at Montreal, under and by virtue of articles 1944 and following of the Quebec Revised Statutes, 1909, governing horticultural societies, under the name of "The Back River Horticultural Society".

Dated at Quebec, this 12th day of September, 1923.

4906 J. ANTONIO GRENIER,
Deputy-Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Nicolet, Cour supérieure, No 383.—Dame Lumina Laporte, épouse commune en biens de Fidèle Brisson, journalier, de Manseau, district de Nicolet, demanderesse; vs Le dit Fidèle Brisson, défendeur.

Un action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 7 août 1923.

14 septembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
4873—38-5 GARCEAU & RINGUET.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Nicolet, Superior Court, No. 383.—Dame Lumina Laporte, wife common as to property of Fidèle Brisson, laborer, of Manseau, district of Nicolet, plaintiff; vs the said Fidèle Brisson, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 7th of August, 1923.

14th September, 1923.

4874—38-5 GARCEAU & RINGUET,
Attorneys for plaintiff.

Cour supérieure, Richelieu, No 7244.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par Dame Louisa Forcier contre Eugène Morissette, de la paroisse de Saint-David, district de Richelieu.

Sorel, 12 septembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
4875—38-5 C.-J.-C. WURTELE,

Superior Court, Richelieu, No. 7244.

An action in separation as to property has this day been instituted by Dame Louisa Forcier, against Eugène Morissette, of the parish of Saint David, district of Richelieu.

Sorel, 12th September, 1923.

C. J. C. WURTELE, ^{Esq.}
4876—38-5 Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Rimouski, No 8153. Cour supérieure. Dame Adèle Pineau, de la paroisse de Saint-Narcisse, district de Rimouski, épouse de Emile Gagnon, du même lieu, demanderesse; vs Emile Gagnon, de la paroisse de Saint-Narcisse, district de Rimouski, défendeur.

La demanderesse a institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

Rimouski, 18 septembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
4895—38-5 CASGRAIN & CARON.

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court, No. 8153. Dame Adèle Pineau, of the parish of Saint Narcisse, district of Rimouski, wife of Emile Gagnon, of the same place, plaintiff; vs Emile Gagnon, of the parish of Saint Narcisse, district of Rimouski, defendant.

The plaintiff has instituted an action for separation as to property against the defendant.

Rimouski, September 18th, 1923.

CASGRAIN & CARON,
4896—38-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour supérieure, No 754.—Dame Hermine Normandeau, épouse de Joseph Lescarbeau, de Saint-Stanislas, comté de Champlain, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph Lescarbeau, du même lieu, rentier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18ème jour d'août 1923.

Québec, 6 septembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
4743—37-5 COTE, CHAMPOUX & LAVOIE.

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 754.—Dame Hermine Normandeau, of Saint Stanislas, Champlain, district of Three Rivers, wife of Joseph Lescarbeau, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Joseph Lescarbeau, of Saint Stanislas, Champlain, independent gentleman, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 18th of August, 1923.

Quebec, 6th September, 1923.

COTE, CHAMPOUX & LAVOIE,
4744—37-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No 224.—Dame Cécile Legault, épouse de R. Gratton, tous deux de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, contre Rodolphe Gratton, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Saint-Jérôme, 7 septembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
4755—37-5 HERMANN BARRETTE.

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 224.—Dame Cécile Legault, wife of R. Gratton, both of Saint Jérôme, county and district of Terrebonne; vs Rodolphe Gratton, of the same place.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Saint Jérôme, 7th September, 1923.

HERMANN BARRETTE,
4756—37-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, District d'Arthabaska, Cour supérieure, No 309. Dame Anna Champoux, d'Arthabaska, épouse de Joseph Croteau, commerçant, d'Arthabaska, demanderesse; vs ledit Joseph Croteau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause, le premier septembre 1923.

Arthabaska, ce 4 septembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
4687—36-5 PERRAULT, LAVERGNE & GIROUARD.

Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court, No. 309. Dame Anna Champoux, of Arthabaska, wife of Joseph Croteau, merchant, of Arthabaska, plaintiff; vs Joseph Croteau, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, the 1st of September 1923.

Arthabaska, September 4th, 1923.

PERRAULT, LAVERGNE & GIROUARD,
4688—36-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, Beauce, No 7434.—Dame Marie Doyon, épouse commune en biens de Marcellin Lachance, cultivateur, de Saint-Gédéon, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Marcellin Lachance, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Saint-Joseph, Beauce, 30 août 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
4657—36-5 FARIBAULT, BOLDOC & LAMBERT.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, Beauce, No. 7434.—Dame Marie Doyon, wife common as to property of Marcellin Lachance, farmer, of Saint Gédéon, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Marcellin Lachance, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Saint Joseph, Beauce, 30th August, 1923.

FARIBAULT, BOLDOC & LAMBERT,
4658—36-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No 81.—Dame Rosa Tardif, de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, épouse de Adélarde Giroux, du même lieu, dûment autorisée; vs son mari.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

Saint-Jérôme, 18 avril 1923.

Le procureur de la demanderesse,
4757—37-5 HERMANN BARRETTE.

C. S. Q., No 2119.—Elodia Couture, de Québec, épouse commune en biens de Jos. Martin, manufacturier, de Québec, vs le dit Jos. Martin.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Québec, 1er septembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
4659—36-5 PAUL DROUIN.

Province de Québec, district de Montréal, No 2024, Cour supérieure.

Dame Blanche Archambault, des Cèdres, district de Montréal, épouse commune en biens du défendeur, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Amédée Daignault, restaurateur, des Cèdres, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

Les procureurs de la demanderesse,
PILON & GEOFFRION.
Montréal, 24 août, 1923. 4561—35-5

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 1457, Cour supérieure.

Lifchie Leckechman, épouse commune en biens de Berl Belinski, des cité et district de Montréal, dûment autorisée pour ester en justice, demanderesse; vs Berl Belinski, desdits cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce 20ième jour d'août 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
BUDYK & BUDYK.
Montréal, 20 août 1923. 4581—35-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4889.—Dame Marie-Anna-Eva Labrie, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Gustave Thibault, du même lieu, manufacturier, demanderesse; vs Le dit Gustave Thibault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur en cette cause.

Daté ce 15 août 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
4425—34-5 LALIBERTE & MARCHAND.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4918.

Dame Toba Gareski, de la cité de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Sinclair, du même endroit, demanderesse, vs Abraham Sinclair, du même endroit, défendeur.

La demanderesse a pris une action en séparation de biens contre le défendeur.

Montréal, 20 août 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
4449—34-5 SHULMAN & SHULMAN.

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 81.—Dame Rosa Tardif, of Saint Jérôme, county of Terrebonne, wife of Adélarde Giroux, of the same place, duly authorized; vs her said husband.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Saint-Jérôme, 18th April, 1923.

HERMANN BARRETTE,
4758—37-5 Attorney for plaintiff.

S. C. Q., No. 2119.—Elodia Couture, wife common as to property of Jos. Martin, manufacturer, of Quebec; vs The said Jos. Martin.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Quebec, 1st September, 1923.

PAUL DROUIN,
4660—36-5 Plaintiff's attorney.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 2024, Superior Court.

Mrs Blanche Archambault, of Les Cedres, district of Montreal, wife common as to property of the defendant, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Amédée Daignault, hotel keeper, of Les Cedres, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant.

PILON & GEOFFRION,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, August, 24th 1923. 4562—35-5

Canada, province of Quebec, district of Montreal, No. 1457. Superior Court.

Lifchie Leckechman, wife common as to property of Berl Belinsky, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Berl Belinsky, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this 20th day of August 1923.

BUDYK & BUDYK,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 20th August, 1923. 4582—35-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4889.—Dame Marie Anna Eva Labrie, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Gustave Thibault, manufacturer, of the same place, plaintiff; vs the said Gustave Thibault, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day against the defendant.

Dated this 15th August, 1923.

LALIBERTE & MARCHAND,
4426—34-5 Attorneys for plaintiff.

In the Superior Court for the province of Quebec, district of Montreal, No. 4918.

Dame Toba Gareski, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Abraham Sinclair, merchant, of the same place, plaintiff; against Abraham Sinclair, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, August 20, 1923.

SHULMAN & SHULMAN,
4450—34-5 Attorneys for plaintiff.

Cour supérieure, province de Québec, district de Montréal, No 4209.

Dame Rachal Hoffman, de la cité de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens de Salomon Sinclair, du même endroit, demanderesse, vs Salomon Sinclair, du même endroit, défendeur.

La demanderesse a pris une action en séparation de biens contre le défendeur.

Montréal, 20 août 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
4451—34-5 SHULMAN & SHULMAN.

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 4209.

Dame Rachel Hoffman, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Solomon Sinclair, merchant, of the same place, plaintiff, against Solomon Sinclair, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, August 20, 1923.

SHULMAN & SHULMAN,
4452—34-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, No 8850.

Dame Marie-Anne Lévesque, du village de Val-Brillant, district de Rimouski, épouse commune en biens de Georges Ouellette, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Georges Ouellette, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

Rimouski, 3 août 1923.

L'avocat de la demanderesse,
4453—34-5 J.-L. CEDRAS.

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 8850.

Dame Marie-Anne Levesque, of the village of Val-Brillant, district of Rimouski, wife common as to property of George Ouellette, butcher, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said George Ouellette, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Rimouski, August 3rd 1923.

J. L. CEDRAS,
4454—34-5 Attorney for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4895.—Alphonse Tessier, épiciier, des cité et district de Montréal, demandeur; vs Virginie Vallières, épouse du dit Alphonse Tessier, des cité et district de Montréal, défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 16 août 1923.

Montréal, 17 août 1923.

Les procureurs du demandeur,
4423—34-5 PERRAULT & RAYMOND.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4895.—Alphonse Tessier, grocer, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Virginie Vallières, wife of the said Alphonse Tessier, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation from bed and board and property has been instituted in this cause the 16th day of August, 1923.

Montreal, 17th August, 1923.

PERRAULT & RAYMOND,
4424—34-5 Attorneys for plaintiff.

Charte :—Abandon de

En vertu des dispositions de la loi des compagnies de Québec, la compagnie dite "St-Denis Building, Limited" donne, par le présent, avis public qu'elle demandera à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, l'acceptation de tel abandon de sa charte et la fixation d'une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Daté à Montréal, ce 18e jour de septembre 1923.

4929

Le secrétaire,
L.-P. SNYDER.

Charter :—Surrender of

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, St. Denis Building, Limited, hereby gives public notice that it will make application to His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, for the acceptance of such surrender of its charter and to have a date fixed upon and from which the company shall be dissolved.

Dated at Montreal, this 18th day of September, 1923.

4930

L. P. SNYDER,
Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

La compagnie "Link Belt, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Joseph White, de Montréal, au numéro 115, rue Saint-Jacques.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
ALEXANDRE DESMEULES.
Québec, 8 septembre 1923. 4867

Company authorized to do business

The company "Link Belt, Limited" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws known in force of the Province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Joseph White, of number 115 Saint James street, Montreal.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 8th September, 1923. 4868

Minutes de notaire

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Georges Saint-Pierre, notaire, de la ville de Chicoutimi, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Maurice-Ovide Bossé, en son vivant, du même lieu.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4871—38-5 ALEXANDRE DESMEULES.

Québec, 7 septembre 1923.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil par M. Isaac Kert, notaire, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Laurence Tannenbaum, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
ALEXANDRE DESMEULES.
4729—37-5

Québec, 6 septembre 1923.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, que M. Henri Guenette, notaire, de la cité de Lévis, district de Québec, a transmis une requête par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph-Alphonse Dumontier, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
ALEXANDRE DESMEULES.
4709—36-5

Notarial Minutes

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Georges Saint-Pierre, notary, of the town of Chicoutimi, whereby he prays for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Maurice Ovide Bossé, in his lifetime notary, of the same place.

ALEXANDRE DESMEULES,
4872—38-5 Acting Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 7th September, 1923.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Isaac Kert, notary, of the city of Montreal, whereby he prays for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Laurence Tannenbaum, in his lifetime notary, of the same place.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.
4730—37-5

Quebec, September 6th, 1923.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that Mr. Henri Guenette, notary, of the city of Lévis, district of Québec, has transmitted a petition whereby he prays for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Joseph Alphonse Dumontier, in his lifetime, notary, of the same place.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.
4710—36-5

Ratification de titres

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi, dans la Cour supérieure (en matière de faillite), No 1A.—Dans l'affaire de Mme veuve Alf. Tremblay, Kénogami, cédante autorisée, et J.-S. Matte, syndic autorisé.

Confirmation of titles

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi. In the Superior Court (of Bankruptcy), No. 1A.—In the matter of Mme veuve Alfred Tremblay, Kénogami, authorized assignor, and J. S. Matte, authorized trustee.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau du syndic autorisé, No 72, Côte de la Montagne, Québec:

1. Un certain acte de vente passé devant J.-G. Verreault, notaire public, le 20 mars 1922, sous le numéro 8128 des minutes du dit notaire, de la part de Mme veuve Alf. Tremblay, cédante autorisée, à Aimé Lacroix, dans lequel acte la propriété porte le numéro vingt-quatre-cent onze (24-111), du troisième rang du canton de Jonquières;

2. Le certificat du registraire sur la dite propriété immobilière.

Que le propriété immobilière ci-haut désignée a été possédée par Mme veuve Alf. Tremblay du 11 février 1921 à date; et par son mari, feu Alfred Tremblay, du 12 septembre 1919 au 11 février 1921; et par Edmond Lapointe, du 28 mai 1917 au 12 septembre 1919.

Que les dits acte de vente et certificat d'enregistrement ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants, S. R. P. Q., 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions des dits articles, et afin de donner à la dite vente l'effet d'une vente par le shérif.

Québec, P. Q., le 4 septembre 1923.

Le syndic autorisé,
4663-36-4 J.-S. MATTE.

Notice is hereby given that there has been deposited at the office of the trustee, No. 72 Mountain Hill, Quebec:

1. A certain Deed of Sale passed before J. G. Verreault, notary public, on the 20th day of March, 1922, and numbered 8128 of the Minutes of said notary, from Mme Veuve Alfred Tremblay, authorized assignor, to Aimé Lacroix, in which Deed of Sale the property is known under number twenty four-one hundred and eleven (24-111), of the cadastral plan of the third range of the township of Jonquières;

2. A Certificate of search from the Registrar against the said property.

That the above immoveable property has been owned and possessed by Mine widow Alf. Tremblay from 11th February, 1921 to date of sale; and by her husband, late Alf. Tremblay, from 12th September, 1919 to 11th February, 1921; and by Edm. Lapointe, from 28th May, 1917, to 12th September, 1919.

That the said Deed of Sale and Registrar's Certificate have been so deposited in pursuance of the provisions of articles 7552 and following, of the R. S. P. Q., 1909; and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles, and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Quebec, P. Q., 4th September, 1923.

J. S. MATTE,
4664-36-4 Authorized trustee.

Soumissions

Province de Québec, comté de Terrebonne, ville de Sainte-Thérèse.

Soumissions pour débentures

Avis public est par le présent donné que le conseil de la ville de Sainte-Thérèse, comté de Terrebonne, P. Q., recevra d'aujourd'hui au six octobre prochain (1923), jusqu'à six heures de l'après-midi, au bureau du soussigné, des soumissions écrites pour l'achat de débentures de la dite ville de Sainte-Thérèse, au montant de cent quarante mille piastres (\$140,000.00), avec coupons annexés pour les intérêts, émises pour la construction d'un système d'égouts dans la municipalité, payables, les dites débentures et leurs intérêts, au bureau de La Banque Molson, à Sainte-Thérèse, et émises come suit:

Date: premier juillet 1923;

Règlement No 56 en date du cinq juin 1923, approuvé par les électeurs propriétaires et par le lieutenant-gouverneur de la province;

Montant: \$140,000.00; dénominations, \$100.00, \$500.00 et \$1,000.00;

Remboursables par séries de 1923 à 1948;

Intérêts: 5½% semi-annuellement, les premiers janvier et juillet de chaque année.

Un chèque accepté représentant 1% de l'émission devra accompagner chaque soumission.

Le prix des soumissions devra comprendre les intérêts accrus sur les bons au moment de leur livraison;

Le conseil de la ville de Sainte-Thérèse ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

Les soumissions devront être sous pli cacheté avec indication "Soumission pour débentures".

Elles seront ouvertes à la salle municipale de la

Tenders

Province of Quebec, county of Terrebonne, town of Sainte Thérèse.

Tenders for debentures.

Public notice is hereby given that the Council of the town of Sainte Thérèse, county of Terrebonne, P. Q., will receive from this date to six o'clock P. M., of the sixth of October next (1923), at the office of the undersigned, written tenders for the purchase of debentures of the said town of Sainte Thérèse, amounting to one hundred and forty thousand dollars (\$140,000.00), with interest coupons attached thereto, issued for the construction of a system of sewers in the municipality, payable, the said debentures and the interests thereof, at the office of the Molsons' Bank, at Sainte Thérèse, and issued as follows:

Date: 1st of July, 1923;

By-law No. 56, dated the fifth of June, 1923, approved by the electors who are property owners and by the Lieutenant-Governor of the Province;

Amount: \$140,000.00; Denominations \$100.00, \$500.00 and \$1,000.00;

Due serially from 1923 to 1948;

Interests: 5½% semi-yearly the first days of January and July of each year.

An accepted cheque representing 1% of the issue must accompany each tender.

The price offered must include the interests accrued on the bonds at the time of their delivery.

The Council of the town of Sainte Thérèse does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

The tenders must be sent in sealed envelopes endorsed "Tenders for Debentures".

They will be opened in the Municipal Hall of

ville, à un séance du conseil de la ville, qui sera tenue lundi, le huit octobre 1923, à huit heures P. M.

Sainte-Thérèse, le 12 septembre 1923.

Le secrétaire-trésorier,
4877 J.-L. BLANCHARD.

the town, at a sitting of the Council of the town, which will be held on Monday, the eighth day of October, 1923, at eight o'clock P. M.

Sainte Thérèse, 12th September, 1923.

J. L. BLANCHARD,
4878 Secretary treasurer.

Province de Québec, municipalité scolaire de la ville de Mont-Royal, dans le comté de Jacques-Cartier.

Avis est par les présentes donné que la municipalité scolaire de la ville de Mont-Royal, dans le comté de Jacques-Cartier, recevra d'ici au huitième jour d'octobre 1923, à 7.30 heures P. M., au bureau du soussigné, des soumissions cachetées pour l'achat de \$40,000.00 de débetures, autorisées en vertu d'une résolution adoptée le 18ième jour de mai 1923, conformément à la loi de l'Instruction publique, avec coupons d'intérêt au taux de 5½%, payable semi-annuellement les premiers jours de mai et novembre de chaque année.

Ces débetures seront émises en dénominations de \$100.00, \$500.00 ou \$1000.00 au choix de l'acheteur, payables dans trente ans, du 1er novembre 1923.

Le prix des soumissions devra comprendre les intérêts accrus sur les dites débetures au moment de leur livraison.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent du montant de l'emprunt. Après l'examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'est pas acceptée, leur seront remis sans délai, celui du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Les dites soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Mont-Royal, dans le comté de Jacques-Cartier, qui aura lieu le huitième jour d'octobre 1923, à 7.30 heures P. M., à la Maison d'école protestante dans la ville Mont-Royal.

Les dits commissaires d'écoles ne s'engagent à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Donné en la ville de Mont-Royal, ce 18ième jour de septembre 1923.

Le secrétaire-trésorier,
JOHN B. HOOPER.
100 Dunvegan Road, ville Mont-Royal, P. Q.
4909

Province of Quebec, school municipality of the town of Mount Royal, in the county of Jacques Cartier.

Notice is hereby given that the school municipality of the town of Mount Royal, in the county of Jacques Cartier, will receive between this date and the 8th day of October, 1923, at 7.30 o'clock P. M., at the office of the undersigned, sealed tenders for the purchase of \$40,000.00 of debentures, under authority of a resolution adopted the 18th day of May, 1923, in conformity with the Public Instruction Act, with interest coupons at the rate of 5½%, payable semi-annually the first days of May and November of each year.

These debentures are in denominations of \$100.00, \$500.00, or \$1,000.00 to suit the purchaser, payable in the city of Montreal, province of Quebec, in thirty years from the 1st day of November, 1923.

The price offered must include any interests accrued on the debentures at the time of their delivery.

An accepted cheque equal to one per cent of the amount of the issue must accompany each tender; after the examination of the tenders, the cheques of the unsuccessful tenderers shall be forthwith returned; the cheque of the tenderer whose offer is accepted shall be returned to him after the execution of the contract.

The said tenders shall be opened and considered at a meeting of the school commissioners for the town of Mount Royal, in the county of Jacques Cartier, which will be held the 8th day of October, 1923, at 7.30 o'clock P. M., at the protestant school in the town of Mount Royal.

The said school commissioners do not bind themselves to accept the lowest of any of the tenders.

Given at the town of Mount Royal, this 18th day of September 1923.

JOHN B. HOOPER,
Secretary treasurer.
100 Dunvegan Road, town of Mount Royal, P.Q.
4910

Avis public est par le présent donné par la corporation de la ville de Chicoutimi que des soumissions cachetées, endossées "Soumission pour débetures" et adressées à Monsieur D. V. Morrier, greffier de la dite ville de Chicoutimi, seront reçues jusqu'à huit heures P. M., le premier jour d'octobre 1923, pour l'achat de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00) de débetures de la ville de Chicoutimi, émises sous l'autorité de son règlement No 211, adopté par le conseil le 25 mai 1923, approuvé par les électeurs municipaux le 19ème jour de juin 1923, et par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu d'un arrêté ministériel en date du 19 juillet 1923.

Cette émission se composera de 300 débetures de \$500.00 chacune.

Les soumissions pourront être faites pour les modes d'emprunts suivants: (A) 5 pour cent pour

Public notice is hereby given by the Corporation of the town of Chicoutimi, that sealed tenders endorsed "Tenders for Debentures" and addressed to Mr. D. V. Morrier, clerk of the said town of Chicoutimi, will be received until eight o'clock P. M., the first day of October, 1923, for the purchase of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00) of debentures of the town of Chicoutimi, issued under authority of its by-law No. 211, adopted by the Council the 25th of May, 1923, approved by the municipal electors the 19th day of June, 1923, and by the Lieutenant-Governor in Council, under an Order-in-Council bearing date the 19th of July, 1923.

Such issue shall be made up of 300 debentures of \$500.00 each.

Tenders may be offered for the following loans (A) 5% 10 or 30 years serial debentures; (B)

débetures remboursables en séries à 10 ou à 30 ans; (B) 5½% pour cent pour débetures remboursables en séries à 10 ans ou à 30 ans d'après le tableau ci-dessous: 5½% 10 or 30 years serial debentures, according to the following table:

30 ans		10 ans		30 years		10 years	
1er juin 1924	\$2,000	1er juin 1924	\$2,000	1st June 1924	\$2,000	1st June 1924	\$2,000
1925	2,000	1925	2,000	1925	2,000	1925	2,000
1926	2,500	1926	2,500	1926	2,500	1926	2,500
1927	2,500	1927	2,500	1927	2,500	1927	2,500
1928	2,500	1928	2,500	1928	2,500	1928	2,500
1929	3,000	1929	3,000	1929	3,000	1929	3,000
1930	3,000	1930	3,000	1930	3,000	1930	3,000
1931	3,000	1931	3,000	1931	3,000	1931	3,000
1932	3,000	1932	3,000	1932	3,000	1932	3,000
1933	3,500	1933	126,500	1933	3,500	1933	126,500
1934	3,500			1934	3,500		
1935	3,500		\$150,000	1935	3,500		\$150,000
1936	4,000			1936	4,000		
1937	4,500			1937	4,500		
1938	4,500			1938	4,500		
1939	4,500			1939	4,500		
1940	5,000			1940	5,000		
1941	5,000			1941	5,000		
1942	5,500			1942	5,500		
1943	6,000			1943	6,000		
1944	6,000			1944	6,000		
1945	6,500			1945	6,500		
1946	7,000			1946	7,000		
1947	7,000			1947	7,000		
1948	7,500			1948	7,500		
1949	8,000			1949	8,000		
1950	8,000			1950	8,000		
1951	9,000			1951	9,000		
1952	9,000			1952	9,000		
1953	9,000			1953	9,000		
\$150,000				\$150,000			

Le capital et les intérêts de ces débetures seront payables au bureau de la Banque Nationale, à Chicoutimi, Québec ou Montréal.

Le prix des soumissions devra comprendre les intérêts accrus sur ces débetures au moment de leur livraison.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté représentant un pour cent (1%) du montant de l'emprunt. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Les soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance du Conseil de la ville de Chicoutimi, qui aura lieu lundi, le premier jour d'octobre 1923, à huit (8) heures P. M.

Le dit conseil ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Chicoutimi, ce douzième jour de septembre 1923.

4847-37-2

Le greffier,
D.-V. MORRIER.

The capital and interests of such debentures are payable at the office of La Banque Nationale, at Chicoutimi, Quebec or Montreal.

The price offered must include the interests accrued on such debentures at the time of their delivery.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque representing one per cent (1%) of the amount of the loan. The cheque of the successful tenderer shall be returned to him after the execution of his contract.

The tenders will be opened and considered at a sitting of the Council of the town of Chicoutimi, which will be held on Monday, the 1st day of October, 1923, at eight (8) o'clock P. M.

The said council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Given at Chicoutimi, this twelfth day of September, 1923.

4848-37-2

D. V. MORRIER,
Clerk.

Ventes—Loi de faillite

La Loi de faillite.

No 322-D.

Dans l'affaire de l'actif de: Téléphore Boivin, manufacturier, Loretteville, P.Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE 1923, à DIX heures A.M. (heure solaire), sera

Sales—Bankruptcy Act

The Bankruptcy Act.

No. 322-D.

In the matter of the estate of: Téléphore Boivin, manufacturer, Loretteville, P.Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY EIGHTH day of SEPTEMBER, 1923, at TEN o'clock A.M. (Standard time),

vendu à la porte de l'église de Loretteville, l'actif de cette faillite comme suit:

a. Stock.....	\$ 3,704.69
b. Machinerie et outillage.....	2,528.00
c. Ameublement de boutique.....	115.00
d. Ameublement de bureau.....	79.00
e. Un Auto Chevrolet.....	100.00
f. Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, Seigneurie Saint-Gabriel, concession Grand-Saint-Antoine, étant le lot No cinq (5) de la subdivision du lot original six cent quatre-vingt-dix-neuf (699) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels, mesurant quarante pieds de front sur la rue Valcartier, sur cent dix pieds de profondeur, plus ou moins; borné au nord par l'emplacement de Paul Latulippe, au sud par celui de Pierre Boivin, à l'ouest par celui ci-après décrit et à l'est par la rue Valcartier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances t dépendances.	

Un autre emplacement, étant une partie du lot connu et désigné sous le No (699) six cent quatre-vingt-dix-neuf sur le plan et dans le livre de renvoi officiels, du cadastre pour la paroisse de Saint-Ambroise, et situé au même lieu à l'arrière du précédent, mesurant soixante pieds de profondeur; borné au nord par le terrain de Pierre Latulippe, au sud par celui de Pierre Boivin, à l'ouest par celui des Révérendes Sœurs de la Charité de Saint-Louis, et à l'est de celui ci-haut décrit—avec bâtisses dessus construites.

g. Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, seigneurie Saint-Gabriel, concession Grand-Saint-Antoine, sur le côté est de la rue Valcartier, contenant environ quatre-vingt-cinq pieds de largeur sur la route Valcartier sur quatre-vingt-dix de profondeur, étant une partie du lot connu et désigné sous le numéro six cent quatre-vingt-quinze (695), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Ambroise; borné au nord par le terrain de Gaudiose Linteau; au sud par celui de Théodore Gagné; à l'ouest par la route Valcartier et à l'est par Monsieur J.-Alfred Blondeau—avec la bâtisse dessus construite.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de Faillite, 9-10 Georges 5, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Les titres et certificats d'enregistrement peuvent être examinés à nos bureaux en aucun temps.

La vente se fera pour chaque item séparément "en bloc", à tant dans la piastre pour les item a, b, c et d et au plus haut et dernier enchérisseur pour les item e, f et g.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics autorisés,

GAGNON & CLOUTIER.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,

Edifice Bossé, Québec.

Québec, 23 août 1923.

4513-34-2

Dans l'affaire de Joseph-C. Robert, commerçant, de la cité de Granby, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le SEIZIEME jour du mois d OCTOBRE 1923, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire), seront vendus à l'encan public et conformément au paragraphe 3P de l'article 20 de la loi des faillites, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-Granby, les immeubles suivants:

there will be sold at the door of the church of Loretteville, the assets in this matter, being as follows:

a. Stock.....	\$ 3,704.69
b. Machinery and equipment.....	2,528.00
c. Shop fixtures.....	115.00
d. Offices fixtures.....	79.00
e. 1 auto Chevrolet.....	100.00
f. An emplacement situate in the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, seigniorie of Saint Gabriel, concession of Grand Saint Antoine, being the lot number five (5) of the subdivision of the original lot six hundred and ninety nine (699), on the official plan and in the book of reference, measuring forty feet in front on Valcartier street by one hundred and ten feet in depth, more or less; bounded to the north by the emplacement of Paul Latulippe, to the south by that of Pierre Boivin, to the west by the one immediately under described and to the east by Valcartier street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.	

Another emplacement being a part of the lot known and designated under the number six hundred and ninety nine (699), on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of Saint Ambroise, and situate at the same place to the rear of the foregoing, measuring sixty feet in depth; bounded to the north by the land of Pierre Latulippe, to the south by that of Pierre Boivin, to the west by the Reverend Sisters of Charity of Saint Louis and to the east by the one above described—with the buildings thereon erected.

g. An emplacement situate in the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, seigniorie of Saint Gabriel, concession of Grand Saint Antoine, on the east side of Valcartier street, containing about eighty five feet in width on Valcartier road by ninety feet in depth, being a part of the lot known and designated under the number six hundred and ninety five (695), on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of Saint Ambroise; bounded to the north by the land of Gaudiose Linteau, to the south by that of Théodore Gagné, to the west by Valcartier road and to the east by Mr. J. Alfred Blondeau—with the building thereon erected.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

The titles and certificates of the registrar may be seen at our offices, at any time.

Each item to be sold separately "en bloc" at so much in the dollar for item a, b, c and d and to the highest and last bidder for item e, f and g.

Conditions of payment: Cash.

GAGNON & CLOUTIER,

Authorized trustees.

Offices: 147 Mountain Hill.

Bossé Building, Quebec.

Quebec, 23rd August, 1923.

4514-34-2

In the matter of Joseph C. Robert, trader, of the city of Granby, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SIXTEENTH day of the month of OCTOBER, 1923, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time), there will be sold by public auction and in accordance with paragraph 3B of article 20 of the Bankruptcy Act, at the door of the church of the parish of Notre Dame de Granby, the following immoveables:

1. Certains lots de terre connus et décrits comme étant les lots numéros vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente-un, trente-deux et trente-trois, de la subdivision six cent dix (610-28-29-30-31-32-33) et toute cette partie du lot numéro six cent dix étant sur le côté est des lots sus-décrits, jusqu'à l'endroit marqué par l'eau haute de la rivière Yamaska.

2. Certains lots de terre connus et décrits comme étant subdivisions cent soixante-dix-sept, cent soixante-dix-huit, cent soixante-dix-neuf, cent quatre-vingt, cent quatre-vingt-un, cent quatre-vingt-deux, cent quatre-vingt-trois, cent quatre-vingt-quatre, cent quatre-vingt-cinq, cent quatre-vingt-six, cent quatre-vingt-sept, cent quatre-vingt-huit, cent quatre-vingt-neuf, cent quatre-vingt-dix, cent quatre-vingt-onze, cent quatre-vingt-douze, cent quatre-vingt-treize, cent quatre-vingt-quatorze, cent quatre-vingt-quinze, deux cent cinq, deux cent six, deux cent sept, deux cent huit, deux cent neuf, deux cent dix, deux cent onze, deux cent douze, deux cent treize, deux cent quatorze, deux cent quinze, deux cent seize, deux cent dix-sept, deux cent dix-huit, deux cent dix-neuf, deux cent vingt, deux cent vingt-un, deux cent vingt-deux, deux cent vingt-trois, deux cent vingt-quatre, deux cent vingt-cinq, deux cent vingt-six, deux cent vingt-sept, deux cent vingt-huit, deux cent vingt-neuf, deux cent trente, deux cent trente-un, deux cent trente-deux, deux cent trente-trois, deux cent trente-quatre, deux cent trente-cinq, deux cent trente-six, deux cent trente-sept, deux cent trente-huit, deux cent trente-neuf, deux cent quarante, deux cent quarante-un, deux cent quarante-deux, de cette partie du lot six cent vingt-huit du cadastre du canton de Granby.

3. Certains lots de terre comme étant subdivisions cent quatre-vingt-sept, cent vingt-huit, $\frac{1}{2}$ N. cent quatre-vingt-neuf, cent quatre-vingt-six, cent soixante-un, cent soixante-deux, cent soixante-trois, cent cinquante-trois.

4. Pour un tiers indivis sur numéros vingt-trois et vingt-six, de la subdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-trois du cadastre pour la cité de Granby.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3B de la Loi des faillites, 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements s'adresser au
Syndic autorisé,
L.-P. BERNARD.

Bureau: 37, rue Principale,

Granby, Qué.

10 septembre 1923.

4751-37-2

Dans l'affaire de P.-J. Héroux, Trois-Rivières, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MER-CREDI, le DIXIEME jour d'OCTOBRE 1923, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par

1. Certain lots of land known and designated as being the lots numbers twenty eight, twenty nine, thirty, thirty one, thirty two and thirty three, of the subdivision six hundred and ten (610-28-29-30-31-32-33), and all this part of the lot number six hundred and ten being on the east side of the lots above described, up to the place marked by the high water mark of the Yamaska river.

2. Certain lots of land known and designated as being subdivisions one hundred and seventy seven, one hundred and seventy eight, one hundred and seventy nine, one hundred and eighty, one hundred and eighty one, one hundred and eighty two, one hundred and eighty three, one hundred and eighty four, one hundred and eighty five, one hundred and eighty six, one hundred and eighty seven, one hundred and eighty eight, one hundred and eighty nine, one hundred and ninety, one hundred and ninety one, one hundred and ninety two, one hundred and ninety three, one hundred and ninety four, one hundred and ninety five, two hundred and five, two hundred and six, two hundred and seven, two hundred and eight, two hundred and nine, two hundred and ten, two hundred and eleven, two hundred and twelve, two hundred and thirteen, two hundred and fourteen, two hundred and fifteen, two hundred and sixteen, two hundred and seventeen, two hundred and eighteen, two hundred and nineteen, two hundred and twenty, two hundred and twenty one, two hundred and twenty two, two hundred and twenty three, two hundred and twenty four, two hundred and twenty five, two hundred and twenty six, two hundred and twenty seven, two hundred and twenty eight, two hundred and twenty nine, two hundred and thirty, two hundred and thirty one, two hundred and thirty two, two hundred and thirty three, two hundred and thirty four, two hundred and thirty five, two hundred and thirty six, two hundred and thirty seven, two hundred and thirty eight, two hundred and thirty nine, two hundred and forty, two hundred and forty one, two hundred and forty two, of that part of the lot six hundred and twenty eight of the cadastre of the township of Granby.

3. Those certain lots of land being the subdivisions one hundred and eighty seven, one hundred and eighty eight, $\frac{1}{2}$ N. one hundred and eighty nine, one hundred and eighty six, one hundred and sixty one, one hundred and sixty two, one hundred and sixty three, one hundred and fifty three.

4. For an undivided third part in the numbers twenty three and twenty six, of the subdivision of the lot number four hundred and eighty three of the cadastre for the city of Granby.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3B of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, Chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars, apply to

L. P. BERNARD,
Authorized trustee.

Office: 37 Main street.

Granby, Que.

10th September, 1923.

4752-37-2

In the matter of P. J. Héroux, Three Rivers, Qué., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TENTH day of OCTOBER, 1923, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by

enean public, à mon bureau, 142, rue Notre-Dame, Trois-Rivières, l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement situé au sud-ouest de la rue Niverville, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné sous les numéros seize cent treize (No 1613), du cadastre officiel de la dite cité, contenant quarante et un pieds de largeur sur ladite rue et trente-huit de largeur à sa profondeur, qui est de quatre-vingts pieds et demi dans sa ligne sud-est et de soixante-dix-neuf pieds dans sa ligne nord-ouest—avec la maison à deux logements et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B3 de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Cette propriété peut être visitée en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements, s'adresser au Syndic autorisé,

HENRI BISSON.

Bureau: 142, rue Notre-Dame,
Trois-Rivières, 4 septembre 1923.

4669—36-2

Canada, province de Québec, district de Kamouraska.—Dans l'affaire de l'actif de Rivière du Loup Auto Co., Limited", Rivière-du-Loup, comté de Témiscouata, cédante autorisée.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour de Faillite, le 14 mars 1923, tel que prescrit par la Loi de faillite, sera vendu par enchère publique, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE 1923, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du soussigné, 22, rue de l'Eglise, Rivière-du-Loup, comté de Témiscouata, Qué. :

Un terrain ou emplacement contenant cinquante pieds de front sur la rue Sainte-Anne par cent pieds de profondeur; borné au nord par les héritiers Fraser, à l'est à la rue Saint-Louis, au sud à la rue Sainte-Anne, et à l'ouest à J.-E. Côté, à cinquante pieds de la rue Saint-Louis. Cet emplacement est connu au cadastre officiel de la ville de Fraserville, comme étant le lot de terre trois cent soixante-deux et cent vingt (362-120).

Cette vente est faite à la charge par l'acheteur de payer la rente constituée en faveur des héritiers Fraser.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B3 de la Loi des faillites 1920, George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que si la vente était faite par le shérif lui-même.

Pour plus amples informations, s'adresser au Bureau du Syndic soussigné.

Le syndic autorisé,

EUDORE BEAUDOIN.

Rivière-du-Loup, 11 septembre 1923.

4779—37-2

Dans l'affaire de Joseph-C. Robert, commerçant, de la cité de Granby, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le DIX-HUITIEME jour du mois d'OCTOBRE 1923, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire), seront vendus à l'enean public et conformément au paragraphe 3B de l'article 20 de la loi des faillites, au bureau du shérif, à Montréal, au palais de justice de la cité de Montréal, les immeubles suivants:

public auction, at my office, 142 Notre Dame street, Three Rivers, the following immovable, to wit:

An emplacement situate to the southwest of Niverville street, in the city of Three Rivers, known and designated under the numbers sixteen hundred and thirteen (No. 1613), on the official cadastre of the said city, containing forty one feet in width on the said street and thirty eight feet in width, at the depth thereof, which is of eighty feet and a half in its southeast line and of seventy nine feet in its northwest line—with the two tenement house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

This property may be inspected at any time on applying to the undersigned.

Terms of sale: Cash.

For further particulars, apply to

HENRI BISSON,

Authorized trustee.

Office: Hochelaga Bank Building.

Three Rivers, 4th September, 1923.

4670—36-2

Canada, Province of Quebec, district of Kamouraska.—In the matter of the assets of Rivière du Loup Auto Co., Limited", Rivière du Loup, county of Temiscouata, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that under a judgment rendered by the Bankruptcy Court, the 14th of March, 1923, there will be offered for sale at public auction, as prescribed by the Bankruptcy Act, on the SEVENTEENTH day of OCTOBER 1923, at TEN o'clock in the forenoon, in the office of the undersigned, 22 Church street, Rivière du Loup, county of Temiscouata, P. Q.:

A lot of land or emplacement having a frontage of fifty feet on Sainte Anne street by one hundred feet in depth; bounded to the north by the Fraser estate, to the east by Saint Louis street, to the south by Sainte Anne street, and to the west by J. E. Côté, at a distance of fifty feet from Saint Louis street. This emplacement is known on the official cadastre of the town of Fraserville, as being the lot of land three hundred and sixty two—one hundred and twenty (362-120).

This sale is made under the obligation for the buyer to pay the constituted rent in favour of the Fraser estate.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B3 of the Bankruptcy Act, 1920, George V, chapter 36, which gives the effects of a sheriff's sale.

For further particulars, apply to the office of the undersigned.

EUDORE BEAUDOIN,

Authorized trustee.

Rivière du Loup, 11th September, 1923.

4780—37-2

In the matter of Joseph C. Robert, trader, of the city of Granby, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of the month of OCTOBER, 1923, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time), there will be sold by public auction and in conformity with paragraph 3B of article 20 of the Bankruptcy Act, at the office of the sheriff, at Montreal, in the Court House of the city of Montreal, the following immoveables:

1. Un lopin de terre faisant front sur la rue Randall, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâces, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cinq cent quarante-trois de la subdivision officielle du lot numéro cent cinquante-quatre (154-543), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—sans bâtisse.

2. Deux lots de terre vacants, faisant front sur la rue Lafontaine, dans le quartier Mercier, de la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros quarante-trois et quarante-quatre de la subdivision officielle du lot numéro vingt-huit (28-43 et 28-44), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, mesurant chacun des dits lots vingt-cinq pieds de front par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec droit de passage en commun dans la ruelle située en arrière des dits lots.

3. Deux lots de terre vacants dans la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, connus et désignés sous les numéros cent trente-sept et cent trente-huit de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quinze (415-137 et 415-138), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, comté d'Hochelaga—avec droit de passage en commun dans les rues et ruelles y communiquant.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3B de la Loi des faillites, 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements, s'adresser au Syndic autorisé,

L.-P. BERNARD.

Bureau: 37, rue Principale,

Granby, Qué.

Granby, 10 septembre 1923. 4753—37-2

Canada, province de Québec, district de Kamouraska.—Dans l'affaire de l'actif de Thomas Pelletier, Vauban, comté de Témiscouata, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour des Faillites, le 17 mai 1923, tel que prescrit par la Loi des faillites, sera vendu par enchère publique, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église catholique, à Saint-Louis du Ha! Ha!, comté de Témiscouata:

Un terrain ou emplacement de cinquante pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur; borné au sud au chemin public, au nord et au nord-est à Adolphe Lavoie, au sud-ouest à la route, le tout faisant partie du lot de terre No 36, au cadastre officiel du deuxième rang du canton de Cabano, comté de Témiscouata—avec bâtisses dessus construites.

Une terre située à Vauban, mesurant quatre arpents de long par vingt-huit arpents de profondeur, laquelle terre est connue et désignée comme étant le No 43 du premier rang du canton de Cabano, et est désignée aux plan et livre de renvoi officiels sous le No 27 du cadastre de la paroisse de Saint-Louis pour le dit canton Cabano.

La partie nord-est du lot numéro trente et un (31) du cadastre officiel, pour le deuxième rang pour le canton Cabano, contenant deux arpents

1. A lot of land fronting on Randall street, in Notre Dame de Graces ward, of the city of Montreal, known and designated under the number five hundred and forty three of the official subdivision of the lot number one hundred and fifty four (154-543), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—without building.

2. Two vacant lots of land, fronting on Lafontaine street, in Mercier ward, of the city of Montreal, known and designated under the numbers forty three and forty four, of the official subdivision of the lot number twenty eight (28-43 and 28-44), on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, each of the said lots measuring twenty five feet in front by eighty feet in depth, English measure, more or less—with a common right of passage in the lane at the rear of the said lots.

3. Two vacant lots of land in the town of Saint Léonard de Port Maurice, known and designated under the numbers one hundred and thirty seven and one hundred and thirty eight of the official subdivision of the lot number four hundred and fifteen (415-137 and 415-138), on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, county of Hochelaga—with a common right of passage in the streets and lanes communicating thereto.

The titles and certificates may be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3B of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars, apply to

L. P. BERNARD,

Authorized trustee.

Office: 37 Main street,

Granby, Que.

Granby, 10th September, 1923. 4754—37-2

Canada, Province of Quebec, district of Kamouraska.—In the matter of the assets of Thomas Pelletier, Vauban, county of Temiscouata, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that under a judgment rendered by the Bankruptcy Court, the seventeenth day of May, 1923, there will be offered for sale by public auction, as prescribed by Bankruptcy Act, on the SIXTEENTH day of OCTOBER, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the catholic church door, at Saint-Louis du Ha! Ha!, county of Temiscouata:

A lot of land or emplacement of fifty feet in width by eighty feet in depth; bounded to the south by the public road, to the north and north-east by Adolphe Lavoie, to the southwest by the road, the whole forming part of the lot of land No. 36, on the official cadastre of the second range of the township of Cabano, county of Temiscouata—with the buildings thereon erected.

A tract of land situate at Vauban, measuring four arpents in width by twenty eight arpents in depth, and known and designated as being the No. 43 of the first range of the township of Cabano, and further described on the official plan and book of reference under the No. 27 of the cadastre of the parish of Saint Louis, for the said township of Cabano.

The northeast part of the lot number thirty one (31), of the official cadastre for the second range of the township of Cabano, containing two

de largeur sur vingt-huit de profondeur; bornée au nord au premier rang, au sud, au troisième rang, au nord-est à François Nolet, et au sud-ouest à Ignace Levesque—avec bâtisses dessus construites.

Les améliorations et droits de préemption appartenant au failli sur le lot No quarante (No 40), au cadastre officiel du rang un du canton de Cabano.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B3 de la Loi de faillite, 1920, George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que si la vente était faite par le shérif lui-même.

Pour plus amples informations, s'adresser au bureau du syndic soussigné.

Le syndic autorisé,

EURDORÉ BEAUDOIN.

Rivière-du-Loup, 11 septembre 1923.
4781—37-2

arpents in width by twenty eight in depth; bounded to the north by the first range, to the south by the third range, to the northeast by François Nolet, and to the southwest by Ignace Levesque—with the buildings thereon erected.

The improvements and right of preemption belonging to the above assignor in and upon the lot number forty (40), on the official cadastre of the first range of the township of Cabano.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B3 of the Bankruptcy Act, 1920, George V, chapter 36, which gives it the effects of a sheriff's sale.

For further particulars, apply to the office of the undersigned.

EURDORÉ BEAUDOIN,

Authorized trustee.

Rivière du Loup, 11th September, 1923.
4782—37-2

Province de Québec, district d'Arthabaska, comté de Drummond.—Dans l'affaire de Zéphir Champagne, cultivateur, de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le SEIZIÈME jour d'OCTOBRE 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public, à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, l'immeuble suivant:

1. Une terre de la contenance de trois arpents de front sur la profondeur de la concession, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Drummond, pour le canton de Wendover, comme étant le tiers nord-ouest du lot numéro trois cent trente (1-3 N. O. No 330)—avec bâtisses y érigées. A en distraire le terrain du chemin de fer l'Intercolonial; bornée en front par le chemin de front du huitième rang, en arrière par les terres du septième rang, d'un côté au sud-est par Donat Benoit, et de l'autre côté au nord-ouest par François Bernaquez.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en tout temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B3 de la Loi de faillite, 9 et 10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente faite par le shérif.

Conditions de vente: Comptant.

Le syndic autorisé,

J.-W. SAINT-ONGE.

Bureau: No 28, rue Heriot,
Drummondville, Qué. 4799—37-2

Province of Quebec, district of Arthabaska, county of Drummond.—In the matter of Zéphir Champagne, farmer, of Notre Dame du Bon Conseil, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that TUESDAY, the SIXTEENTH day of October, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold at public auction, at the parish church door of Notre Dame du Bon Conseil, the following immoveable property:

1. One piece of land of the containance of three acres at the front, on the depth of the range, known and designated at the cadastral plan and book of reference for the county of Drummond, township of Wendover, as being the northwest third of lot number three hundred and thirty (N. W. 1-3 No. 330)—with buildings thereon. To distract the land belonging to the Intercolonial Railway; bounded in front by the front road of the eighth range, at the back by the lands of the seventh range, on one side at the southeast by Donat Benoit, and on the other side, northwest, by François Bernaquez.

Titles and certificates may be examined at my office, at any time.

This sale is made according to article 20, paragraph 3B of the Bankruptcy Act, 9 and 10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sale by the sheriff.

Conditions of sale: Cash.

J. W. SAINT-ONGE,

Authorized trustee.

Office: No. 28 Heriot street.
Drummondville, Que. 4800—37-2

Province de Québec, district d'Arthabaska, comté de Drummond.—Dans l'affaire de Frank & Astril Nadeau, cultivateurs, de Sainte-Jeanne-d'Arc, Qué., cédants autorisés.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Jeanne-d'Arc, l'immeuble suivant:

1. Une ferme sise et située dans le 10ème rang du canton de Wickham, de quatre arpents et demi sur trente-deux, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro cinq cent trente (530), paroisse de Wickham, district d'Arthabaska.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en tout temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B de la Loi de faillite, 9 et 10

Province of Quebec, district of Arthabaska, county of Drummond.—In the matter of Frank & Astril Nadeau, farmers, of Sainte Jeanne d'Arc, Que., authorized assignors.

Notice is hereby given that THURSDAY, the EIGHTEENTH day of OCTOBER, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold at public auction, at the parochial church door of Sainte Jeanne d'Arc, the following immoveable property:

1. One piece of land situated in the tenth range of the township of Wickham, containing four acres and a half, on thirty two acres, known and designated at the cadastral plan and book of reference under number five hundred and thirty (530), parish of Wickham, district of Arthabaska.

Titles and certificates may be examined at my office, at any time.

This sale is made according to article 20, paragraph B of the Bankruptcy Act, 9 and 10 George

George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente faite par le shérif.

Conditions de vente: Comptant.

Le syndic autorisé,

J.-W. SAINT-ONGE.

Bureau: No 28, rue Heriot,
Drummondville, Qué.

4801-37-2

V, chapter 36, and has the same effects as a sale made by the sheriff.

Conditions of sale: Cash.

J. W. SAINT-ONGE,

Authorized trustee.

Office: No. 28 Heriot street.

Drummondville, Que.

4802-37-2

Dans l'affaire de Frédéric William Gilbert, de Bishop's Crossing, district de St-François, cédant autorisé.

In the matter of Frederick William Gilbert, of Bishop's Crossing, in the District of Saint Francis, authorized assignor.

Avis est par les présentes donné que SAMEDI, le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE 1923, à DIX heures a.m., sera vendue par encan public aux bureaux du soussigné, 46-rue Wellington nord, Sherbrooke, la propriété immobilière de cette succession, décrite comme suit:

Notice is hereby given that on SATURDAY, the TWENTIETH day of OCTOBER, 1923, at TEN o'clock A.M., there will be sold by public auction at the offices of the undersigned, 46 Wellington North, Sherbrooke, the immoveable property of the estate, described as follows:

A. Un certain lopin de terrain sis et situé dans le canton Dudswell et désigné comme étant partie du lot cadastral numéro quinze G (ptie 15G) dans le troisième rang et décrit comme suit, savoir: commençant à un point du côté sud-ouest du chemin public conduisant de Bishop's Crossing à East Dudswell, à une distance de vingt perches au sud-est de la ligne entre le dit troisième rang et le quatrième rang, de là, allant vers le sud-est en suivant le côté sud-ouest du chemin public, six perches jusqu'au terrain possédé par la Congrégation de l'église Méthodiste; de là à angle droit en allant vers le sud-ouest six perches, jusqu'au terrain de Robert Bloomfield, et parallèle audit chemin public; de là, à angle droit vers le sud-ouest quatre perches; de là, à angle droit vers le nord-est et parallèle audit chemin quinze perches, de là à angle droit vers le nord-est dix perches, jusqu'au point de départ, et borné vers le nord-est par ledit chemin et le terrain de ladite Congrégation, vers le sud-est par le terrain de la dite Congrégation et Robert Bloomfield, vers le sud-ouest et le nord-ouest par partie dudit lot quinze G, et contenant deux vergées et seize perches en superficie;

A. That certain tract or parcel of land situate and being in the township of Dudswell and distinguished as part of cadastral lot number fifteen G (p. 15g) in the third range and described as follows, to wit: Commencing at a point on the south westerly side of the highway leading from Bishop's Crossing to East Dudswell, twenty rods south-easterly from the line between the said third range and the fourth range, thence running southeasterly and following the southwesterly side of the highway, six rods, to the lands owned by the Congregation of the Methodist Church; thence at right angles, southwesterly six rods, to the land of Robert Bloomfield, and parallel with said highway; thence at right angles southwesterly four rods; thence at right angles northwesterly and parallel with said highway, fifteen rods; thence at right angles northeasterly ten rods to place of beginning, and bounded towards the north east by said highway, and the land of said Congregation; towards the southeast by land of said Congregation and Robert Bloomfield, towards the southwest and northwest by part of said lot fifteen G, and containing two rods and sixteen perches in superficies.

B. Un certain lopin de terrain sis et situé dans le canton de Dudswell et désigné comme étant partie du lot cadastral numéro quinze G (15G) dans le troisième rang, et décrit comme suit, savoir: commençant à un point sur la limite sud-ouest du chemin public conduisant de Bishop's Crossing à East Dudswell, une distance de douze perches au sud-est de la ligne de concession divisant les lots du troisième rang des lots du quatrième rang; de là, vers le sud-est en suivant ladite limite sud-ouest du dit chemin jusqu'au terrain de Cherrie L. Ward, une distance de quatre perches et s'étendant vers le sud-ouest dix perches et mesurant en front sur ledit chemin quatre perches et d'une profondeur suffisante vers le sud-ouest, dix perches pour contenir un vergée en superficie; les lignes bornant les côtés nord-ouest et sud-est du terrain ainsi vendu étant à angle droit avec ledit chemin et borné vers le sud-est par le terrain de Cherrie L. Ward et vers le sud-ouest par une autre partie dudit lot quinze G, et vers le nord-ouest par un terrain de la "National Trust Company, Limited".

b. That certain tract or parcel of land situate and being in the township of Dudswell and distinguished as part of cadastral lot number fifteen G. (15g) in the third range, and described as follows, to wit: Commencing at a point on the southwesterly limits of the highway leading from Bishop's Crossing to East Dudswell, distant southeasterly from the concession line dividing said third from the fourth range of lots, twelve rods; thence southeasterly and following the said southwesterly limits of said highway to the land of Cherrie L. Ward, distant four rods, and extending back southwesterly, ten rods, and having a frontage on said highway of four rods, and of sufficient depth southwesterly ten rods to contain one rod in superficies; the lines bounding the northwest and southeast sides of the hereinsold land being at right angles to the said highway, towards the southeast by the land of Cherrie L. Ward, and towards the southwest by another part of said lot fifteen G, and towards the northwest by the land of National Trust Company, Limited.

C. La moitié nord-est du lot numéro trente-six dudit dixième rang dudit Bury, maintenant désignée comme étant la moitié nord-est du lot trente-six dudit dixième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit canton de Bury, contenant soixante-treize acres, plus ou moins;

c. The north-east half of the lot number thirty-six in said tenth range of said Bury, now designated as the northeast half of lot number thirty six in said tenth range, on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Bury, containing seventy three acres, more or less.

D. La moitié sud-ouest du lot numéro trente-six (36) dans le dixième rang du canton de Bury maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit canton comme étant la moitié sud-ouest du lot numéro trente-six

d. The southwest half of lot number thirty six (36) in the tenth range of the township of Bury, now known upon the official cadastral plan and book of reference for the said township as the southwest half of lot number thirty six in the

dans ledit dixième rang—avec les améliorations quis'y trouvent—contenant soixante-treize acres;

E. Le lot numéro trente-deux B (32-B) et le lot numéro trente-trois-A (33-A), tous deux dans le dixième rang du canton de Bury, lesquels terrains, d'après la subdivision primitive dudit canton, étaient connus comme étant les cinquante acres nord-ouest de la moitié nord-est du lot numéro trente-deux et les cinquante acres nord-ouest de la moitié sud-ouest du lot numéro trente-trois dans ledit dixième rang du dit canton Bury, et contenant chacun cinquante acres en superficie, plus ou moins—avec ensemble les bâtisses y érigées et les améliorations qui s'y trouvent;

F. Ces certains lopins de terre sis et situés dans ledit canton Bury et connus aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit canton comme étant la moitié sud-est du lot trente-deux C et la moitié sud-ouest du lot numéro trente-trois C, tous deux dans le dixième rang du dit canton Bury, et contenant ensemble quarante-six acres en superficie, plus ou moins, ces lopins de terre étant des terres incultes.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné, numéro 46, rue Wellington-Nord, Sherbrooke.

Les conditions de la vente peuvent être examinées au bureau du soussigné.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphes 3 et 4 de la Loi des Faillites qui lui donne l'effet du décret.

Le syndic autorisé,

J. J. GRIFFITH.

Bureau: 46 rue Wellington Nord.

Sherbrooke, Que.

4849—37-2

Cour supérieure.—En matière de faillite.

Province de Québec, district de Montréal, No. 61. Dans l'affaire de Joseph Lessard, de la cité des Trois-Rivières, Co. Saint-Maurice, province de Québec, cédant autorisé; et J.-O. Bonnier et Napoléon Alarie, des cités de Montréal et Trois-Rivières, province de Québec, syndics autorisés conjoints.

Avis public est par le présent donné que la terre et bâtisses dessus construites sous-mentionnées seront vendues aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, contenant soixante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, composé de parties des lots de terre portant les numéros onze cent trente et un, onze cent trente-deux et onze cent trente-trois (Nos 1131, 1132 et 1133) des plan et livre de renvoi officiels de ladite cité, borné comme suit: en front au sud-est par la rue Cooke, en arrière par une ruelle de quinze pieds de largeur se trouvant au bout nord-ouest dudit emplacement et faisant partie dudit lot numéro onze cent trente et un, du côté sud-ouest par le lot dix du lot numéro onze cent trente (1130) des dits plan et livre de renvoi officiels, et du côté nord-est par le résidu des dits lots numéros onze cent trente et un, onze cent trente-deux et onze cent trente-trois desdits plan et livre de renvoi officiels, appartenant audit Joseph Lessard,—avec maisons en bois et brique, et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu au Bureau du Shérif, à Trois-Rivières, Co. Saint-Maurice, le TRENTE-UNIE-ME jour d'OCTOBRE 1923, à DEUX heures de l'après-midi.

said tenth range—with the improvements thereon—containing seventy three acres.

e. The lot number thirty two B (32-B) and the lot number thirty three-A (33-a), both in the tenth range of the township of Bury and which lands, by the primitive subdivision of the said township, were known as the northwest fifty acres of the northeast half of the lot number thirty two, and the northwest fifty acres of the southwest half of the lot number thirty three, in the said tenth range of the said township of Bury, and containing fifty acres in superficies, more or less, each—together with the buildings and improvements thereon erected and made.

f. Those certain tracts or parcels of land lying and being in the said township of Bury and known on the cadastral plan and in the book of reference for the said township as the southeast half of the lot number thirty two-C (32-C) and the southwest half of the lot number thirty three C (33C), both in the tenth range of the said township of Bury, and containing together forty six acres in superficies, more or less, the same being wild lands.

Titles and certificates may be seen at the office of the undersigned, 46 Wellington North, Sherbrooke.

The conditions of the sale may be seen at the office of the undersigned.

This sale is made pursuant to Article 20, paragraphs 3 and 4 of the Bankruptcy Act which gives it the effect of a sheriff's sale.

J. J. GRIFFITH,

Authorized trustee.

Office, 46 Wellington North,

Sherbrooke, Que.

4850—37-2

Superior Court.—In Bankruptcy.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 61. In the matter of Joseph Lessard, of the city of Three-Rivers, County of Saint Maurice, Province of Quebec, authorized assignor; and J. O. Bonnier et Napoléon Alarie, of the Cities of Montreal and Three-Rivers, Province of Quebec, Joined authorized trustees.

Public notice is hereby given that the piece of ground with the buildings thereon erected under-mentioned will be sold at the respective time and place as mentioned below.

A piece of land situated in the city of Three-Rivers, containing sixty five feet width by ninety two feet depth, the whole English measure and more or less, composed of parts of lots bearing numbers eleven hundred and thirty one, eleven hundred and thirty two and eleven hundred and thirty three (Nos. 1131, 1132 and 1133) of the official plan and book of reference of the said city, bounded as follows: in front at the south-east by Cooke Street, in the rear by a lane of fifteen feet width situated at the northwestern end of said piece of land and being part of the said lot number eleven hundred and thirty one, on the southwestern side by lot number ten of lot number eleven hundred and thirty (1130) of the said official plan and book of reference, and on the northeastern side by the residue of said lots numbers eleven hundred and thirty one, eleven hundred and thirty two and eleven hundred and thirty three of the said official plan and book of reference, belonging to said Joseph Lessard—with wooden and brick houses, and other buildings thereon erected.

To be sold at the Sheriff's office, at Three-Rivers, County of Saint-Maurice, on the THIRTY FIRST day of OCTOBER 1923, at TWO o'clock in the afternoon.

Les titres et certificats peuvent être examinés à nos bureaux en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-B de la Loi de Faillite, 9-10 George 5, Chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente du shérif.

Pour cahier de charges et autres informations relativement à la propriété décrite plus haut, s'adresser aux syndics soussignés.

Les syndics autorisés conjoints,
BONNIER & ALARIE.

Bureaux: 20 rue Alexandre, Trois-Rivières, P.Q.
Trois-Rivières, le 17 septembre 1923.
4893—38-2

Dans l'affaire de Adolphe Bordeleau, Saint-Stanislas, comté de Champlain, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le VINGT-TROISIEME jour d'OCTOBRE 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public, et conformément au paragraphe 3-B de l'article 20 de la loi de faillite, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas, comté de Champlain, l'immeuble suivant :

En certain terrain ou emplacement situé dans la paroisse de Saint-Stanislas, dans le rang nord des Chutes, pris et détaché du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent soixante-quatre (564), sur les plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Stanislas, et compris dans les bornes suivantes : en front, au chemin de front du rang nord des Chutes, du côté nord-est et en profondeur, à Tanerède Tousignant, du côté sud-ouest, partie à l'emplacement de l'école, et partie à la route de la Côte Saint-Paul, de la contenance de soixante et un pieds de largeur au chemin public sur quatre-vingt-deux pieds de longueur (61 x 82), de là, prenant une largeur de cent onze pied, sur une autre longueur de cent pieds, (111 x 100)—avec ensemble une maison et une grange dessus construites.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur, et le prix de vente sera payable comptant.

Cette vente, faite en vertu de la loi de faillite, tel que susdit, équivaut à une vente par le shérif. Trois-Rivières, 18 septembre 1923.

Les syndics autorisés,
DAMPHOUSSE & HEBERT.

Bureaux : Wilfrid Damphousse,
426 Power Building, Montréal.
et

Damphousse & Hébert,
15a, Bonaventure, Trois-Rivières. 4911

Dans l'affaire de Antonio Duhaime, épiciier et boucher, Trois-Rivières, Qué.

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE 1923, à DEUX heures de l'après-midi, seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Wenceslas, comté de Nicolet, les immeubles suivants, savoir :

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Wenceslas, sur le neuvième rang d'Aston, de la contenance de quatre arpents et demi de largeur, sur quatorze arpents de profondeur, faisant partie des lots numéros cent soixante-dix-neuf et cent quatre-vingt du cadastre pour Saint-Wenceslas, (P. 179 et P. 180); bornée comme suit: en front, au chemin de front du dit rang; d'un côté, au terrain de Wilbrod Lafrenière; de l'autre côté, à celui restant au débiteur; en profondeur, à partie du terrain de Ernest Boisclair—avec la maison et autres bâtisses dessus construites.

The titles and certificates can be examined at any time at our offices.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3-B of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, Chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

For book of charges and further information relative to the properties above described, apply to the undersigned trustees.

BONNIER & ALARIE,
Joined Authorized Trustees,

Offices: 20 Alexander street, Three-Rivers, P. Q.
Three-Rivers, September 17th, 1923.
4894—38-2

In the matter of Adolphe Pordeleau, Saint-Stanislas, county of Champlain, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY THIRD day of OCTOBER 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, and pursuant to paragraph 3-B of article 20 of the Bankruptcy Act, at the door of the church of the parish of Saint-Stanislas, county of Champlain, the following immoveable :

A certain piece of land or emplacement situate in the parish of Saint-Stanislas, in the north range of des Chutes, taken and detached from the lot of land known and designated under the number five hundred and sixty four (564), on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Stanislas, and comprised within the following boundaries: in front, the front road of the north range of des Chutes, on the northeast side and in depth, Tanerède Tousignant, on the southwest side, partly, the school emplacement, and partly the road of Côte Saint-Paul, containing sixty one feet in width on the public road by eighty two feet in length (61 x 82), thence widening to one hundred and eleven feet by another length of one hundred feet (111 x 100)—together with a house and a barn thereon erected.

To be sold to the highest bidder and for cash.

This sale is made under the Bankruptcy Act, as aforesaid, and is equal to a sheriff's sale.

Three Rivers, September 18th, 1923.

DAMPHOUSSE & HEBERT,
Authorized trustees.

Offices: Wilfrid Damphousse,
426 Power Building, Montreal.
and

Damphousse & Hébert,
15a Bonaventure, Three Rivers. 4912

In the matter of Antoine Duhaime, grocer and butcher, Three Rivers, Que.,

Notice is hereby given that on MONDAY, the TWENTY SECOND day of OCTOBER, 1923, at TWO o'clock in the afternoon, there will be sold by public auction, at the door of the parochial church of Saint Wenceslas, county of Nicolet, the following immovables, to wit :

1. A farm situate in the parish of Saint Wenceslas, in the ninth range of Aston, containing four arpents and a half in width by a depth of fourteen arpents, forming part of the lots one hundred and seventy nine and one hundred and eighty (Pt. 179 and 180) of the cadastre of Saint Wenceslas, and bounded as follows : in front by the front road of the said range, on one side, by the land of Wilbrod Lafrenière, on the other side by the land remaining to the debtor, in depth by part of the land of Ernest Boisclair—with a house and other buildings thereon erected.

2. Une autre terre située en la même paroisse et sur le même rang et voisine de celle ci-dessus désignée, de la contenance de trois arpents de largeur par quatorze arpents de profondeur, faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt du cadastre d'enregistrement pour la paroisse de Saint-Wenceslas, (P. 180); bornée comme suit : en front, au chemin public du neuvième rang d'Aston, en profondeur, à partie du lot numéro cent quatre-vingt, appartenant à Ernest Boisclair, d'un côté au terrain ci-dessus décrit, et de l'autre côté, à celui d'Albert Duhaime—sans bâtisse.

Les titres et certificats pourront être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3B de la Loi de Faillite, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente : Un dépôt de 20% sera exigé sur adjudication et la balance lors de la signature de l'acte de vente.

Le syndic autorisé,

NAPOLEON ALARIE.

Bureau : No 20, rue Alexandre,

Trois-Rivières, le 19 septembre 1923.

4931—38-2

Dans l'affaire de J.-Eloi Malouin, cultivateur, Charny, comté de Lévis, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, les immeubles suivants seront vendus à l'enchère publique, aux bureaux des soussignés, 71, rue Saint-Pierre, Québec.

Item A.—Un lot de terre connu et désigné sous le numéro (251-2) deux, des subdivisions deux cent cinquante et un, du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme—avec bâtisses dessus érigées.

Item B.—Un lot de terre contenant cent cinquante pieds de longueur, sur soixante-dix pieds de largeur, mesure anglaise; borné au nord-ouest à Michel Lemieux, au sud-est à une rue projetée, à l'est, à Michel Lemieux, et à l'ouest à Gabriel Lemieux—avec garage dessus construit, étant partie du lot numéro deux cent cinquante et un (251), du cadastre pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis.

La vente se fera pour chaque item séparément et au plus haut enchérisseur.

Les titres, certificats d'enregistrement, sont visibles à nos bureaux.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, section 3, sous-section B, de la Loi de faillite, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Les syndics autorisés,

LARUE, TRUDEL & PICHER.

Bureaux: 71, rue Saint-Pierre,

Edifice "La Banque Nationale".

Québec, 19 septembre 1923. 4933—38-2

Dans l'affaire de l'actif de Georges Bouchard, commerçant, de Saint-Joseph-d'Alma, comté du Lac-Saint-Jean, P. Q. (ci-devant de Saint-Félicien), cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que les immeubles ci-après décrits seront vendus par écan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félicien, comté du Lac-Saint-Jean, le LUNDI, VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE 1923, à DIX heures de l'avant-midi, savoir:

1. En emplacement situé dans le village de Saint-Félicien, mesurant cinquante pieds de front

2. Another farm situate in the same parish and in the same range and adjacent to the one above described, containing three arpents in width by fourteen arpents in depth, forming part of the lot number one hundred and eighty (Pt 180) of the official cadastre for the parish of Saint Wenceslas; bounded as follows: in front by the public road of the ninth range of Aston, in depth by part of lot number one hundred and eighty belonging to Ernest Boisclair, on one side by the land above described and on the other side by the land of Albert Duhaime—without buildings.

The titles and certificates may be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3B of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale: A deposit of 20% shall be exacted upon adjudication and the balance at the time of the signature of the deed of sale.

NAPOLEON ALARIE,

Authorized trustee.

Office: No. 20 Alexandre street.

Three Rivers, September 19th, 1923.

4932—38-2

In the matter of J. Eloi Malouin, farmer, Charny, county of Lévis, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY SIXTH day of OCTOBER, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the following immoveables will be sold by public auction, at the offices of the undersigned, 71 Saint Peter street, Quebec.

Item A.—The lot of land known and designated under the number (251-2) two, of the subdivisions two hundred and fifty one, of the official cadastre for the parish of Saint Jean Chrysostome—with the buildings thereon erected.

Item B.—A lot of land containing one hundred and fifty feet in length by seventy feet in width, English measure; bounded to the northwest by Michel Lemieux, to the southeast by a projected street, to the east by Michel Lemieux, and to the west by Gabriel Lemieux—with a garage thereon erected, being part of the lot number two hundred and fifty one (251), of the cadastre for the parish of Saint Jean Chrysostome, county of Lévis.

Each item to be sold separately and to the highest bidder.

The titles, registry certificates can be seen at our offices.

This sale is made pursuant to article 20, section 3, sub-section B, of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

LARUE, TRUDEL & PICHER,

Authorized trustees.

Office: 71 Saint Peter street,

"La Banque Nationale" Building.

Quebec, 19th September, 1923. 4934—38-2

In the matter of the assets of Georges Bouchard, trader, of Saint Joseph d'Alma, county of Lake Saint John, P. Q. (heretofore of Saint Félicien), authorized assignor.

Notice is hereby given that the immoveables hereunder described will be sold by public auction, at the door of the parochial church of Saint Félicien, county of Lake Saint John, on MONDAY, the TWENTY SECOND day of OCTOBER, 1923, at TEN o'clock in the forenoon, to wit:

1. An emplacement situate in the village of Saint-Félicien, measuring fifty feet in front by

sur la profondeur qu'il y a du chemin public qui le borne en front, à la rivière Ashuapmouchouan, qui le borne en profondeur; borné au sud-est à Dame Lévesque, et au nord-ouest à F.-X. Lamontagne; faisant partie du lot numéro un E (Ptie 1E), premier rang du cadastre officiel du canton Demeules, et connu dans le nouveau cadastre du village de Saint-Félicien, sous le numéro un E huit (1 E-8)—avec maison dessus construite et dépendances, tel que le tout est actuellement.

2. La moitié indivise d'un emplacement situé au village de Saint-Félicien, de forme irrégulière, mesurant soixante-neuf pieds de front, mesuré à la route, et mesurant aussi en front à la profondeur environ soixante-quinze pieds sur cent pieds de profondeur; faisant partie du lot numéro un A (Ptie 1-A), du premier rang du cadastre officiel du canton Demeules, faisant maintenant partie du même lot numéro un A (Ptie 1-A), du cadastre officiel du village de Saint-Félicien, partie du canton Demeules; borné en front au sud-est à la route susdite, qui se trouve entre les cantons Ashuapmouchouan et Demeules, en profondeur au nord-ouest et du côté nord-est au reste du dit lot appartenant à Joseph-Arthur Bouchard, et du côté sud-ouest au terrain de la James Bay & Eastern Railway. La ligne nord-est du dit emplacement devant être parallèle au chemin de front actuel du dit village de Saint-Félicien se trouvant plus loin—sans bâtisses, mais avec appartenances et dépendances.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3B de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et a le même effet que la vente par le shérif.

L'adjudication sera faite au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres peuvent être examinés en tout temps à mon bureau.

Conditions de vente: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

J.-H. DELISLE.

Roberval, Qué., 22 septembre 1923.

4935—38-2

Dans l'affaire de l'actif de Adélaré Boutin, cultivateur, Saint-Juste, comté de Montmagny, P. Q.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-TROISIEME jour d'OCTOBRE 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à la porte de l'église de Saint-Juste, comté de Montmagny, P. Q., l'immeuble formant partie de l'actif de cette succession, comme suit:

Tous les droits du cédant sur le lot de terre numéro trente-quatre (34), rang six (6), canton Panet—avec bâtisses dessus construites.

Le vente se fera en bloc et sera adjugée au plus haut et dernier enchérisseur.

Pour plus amples renseignements, s'adresser au syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-B de la Loi de faillite, qui équivaut à la vente par shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

J. LUDGER TARDIF.

Bureaux: 39, rue Saint-Paul,

Edifice Chambre de Commerce.

Québec, 20 septembre 1923. 4939—38-2

the depth there is from the public road, the front boundary, to the Ashuapmouchouan, the rear boundary; bounded to the southeast by Dame Levesque, and to the northwest by F. X. Lamontagne; forming part of the lot number one E (Pt. 1-E), first range of the official cadastre of the township of Demeules, and known on the new cadastre of the village of Saint Félicien, under the number one E-eight (1-E-8)—with a house thereon erected and dependencies, as the whole now subsists.

2. The undivided half of an emplacement situate at the village of Saint Félicien, of irregular figure, measuring sixty nine feet in front, measured on the by-road, and measuring also in front at the depth about seventy five feet by one hundred in depth, forming part of the lot number one A (Pt. 1-A), of the first range of the official cadastre of the township of Demeules, now forming part of the same lot number one A (Pt. 1-A), of the official cadastre of the village of Saint Félicien, part of the township of Demeules; bounded in front to the southeast by the aforesaid by-road, which lies between the townships of Ashuapmouchouan and Demeules, in depth to the northwest and on the northeast side by the residue of the said lot belonging to Joseph Arthur Bouchard, and on the southwest side by the land of The James Bay & Eastern Railway. The northeast line of the said emplacement to be parallel to the actual front road of the said village of Saint Félicien, which lies a little farther—without buildings, but with appurtenances and dependencies.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph 3-B of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Sale will be made to the highest and last bidder.

The titles may be seen at any time at my office.

Terms of sale: Cash.

J. H. DELISLE,

Authorized trustee.

Roberval, Que., 22nd September, 1923.

4936—38-2

In the matter of the assets of Adélaré Boutin, farmer, Saint Juste, county of Montmagny, P. Q.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY THIRD day of OCTOBER, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold at the door of the church of Saint Juste, county of Montmagny, P. Q., the immoveable forming part of the assets of this estate, as follows:

All the rights of the assignor on the lot of land number thirty four (34), range six (6), township of Panet—with the buildings thereon erected.

To be sold "en bloc", and to the highest and last bidder.

For further particulars, apply to the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3-B of the Bankruptcy Act, which gives it the effects of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

J. LUDGER TARDIF,

Authorized trustee.

Office: 39 Saint Paul street,

Board of Trade Building.

Quebec, 20th September, 1923. 4940—38-2

Dans l'affaire de Narcisse Beaulieu, Mont-Carmel, comté de Champlain, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI le VINGT-CINQUIEME jour d'OCTOBRE 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public, et conformément au paragraphe 3-B de l'article 20 de la Loi de faillite, à la porte de l'église de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, comté de Champlain, Que., l'immeuble suivant:

Un emplacement situé dans le village de la paroisse du Mont-Carmel, contenant quarante-cinq pieds de front sur quatre-vingts pieds de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désigné sous le numéro trois cent trente-trois (333) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur et le prix de vente sera payable comptant.

Cette vente, faite en vertu de la Loi de faillite, tel que susdit, équivant à une vente par le shérif.

Trois-Rivières, 18 septembre 1923.

Les syndics autorisés,

DAMPHOUSSE & HEBERT.

Bureaux: Wilfrid Damphousse,
426, Power Building, Montréal.

et

Damphousse & Hébert,

15a, Bonaventure,

Trois-Rivières, Qué. 4937—38-2

In the matter of Narcisse Beaulieu, Mont-Carmel, county of Champlain, Que, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY FIFTH day of OCTOBER, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, and pursuant to paragraph 3-B of Article 20 of the Bankruptcy Act, at the door of the church of Notre Dame du Mont Carmel, county of Champlain, Que., the following immovable:

That certain emplacement situate in the village of the parish of Mont Carmel, containing forty five feet in front by eighty feet in depth, the whole more or less, known and designated under the number three hundred and thirty three (333), of the official cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Notre Dame du Mont Carmel—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be adjudged to the highest bidder and the price of sale payable cash.

This sale, made under the Bankruptcy Act, as aforesaid, is equal to a sheriff's sale.

Three Rivers, 18th September, 1923.

DAMPHOUSSE & HEBERT,

Authorized trustees.

Offices: Wilfrid Damphousse,
426 Power Building, Montreal

and

Damphousse & Hébert,

15a Bonaventure,

Three Rivers, Que. 4938—38-2

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant en la cité de Montréal, dans le dit district, le premier jour de septembre 1923, dans une cause portant le numéro 1913 de la dite Cour, dans laquelle Paul-Emile Galibert et autres sont demandeurs, et Walter L. Price et autres, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles décrits comme suit:

Un lopin de terre situé dans le quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal; borné en front par la rue Albert, maintenant connue sous le nom de rue Laforce, contenant cinquante pieds de largeur sur une profondeur de cent vingt pieds, le tout à la mesure anglaise, plus ou moins, composé du lot numéro 1497, aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, et de la partie sud-est du lot numéro 1496, aux dits plan et livre de renvoi, la dite partie sud-ouest mesurant dix-huit pieds de largeur sur une profondeur de cent vingt pieds, et bornée en front par ladite rue Albert, maintenant rue Laforce, en arrière par le lot officiel numéro 1499, du côté sud-ouest par le lot officiel numéro 1497, et du côté nord-est par la partie restante du dit lot officiel numéro 1496, tous du quartier Sainte-Marie—avec une bâtisse en pierre et brique y érigée portant le numéro 20 de la dite rue Laforce.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1923, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal, dit district, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges

Sales by licitation

Province of Quebec, district of Montreal.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at the city of Montreal, in the said district, on the first day of September, 1923, in a cause bearing the number 1913 of the said Court, in which Paul Emile Galibert and others are plaintiffs, and Walter L. Price and others are defendants, ordering the licitation of immovables described as follows:

A lot of land situate in Sainte Mary's ward, in the city of Montreal; bounded in front by Albert street, now known as Laforce street, containing fifty feet in width by a depth of one hundred and twenty feet, the whole English measure, and more or less, consisting of lot numbered 1497, on the official plan and in the book of reference of the said Sainte Mary's ward, and of the southwest portion of the lot numbered 1496, on the said plan and in the said book of reference, said southwest portion containing eighteen feet in width by a depth of one hundred and twenty feet, and bounded in front by the said Albert street, now Laforce street, in the rear by official lot numbered 1499, on the southwest side by official lot numbered 1497, and on the northeast side by the residue of said official lot numbered 1496, all of said Sainte Mary's ward—with a stone and brick building thereon erected, bearing the number 20 of the said Laforce street;

The said immovables will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY SIXTH day of OCTOBER, 1923, sitting the Court, in the Court room of the Court House in the city of Montreal, said district; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the

déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, ce 17 septembre 1923.

L'avocat des demandeurs.

4883—38-2

D. C. ROBERTSON.

Prothonotary of the said Court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and in default of the parties filing such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 17th September, 1923.

D. C. ROBERTSON,

Attorney for plaintiffs.

4884—38-2

Avis est donné ou'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à New Carlisle, dans le district de Gaspé, le dix-septième jour du mois de juin mil neuf cent vingt-deux, dans une cause dans laquelle Catherine Gertrude Carroll, fille majeure, de Maria, dans le comté de Bonaventure, district de Gaspé, est demanderesse, et William Herbert Carroll, Augustus Carroll, tous deux de Maria, Ellen Carroll, veuve de Joseph Legouffe, de Grand Cascapedia, Mary Lucy Carroll, épouse de Joseph-Onésiphore Berthelot, de Cross Point, et le dit Joseph Onésiphore Berthelot mis en cause afin d'autoriser et assister sa dite épouse, et Elizabeth Ida Carroll, épouse de Rufus Willett, de Cross Point, et le dit Rufus Willett mis en cause afin d'autoriser et d'assister sa dite épouse, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

"La moitié du lot numéro trois (3) du cadastre officiel du canton de Maria, située dans le rang Patrickton—avec une maison dessus construite; bornée en front par le deuxième rang de Cascapédia, en arrière par le troisième rang, au sud-ouest par John Hamilton et au nord-est par l'autre moitié du dit lot numéro trois (3);"

"Un autre morceau de terrain situé dans le troisième rang de Maria, ayant deux acres de front par la profondeur du dit lot—sans bâtisses, et connu comme étant le lot numéro douze (12) du cadastre officiel du canton de Maria; borné en front par le rang Patrickton, en arrière par le quatrième rang, au sud-ouest par James Hughes, et au nord-est par James Bujold."

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère séparément et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le CINQUIÈME jour de NOVEMBRE mil neuf cent vingt-trois (novembre 5, 1923), à QUATRE heures de l'après-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice de New Carlisle, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

New Carlisle, 19 septembre, 1923.

Le protonotaire de la dite Cour,

T. A. BLANCHET.

Les procureurs de la demanderesse,

KELLY & LEVESQUE. 4907—38-2

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at New Carlisle, in the district of Gaspé, bearing date of the seventeenth day of the month of June, one thousand nine hundred and twenty two, in a case wherein Catherine Gertrude Carroll, spinster, of Maria, in the county of Bonaventure, district of Gaspé, is plaintiff, and William Herbert Carroll, Augustus Carroll, both of Maria, Ellen Carroll, widow of Joseph Legouffe, of Grand Cascapedia, Mary Lucy Carroll, wife of Joseph Onésiphore Berthelot, of Cross Point, and the said Joseph Onésiphore Berthelot *mis-en-cause* in order to authorize and assist his said wife, and Elizabeth Ida Carroll, of Cross Point, wife of Rufus Willett, and the said Rufus Willett *mis-en-cause* in order to authorize and assist his said wife, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

"The half of lot number three (3) of the official cadastre of the township of Maria, situate in the Patrickton range—with a house thereon built; bounded on the front by the second Cascapedia range, in the rear by the third range, on the southwest by John Hamilton and on the northeast by the other half of said lot number three (3)."

"Another piece of land situate in the third range of Maria, two acres in front by the depth of said lot—without buildings, and known as part of lot number twelve (12) of the official cadastre for the township of Maria; bounded in front by the Patrickton range, in the rear by the fourth range, on the southwest by James Hughes, and on the northeast by James Bujold."

The said immovables will be put up at public auction separately and adjudged to the highest and last bidder the FIFTH day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and twenty three (November 5, 1923), at FOUR o'clock in the afternoon, court sitting, in the court room of the Court house at New Carlisle, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the "Cahier des charges" deposited at the *greffe* of the prothonotary of the said court; and all opposition to annul, to secure charges or to withdraw as regards the said licitation, must be deposited at the *greffe* of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as above mentioned for the said sale and adjudication; and all oppositions *afin de conserver* must be deposited in the six days following the said adjudication; and in default by the parties to thus file the said oppositions in the said delays, they will be foreclosed from so doing.

New Carlisle, September, 19th 1923.

T. A. BLANCHET,

Prothonotary said Court.

KELLY & LEVESQUE,

Attorneys for plaintiff. 4908—38-2

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 940.

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 12ème jour de septembre 1923, dans une cause dans laquelle Hervé Trudeau, journalier, du village de MacMasterville, district de Richelieu, est demandeur; et Elie Narbonne, Xiste Narbonne, Corona Narbonne, épouse de Armand Desjardins, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse pour les fins des présentes; Corona Narbonne, épouse de Lorenzo Doré, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse pour les fins des présentes; Aubéline Pelletier, veuve de Arthur Narbonne et épouse en secondes noces d'Aldéric Saint-Germain, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse pour les fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble décrit comme suit, savoir:

Un terrain situé dans le quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro huit cent quarante (840), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le FEIZIEME jour d'OCTOBRE 1923, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal, district de Montréal, chambre No 31, à DIX heures ET DEMIE, ou dans toute autre chambre que le juge pourra alors indiquer; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 15 septembre 1923.

Les procureurs du demandeur,
MONTY, DURANLEAU, ROSS & AUGER.
4785-37-2

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2567.

Avis public est, par le présent, donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 8ème jour de septembre 1923, dans une cause dans laquelle Dame Adèle Desjardins, épouse commune en biens de Joseph Archambault, commerçant, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse, est demandeur; et Albina Desjardins, épouse commune en biens de J. Grenier, journalier, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Marie-Anne Narbonne, épouse commune en biens de Marcel Saint-Jacques, journalier, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Emery Narbonne, journalier, des cité et district de Montréal; Laurette Narbonne, épouse commune en biens de Emile Brisson, cultivateur, de Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Mont-Laurier, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Adélar Clavet, journalier, des cité et district de Montréal, *ès qualité* à son enfant mineur, Adélar Clavet; Ida Desjardins, épouse commune en

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 940.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the 12th day of September, 1923, in a case wherein Hervé Trudeau, laborer, of the village of MacMasterville, district of Richelieu, is plaintiff; and Elie Narbonne, Xiste Narbonne, Corona Narbonne, wife of Armand Desjardins, and the latter as well personally as to authorize his said wife for the purpose of these presents; Corona Narbonne, wife of Lorenzo Doré, and the latter as well personally as to authorize his said wife for the purposes of these presents; Aubéline Pelletier, widow of Arthur Narbonne, and wife from the second marriage of Aldéric Saint Germain, and the latter as well personally as to authorize his said wife for the purposes of these presents, all of the city and district of Montreal, are defendants; ordering the licitation of a certain immovable designated as follows, to wit:

A lot of land situated in Sainte Marie's ward, in the city of Montreal, known and designated under the number eight hundred and forty (840), on the plan and book of reference of the said Sainte Marie's ward.

The immovable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SIXTEENTH day of OCTOBER, 1923, sitting the Court, in the Court room of the Court House, in the city of Montreal, district of Montreal, Room No. 31, at 10.30 o'clock, or to any other room that the Judge will refer; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions withing the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 15th September, 1923.

MONTY, DURANLEAU, ROSS & AUGER,
Attorneys for plaintiff.

4786-37-2

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2567.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, the 8th day of September, 1923, in a case wherein Dame Adèle Desjardins, common wife as to property of Joseph Archambault, trader, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife, is plaintiff; and Albina Desjardins, common wife as to property of J. Grenier, laborer, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Marie Anne Narbonne, common wife as to property of Marcel Saint Jacques, labourer, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Emery Narbonne, labourer, of the city and district of Montreal; Laurette Narbonne, common wife as to property of Emile Brisson, farmer, of Sainte Agathe des Monts, county of Mont Laurier, and the latter to authorize his said wife; Adélar Clavet, labourer, of the city and district of Montreal, *ès qualité* to his minor child Adélar Clavet; Ida Desjardins, common wife as to property of Adolphe Laplante, labourer, of the city

biens de Adolphe Laplante, journalier, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser son épouse; Albertine Desjardins, épouse commune en biens de H. Beaulieu, journalier, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Stéphanie Desjardins, épouse commune en biens de Joseph Kavanagh, journalier, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux présentes; Dame veuve Joseph Desjardins, épouse de feu J. Ratlade, des cité et district de Montréal; Marie Desjardins, épouse commune en biens de Paul Brochu, journalier, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Guillaume alias William Desjardins, gentilhomme, des cité et district de Montréal; Blanche Gauthier, épouse contractuellement séparée de biens de Eugène Bellay, employé civil, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Eva Gauthier, épouse commune en biens de Avila Tremblay, marchand, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Maria Paquette, épouse commune en biens de François Primeau, journalier, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Ovila Paquette, journalier, des cité et district de Montréal; Elphège Paquette, journalier, des cité et district de Montréal; Amélia Paquette, épouse commune en biens de Pierre Durand, journalier, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Alexandrina Paquette, épouse commune en biens de Arthur Léveillé, journalier, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Caroline Desjardins, épouse de feu Joseph Bouchard, journalier, des cité et district de Montréal; Yvonne Nantel, épouse commune en biens de Léo Champagne, journalier, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Corinne Nantel, épouse commune en biens de Alfred Lafleur, journalier, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Hélène Nantel, épouse de John Ouellette, journalier, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Henri Leclerc, *ès qualité* de tuteur à ses deux enfants mineurs, Marguerite et Simonne; Sophie Desjardins, épouse commune en biens de Étienne Bouchard, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Julie Desjardins, épouse commune en biens de Henri Leclerc, journalier, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Joseph Desjardins, journalier, des cité et district de Montréal; William Desjardins, journalier, des cité et district de Montréal; Elise Desjardins, épouse commune en biens de J. Dagenais, journalier, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Angéline Desjardins, épouse commune en biens de Georges Lafleur, journalier, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Thomas Oakes, commerçant, des cité et district de Montréal; Jean-Edouard-Charles alias Jean-Baptiste-Dominique Bumbay, avocat, des cité et district de Montréal; Elizabeth Bumbay, épouse séparée de biens de Joseph Chartier, entrepreneur, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Yvonne Bumbay, épouse séparée de biens de Wilfrid Pilon, avocat, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Berthe Bumbay, fille majeure usant de ses droits, des cité et district de Montréal; Ernestine Bum-

and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Albertine Desjardins, common wife as to property of M. Beaulieu, labourer, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Stéphanie Desjardins, common wife as to property of Joseph Kavanagh, labourer, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Dame widow Joseph Desjardins, wife of J. Ratlade, of the city and district of Montreal; Marie Desjardins, common wife as to property of Paul Brochu, labourer, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Guillaume alias William Desjardins, gentleman, of the city and district of Montreal; Blanche Gauthier, wife separated as to property of Eugène Bellay, civil employee, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Eva Gauthier, common wife as to property of Avila Tremblay, merchant, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Maria Paquette, common wife as to property of François Primeau, labourer, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Ovila Paquette, labourer, of the city and district of Montreal; Elphège Paquette, labourer, of the city and district of Montreal; Amélia Paquette, common wife as to property of Pierre Durand, labourer, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Alexandrina Paquette, common wife as to property of Arthur Léveillé, labourer, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Caroline Desjardins, wife of Joseph Bouchard, labourer, of the city and district of Montreal; Yvonne Nantel, common wife as to property of Léo Champagne, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Corinne Nantel, common wife as to property of Alfred Lafleur, labourer, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Hélène Nantel, wife of John Ouellette, labourer, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Henri Leclerc, *ès qualité*, tutor to his two minor children, Marguerite and Simonne; Sophie Desjardins, common wife as to property of Étienne Bouchard, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Julie Desjardins, common wife as to property of Henri Leclerc, labourer, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Joseph Desjardins, labourer, of the city and district of Montreal; William Desjardins, labourer, of the city and district of Montreal; Elise Desjardins, common wife as to property of J. Dagenais, labourer, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Angéline Desjardins, common wife as to property of George Lafleur, labourer, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Thomas Oakes, merchant, of the city and district of Montreal; Jean Edouard Charles alias Jean Baptiste Dominique Bumbay, advocate, of the city and district of Montreal; Elizabeth Bumbay, common wife as to property of Joseph Chartier, contractor, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Yvonne Bumbay, wife separated as to property of Wilfrid Pilon, advocate, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Berthe Bumbay, spinster, of the city and district of Montreal; Ernestine Bumbay, spinster of full age, of the city and district of Montreal; Dame Adéline Lavallée, wife of the late Dominique Masson, *ès qualité* of legatee and usufruct of the said late Dominique Masson,

bray, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal; Dame Adéline Lavallée, épouse de feu Dominique Masson, ès qualité de légataire et usufruitière de feu Dominique Masson, des cité et district de Montréal; Dame veuve Louis DeMuy, épouse de feu Jos. Masson, en premières noces, des cité et district de Montréal; Pacifique Masson, mécanicien, des cité et district de Montréal, Edouard Lessard, commerçant, des cité et district de Montréal; Dominique Lessard, journalier, des cité et district de Montréal; Evéline Lessard, épouse séparée de biens de Frédéric Contant, mécanicien, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Marguerite Lessard, épouse commune en biens de J. Drouin, journalier, des cité et district de Montréal; et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse: Marie-Louise Lessard, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal; Jeanne Lessard, épouse commune en biens de Roméo Bourgeault, journalier, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse; Frédéric Contant, ès qualité de tuteur à Eva Lessard, des cité et district de Montréal; Henri Lessard, son fils majeur, de la ville de Québec; Adéline Masson, épouse commune en biens de Sylvio Roussel, boucher, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse, sont défendeurs; ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

A.—Un emplacement sis et situé en la ville de Saint-Henri, au coin des rues Turgeon et Sainte-Emélie, connu et désigné sous le No 2121 (deux mille cent vingt et un) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant environ quarante pieds de front sur quatre-vingt-dix de profondeur—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

B.—Un autre emplacement sis et situé au même lieu, sur la rue Turgeon, connu et désigné sous le No 2125 (deux mille cent vingt-cinq), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec maisons et autres bâtisses dessus construites, avec constitué de trois cents piastres;

C.—Un autre emplacement sis et situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro 2127, (deux mille cent vingt-sept) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1923, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, district de Montréal, chambre No 31, à DIX heures ET DEMIE du matin; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Montréal, ce 11 septembre 1923.

L'avocat de la demanderesse,
4797—37-2 J.-E.-C. BUMBRAY.

of the city and district of Montreal; Dame veuve Louis DeMuy, wife of the late Jos. Masson, first marriage, of the city and district of Montreal; Pacifique Masson, machinist, of the city and district of Montreal; Edouard Lessard, merchant, of the city and district of Montreal; Dominique Lessard, labourer, of the city and district of Montreal; Evéline Lessard, wife separated as to property of Frédéric Contant, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Marguerite Lessard, common wife as to property of J. Drouin, labourer, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Marie Louise Lessard, spinster of full age, of the city and district of Montreal; Jeanne Lessard, common wife as to property of Romeo Bourgeault, labourer, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife; Frédéric Contant, ès qualité, tutor of Eva Lessard, of the city and district of Montreal; Henri Lessard, her son of full age, of the town of Quebec; Adeline Masson, common wife as to property of Sylvio Roussel, butcher, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife, are defendants; ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit:

A.—A building lot situated in the town of Saint Henry, at the corner of Turgeon and Sainte Emélie streets, known and designated under the number 2121, (two thousand one hundred and twenty one), on the plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing about forty feet in front by ninety feet in depth—with one house and other buildings thereon erected;

B.—Another building lot situated in the town of Saint Henry, known and designated under the number 2127 (two thousand one hundred and twenty seven), on the plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with one house and other buildings thereon erected.

C.—Another building lot situated in the town of Saint Henry, on Turgeon street, known and designated under the number two thousand one hundred and twenty five, on the plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with houses and other buildings thereon erected, with *constituit* of \$300.00.

The immoveables above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER, 1923, sitting the Court, in the Court room of the Court House of Montreal, district of Montreal, in room No. 31, at HALF PAST TEN o'clock; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotaire of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotaire of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 11th September, 1923.

J. E. C. BUMBRAY,
4798—37-2 Attorney for plaintiff.

Vente pour taxes

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe.

Je soussigné, Gaston Beaudoin, secrétaire-trésorier de la ville d'Acton-Vale, donne avis public, par les présentes, que le QUINZIEME jour d'OCTOBRE mil neuf cent vingt-trois, à DIX heures de l'avant-midi, à mon bureau, je vendrai les immeubles suivants, savoir:

1. Un immeuble étant le numéro sept (7) de la subdivision quinze (15) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village d'Acton-Vale.

2. Les numéros un, deux et trois, cent trente-deux, quarante-huit et quarante-neuf, cent soixante-deux et cent soixante-sept des susdits plan et livre de renvois officiels du cadastre du village d'Acton-Vale.

3. Un terrain faisant partie du lot numéro deux cent six (206) des mêmes plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village d'Acton-Vale; borné comme suit: en avant par le chemin public, ou la rue Main, en arrière par la rivière, d'un côté par M. Fulgence Beauchemin et de l'autre côté par M. Eugène Leclerc.

Donné à Acton-Vale, ce onzième jour de septembre, mil neuf cent vingt-trois.

Le secrétaire-trésorier,
GASTON BEAUDOIN.

4897—38-2

Sale for taxes

Province of Quebec, District of Saint Hyacinthe.

I undersigned, Gaston Beaudoin, secretary-treasurer of the town of Acton Vale, give hereby notice by these presents that on the FIFTEENTH day of OCTOBER next (1923), at TEN o'clock in the forenoon, in the office of the undersigned, the following immoveables will be sold:

1. Immoveable bearing number seven (7) of the subdivision fifteen of the official plan and book of reference of village of Acton Vale.

2. Numbers one, two, three, forty eight and forty nine, one hundred and sixty two and one hundred and sixty seven, one hundred and thirty two of the official plan and book of reference of village of Acton Vale.

3. Immoveable being part, two hundred and six of the official plan and book of reference of village of Acton Vale; bounded in front by the public road, in rear by the river, on one side by Mr. Fulgence Beauchemin and the other side by Mr. Eugène Leclerc.

Given at Acton Vale, this eleventh day of September, one thousand nine hundred and twenty three.

GASTON BEAUDOIN,
Secretary-Treasurer.

4898—38-2

VENTES PAR LE SHÉRIF
BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } DAME C. TALBOT ET
No 7430. } VIR, demanderesse; contre
ARCADIUS GOULET, défendeur.

1. Le lot de terre numéro onze (11), rang neuf, du canton de Metgermette-Nord, en la paroisse Sainte-Amélie-de-Beauce—circonstances et dépendances.

2. Une autre terre à Saint-Louis-de-Gonzague, comté de Dorchester, étant le numéro trente-deux (32) du dixième rang du canton de Watford—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus, l'item No 1, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Amélie, le VINGT TROISIEME jour d'OCTOBRE 1923, à ONZE heures du matin, et l'item No 2, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague.

Le shérif,

Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 15 septembre 1923.
[Première publication, 22 septembre 1923]

4879—38-2

SHERIFF'S SALES
BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } DAME C. TALBOT ET VIR,
No. 7430. } plaintiff; against ARCA-
DIUS GOULET, defendant.

1. The lot of land number eleven (11), range ninth, of the township of North Metgermet, in the parish of Sainte Amélie de Beauce—circumstances and dependencies.

2. Another land at Saint Louis de Gonzague, county of Dorchester, being the number thirty two (32) of the tenth range of the township of Watford—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

Item No. 1, to be sold at the door of the church of the parish of Sainte Amélie, the TWENTY THIRD of OCTOBER, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon; and item No. 2, the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon, at the door of the church of the parish of Saint Louis de Gonzague.

GUSTAVE GARANT, Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Joseph, Beauce, 15th September, 1923.
[First publication, 22nd September, 1923]

4880—38-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Beauce

Beauce, à savoir: } **A DELARD GARANT**, de-
No 7357. } mandeur; contre **JEAN-THOMAS NOLET**, défendeur.

Deux terres contiguës, contenant en totalité quatre arpents et demi de front sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise, situées en la paroisse de Sainte-Hénédine, rang Sainte-Thérèse, sud-est, connues et désignées sous les lots numéros deux cent huit et deux cent neuf (208 et 209), du cadastre officiel de Sainte-Hénédine, dit comté—avec toutes les bâtisses dessus construites et dépendances; sujet à rente viagère d'Obéline Breton et droits ou charges hypothéqués tels que mentionnés à donation Jos. Dion à Ernest Dion, devant Doyer, N. P., No 8068 et à titre du défendeur devant Rouleau, N. P., No 5619.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Hénédine, le VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE prochain, 1923, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **GUSTAVE GARANT**,
Saint-Joseph, Beauce, 18 septembre 1923.
[Première publication, 22 septembre 1923]
4913—38-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **PHILIPPE PACAUD ET**
No 1343. } **AL**, demandeurs; contre
ARCADIUS GOULET, défendeur.

Les lots numéros JK-A et JK-B du cadastre officiel fait pour le rang onze du canton Watford, comté de Dorchester—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prosper, le DEUXIÈME jour d'OCTOBRE 1923, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
GUSTAVE GARANT,
St-Joseph, Beauce, 27 août 1923.
[Première publication, 1er septembre 1923]
4573—35-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour supérieure.—Montmagny

Montmagny, à savoir: } **ALFRED JEAN**, co-
No 1518. } lon, de Saint-Adalbert, comté de L'Islet, district de Montmagny, demandeur; contre **MICHAEL G. BIRMINGHAM**, **MARK KAINÉ**, tous deux de Québec, et **JOSEPH-ZENON OUELLETTE**, de Lac-Frontière, faisant affaires à Québec et au Lac-Frontière, sous le nom de Sainte-Lucie Lumber Co., tous trois conjointement et solidairement, défendeurs.

Un moulin à scie avec ses engins (mû par la vapeur), scies, banc de scie, poulies, shafts, courroies et autres appareils mouvants et tournants, et une autre bâtisse servant d'écurie, érigés et situés sur un terrain de deux arpents carrés, faisant partie du lot vingt-sept (27), du cadastre officiel pour le huitième (8) rang du canton Leverrier, terrain vendu par Alfred Jean, demandeur, aux défendeurs.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce

Beauce, to wit: } **A DELARD GARANT**,
No. 7357. } plaintiff; against **JEAN THOMAS NOLET**, defendant.

Two contiguous lands containing in all four arpents and a half in front by twenty arpents in depth, the whole more or less, without warranty of precise measurements, situated in the parish of Sainte Hénédine, range of Sainte Thérèse, southeast, known and designated as being the lots numbers two hundred and eight and two hundred and nine (208 and 209), of the official cadastre of Sainte Hénédine, said county—with all the buildings thereon erected and dependencies; subject to the life rent of Obéline Breton and rights or charges hypothecated as mentioned in the donation from Jos. Dion to Ernest Dion, before Doyer, N. P., No. 8068, and in the title of the defendant, before Rouleau, N. P., No. 5619.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Hénédine, the TWENTY FIFTH day of OCTOBER next, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's office, Sheriff,
Saint Joseph, Beauce, 18th September, 1923.
[First publication, 22nd September, 1923]
4914—38-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **PHILIPPE PACAUD ET**
No. 1343. } **AL**, plaintiffs; against
ARCADIUS GOULET, defendant.

The lots numbers JK-A and JK-B of the official cadastre for the eleventh range of the township of Watford, county of Dorchester—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Prosper, the SECOND day of OCTOBER, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. **GUSTAVE GARANT**,
Sheriff,
Saint Joseph, Beauce, 27th August, 1923.
[First publication, 1st September, 1923]
4574—35-2

MONTMAGNY

FIFRI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } **ALFRED JEAN**, settler,
No. 1518. } of Saint Adalbert, county of L'Islet, district of Montmagny, plaintiff; against **MICHAEL G. BIRMINGHAM**, **MARK KAINÉ**, both of Quebec, and **JOSEPH ZENON OUELLET**, of Lac Frontière, carrying on business at Quebec, and at Lac Frontière, under the name of Sainte Lucie Lumber Co., all three jointly and severally, defendants.

A saw-mill with its steam engine, saws, saw benches, pulleys, shafts, beltings and other equipment and another building used as stable, erected and lying on a piece of land of two square arpents forming part of the lot number twenty seven (27), of the official cadastre for the eighth (8) range of the township of Leverrier, the said piece of land having been sold by the plaintiff Alfred Jean to the defendants.

Un lot de billots de sapin et d'épinette, environ deux mille pieds de bois.

Une bâtisse, maison, pour y loger les hommes, située sur le terrain avoisinant.

Un lot de terre étant connu et désigné sous le numéro vingt-cinq (25), du cadastre officiel du huitième rang (8) du canton Leverrier.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Adalbert, MERCREDI, le VINGT-QUATRIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain (1923), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 16 septembre 1923.

[Première publication, 22 septembre 1923]

4881-38-2

A lot of fir and spruce logs of about two thousand feet.

A building, house for lodging the men, situated on an adjacent piece of land.

A lot of land being known and designated under the number twenty five (25), of the official cadastre of the eighth (8) range of the township of Leverrier.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Adalbert, on WEDNESDAY, the TWENTY FOURTH day of OCTOBER next (1923), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, 16th September, 1923.

[First publication, 22nd September, 1923]

4882-38-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir :) CANDIDE COR-
No 1575.) RIVEAU, mar-
chand, de la ville de Montmagny, demandeur;
contre LES HERITIERS de feu Alfred Lacombe,
en son vivant journalier, de la ville de Montma-
gny, défendeurs.

Un terrain ou emplacement en la ville de Montmagny, formant partie du lot numéro deux cent quarante-cinq (245) au cadastre de la dite ville—avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice à Montmagny, JEUDI, le QUATRIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain (1923), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J. C. LISLOIS.

Montmagny, 28 août 1923.

[Première publication, 1er septembre 1923]

4565-35-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit :) CANDIDE CORRI-
No. 1575.) VEAU, merchant,
of the town of Montmagny, plaintiff; against
THE HEIRS of the late Alfred Lacombe, in his
lifetime, laborer, of the town of Montmagny,
defendants.

That certain lot of land or emplacement in the town of Montmagny, forming part of the lot number two hundred and forty five (245) on the cadastre of the said town — with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, at the Court House, at Montmagny, on THURSDAY, the FOURTH day of the month of OCTOBER next (1923), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. C. LISLOIS,
Sheriff.

Montmagny, 28th August, 1923.

[First publication, 1st September, 1923]

4566-35-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure de Québec

Montmagny, à savoir :) P.-T. LEGARE, LI-
No 2758) P. MITEE, corps
politique et incorporé ayant sa principale place
d'affaires en la cité de Québec et le district de
Québec, demanderesse, contre JOSEPH ONESI-
ME ST-PIERRE, de l'endroit appelé Tourville,
dans le comté de l'Islet, district de Montmagny.

Un demi-lot de terre—avec bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances, connu
sous le numéro huit A (8a) du cadastre officiel
fait pour le rang A du canton Lafontaine, sauf
à distraire le terrain du chemin de fer transcon-
tinentale.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Clément-de-Tourville, MER-
CREDI, le TROISIEME jour du mois d'OC-
TOBRE prochain, 1923, à DIX heures de l'avant-
midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montmagny, 23 août, 1923. J.-C. LISLOIS,

[Première publication, 1er septembre, 1923]

4567-35-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court of Quebec

Montmagny, to wit :) P. T. LEGARE, LIM-
No. 2758) P. MITEE, a body pol-
itic and corporate, having its principal place of
business in the city and district of Quebec,
plaintiff; against JOSEPH ONESIME ST-PIER-
RE, of the place called Tourville, in the County of
l'Islet, district of Montmagny.

The half of the lot of land—with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies
—known under the number eight A (8-a) of the
official cadastre made for Range A of the town-
ship of Lafontaine, save to be deducted there-
from the land of the Transcontinental Railway.

To be sold at the door of the church of the pa-
rish of Saint Clement de Tourville, on WEDNES-
DAY, the THIRD day of the month of OCTO-
BER, next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. C. LISLOIS,
Montmagny, August 23rd, 1923. Sheriff.

[First publication, 1st September, 1923]

4568-35-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) LA CITE DE MONT-
No 4849.) REAL, demanderesse;
contre JAMES E. WILDER, marchand, des cité

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) THE CITY OF MON-
No. 4849.) TREAL, plaintiff; against
JAMES E. WILDER, merchant, of the city and

et district de Montréal, à qualité de tuteur nommé à John Lowe et Hélène Lowe, enfant mineurs de John Davis Lowe, et DAME ANNIE LOWE, épouse séparée de biens de William West, et le dit William West, partie aux présentes tant personnellement qu'aux fins d'autoriser et d'assister sa dite épouse, ces derniers ci-devant des cité et district de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, tous conjointement et solidairement défendeurs.

Trois lots situés dans la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Delorimier et connus et désignés comme étant les subdivisions numéros trois cent quatre (304), trois cent cinq (305) et trois cent six (306), du lot originaire numéro cent soixante-un (161), aux plan et livre de renvoi officiels pour le village incorporé de Côte de la Visitation.

Pour être vendu en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour d'OCTOBRE prochain, à MIDI.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 19 septembre 1923.

[Première publication, 22 septembre 1923]
4923—38-2

district of Montreal, in his quality of duly appointed tutor to John Lowe and Helen Lowe, minor children of John Davis Lowe, and DAME ANNIE LOWE, wife separated as to property of William West, and the said William West, a party hereto both personally and to assist and authorize his said wife, the latter heretofore of the city and district of Montreal, and now of parts unknown, all jointly and severally, defendants.

Three lots of land situated in the city of Montreal; bounded in front by Delorimier avenue, and being known and designated as subdivisions numbers three hundred and four (304), three hundred and five (305) and three hundred and six (306), of original number one hundred and sixty one (161), on the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote de la Visitation.

To be sold *en bloc*, at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FIFTH day of OCTOBER next, at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 19th September, 1923.

[First publication, 22nd September, 1923]
4924—38-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: HONORE BIGRAS, demandeur; contre HONORE DESORMEAUX, défendeur.

Un lot de terre situé dans le village de Saint-Vincent-de-Paul, sur le côté sud de la rue de la Fabrique, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, sous le numéro quatre de la subdivision officielle du lot numéro cent vingt-sept (No 127-4) contenant environ quarante-quatre pieds de front sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, plus ou moins—avec maison et hangar dessus construits.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 19 septembre 1923.

[Première publication, 22 septembre 1923]
4925—38-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: HONORE BIGRAS, plaintiff; against HONORE DESORMEAUX, defendant.

A lot of land situate in the village of Saint Vincent de Paul, on the south side of Fabrique street, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Vincent de Paul, under the number four of the official subdivision of the lot number one hundred and twenty seven (No. 127-4), containing about forty four feet in front by ninety five feet in depth, more or less—with a house and shed thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Vincent de Paul, the TWENTY SIXTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 19th September, 1923.

[First publication, 22nd September, 1923]
4926—38-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: FRANCOIS TREMBLAY, demandeur; contre J.-A. PERRAULT, défendeur, et Charles Russell, Hugh Mackay, Edward Mackay et Royal Trust Co., corps incorporé ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, ces trois derniers en leur qualité de fidéi-commissaires de la succession de feu l'honorable Robert Mackay, mis-en-cause.

Comme appartenant aux dits mis-en-cause:

La maison bâtie sur les lots suivants: partie du lot No 1256, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant 8 pieds et 6 pouces de large par 85 pieds; borné en front au sud-ouest par la rue du Couvent, en la cité de Montréal, en arrière au nord-est par partie du lot No 1256, des même plan et livre de renvoi officiels, formant partie d'une ruelle, d'un autre côté au sud-est par le lot No 1257, des mêmes plan et livre de renvoi officiels et au nord-ouest par le résidu du lot No 1256, des mêmes plan et livre de

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: FRANCOIS TREMBLAY, No. 383. plaintiff; against J. A. PERRAULT, defendant, and Charles Russell, Hugh Mackay, Edward Mackay and Royal Trust Co., a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Montreal, the three latter in their quality of trustees to the estate of the late Honourable Robert Mackay, *mis-en-cause*.

As belonging to the said *mis-en-cause*:

The house erected on the following lots: part of the lot No. 1256, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring 8 feet and 6 inches in width by 85 feet; bounded in front to the southwest by Convent street, in the city of Montreal, in rear to the northeast by part of lot No. 1256, of the same official plan and book of reference, forming part of a lane, on another side to the southeast by the lot No. 1257, of the same official plan and book of reference and to the northwest by the residue of lot No. 1256, of

renvoi officiels, et partie du lot No 1257, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, mesurant 23 pieds par 85; borné en front par la rue du Couvent, en arrière par partie du lot No 1257, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, maintenant formant partie d'une ruelle, d'un côté au sud-est par le résidu du lot No 1257, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, au nord-ouest par partie du lot No 1256, plus haut mentionné, le tout formant un lot de 31 pieds et 6 pouces par 85, et les droits aux terrains que peuvent avoir le défendeur et les mis-en-cause.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIFUX.
Montréal, 19 septembre 1923.

[Première publication, 22 septembre 1923]
4927—38-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA BANQUE DES
No 3794. } MARCHANDS DU
CANADA, corps public constitué en corporation, dûment incorporé, et ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité de Montréal, district de Montréal, demanderesse; vs L. H. ARCHAMBEAULT, avocat, de la cité de Montréal, dit district, défendeur.

Le tiers indivis des intérêts du défendeur, Louis Henri Archambeault, dans la propriété immobilière située dans le quartier centre de la cité de Montréal, connue sous les Nos quarante-un et quarante-deux (41 et 42) du plan officiel et livre de renvoi du dit quartier centre—avec les bâtisses sus-érigées, portant les Nos de dix-huit à vingt-quatre (18-24), inclusivement, sur la rue Saint-Paul-Est, formant le coin des rues Saint-Paul, Saint-Jean-Baptiste et des Commissaires, avec les servitudes, les droits immobiliers et les dépendances y appartenant.

Ladite propriété immobilière étant sujette à deux rentes viagère annuelles de \$600.00 chacune, en faveur de Melle Albina et Alphonsine Archambeault, lesdites rentes étant, chacune, basées sur un capital de \$10,000.00 et garanties par une hypothèque sur ladite propriété immobilière, conformément au testament de feu l'honorable Louis Archambeault, passé le 24 mars 1890, et enregistré sous le No 119295, et sujettes aux stipulations dudit testament, ci-dessus décrites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Un dépôt de un-dixième de l'évaluation municipale du dit immeuble sera exigé de tous et chacun des enchérisseurs, avant que son enchère soit acceptée, conformément à un jugement de l'hon. juge Loranger, en date du 22 août 1923.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 29 août 1923.
[Première publication, 1er septembre 1923]
4601—35-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } FERDINAND DAVID,
No 1339. } charretier, des cité et district de Montréal, et PHILIAS GERVAIS, cultivateur, de la Rivière-des-Prairies, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la

the same official plan and book of reference, and part of lot No. 1257, of the same official plan and book of reference, measuring 23 feet by 85; bounded in front by Convent street, in rear by part of lot No. 1257, of the same official plan and book of reference, now forming part of a lane, on one side to the southeast by the residue of lot No. 1257, of the same official plan and book of reference, to the northwest by part of lot No. 1256, above mentioned, the whole forming a lot of 31 feet and 6 inches by 85, and the rights to the land that the defendant and the mis-en-cause may have.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FIFTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 19th September, 1923.

[First publication, 22nd September, 1923]
4928—38-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } MERCHANTS' BANK
No. 3794. } OF CANADA, a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; against L. H. ARCHAMBAULT, advocate, of the city and district of Montreal, defendant.

The one third undivided interest of the defendant, Louis Henri Archambeault, in that certain immoveable property situate in the Centre ward of the city of Montreal, known under numbers forty one and forty two (Nos. 41 and 42), on the official plan and book of reference of the said Centre ward—with the buildings thereon erected, bearing the numbers eighteen to twenty four (Nos. 18-24), both inclusive, on Saint Paul street East, forming the corner of Saint Paul and Saint Jean Baptiste and Commissioners streets, with all servitudes, real rights and appurtenances thereto appertaining.

The said immoveable property being subject to two annual life rents of \$600.00 each, in favour of Miss Albina Archambault and of Miss Alphonsine Archambault, which said rents are each based upon a capital of \$10,000.00, and are secured by hypothec upon the said immoveable property, under the will of the late Honourable Louis Archambault, proves on the 24th March, 1890, and registered under No. 119295, and are subject to the provisions in said will set forth.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of one tenth of the municipal valuation of the said immoveable, shall be exacted from each and every bidder, before receiving his bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Loranger, dated the 22nd day of August, 1923.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 29th August, 1923.
[First publication, 1st September, 1923]
4602—35-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } FERDINAND DAVID,
No. 1339. } farmer, of the city and district of Montreal, and PHILIAS GERVAIS, farmer, of Rivière des Prairies, both in their quality of testamentary executors to the estate

succession de feu Dame Méline Gervais, demandeurs; contre MESDEMOISELLES BRIDGET et MARY DILLON, toutes deux filles majeures, des cité et district de Montréal, défenderesses.

1. Un emplacement composé de deux lots de terre ayant front à la rue Christophe Colomb, dans la cité de Montréal, portant les numéros trois cent quarante-un et trois cent quarante-deux de la subdivision officielle du lot numéro cinq (Nos 5-341 et 342) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis—avec une maison en bois et briques, à deux étages et droit de passage en commun dans la ruelle en arrière.

2. Deux lots de terre ayant front à la même rue, dans la cité de Montréal, portant les numéros trois cent quarante-trois et trois cent quarante-quatre de la subdivision du lot numéro cinq (Nos 5-343 et 344) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis—avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de deux cents dollars (\$200.00) sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau daté le 16 juin 1922.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 29 août 1923.

[Première publication, 1er septembre 1923]

4603—35-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. ALPHONSE CHE-
No 5226. } J. VRIER, demandeur;
vs DE LERY McDONALD, défendeur.

Domaine Seigneurial du Village (Rigaud)

Un certain terrain de forme irrégulière appelé "Domaine du Village", situé en la ville de Rigaud, formant les limites sud-ouest, entre la rue Saint-Pierre et le versant Nord de la Montagne, connu et désigné sous le lot numéro un (No 1) d'après les plan et livre de renvoi officiels dudit village de Rigaud.

A distraire cependant dudit Domaine les emplacements déjà vendus et appartenant actuellement à:

1. Charlotte Champagne;
2. Adrien Charlebois;
3. Collège Bourget;
4. Dame Vve Nap. Proulx;
5. Alphonse Beauchamp;
6. Collège Bourget;
7. Collège Bourget;
8. Joseph Lafleur;
9. Euclide Villeneuve;
10. Toute la partie située entre le terrain du Collège Bourget actuel (lot No 2) et le cimetière paroissial de Rigaud, sur toute la profondeur du dit lot No 2, moins cette partie du Bassin de l'ancien Aqueduc qui se trouve sur le Domaine de la Ville appartenant à L.-J.-O. Chevrier, encore propriétaire de l'aqueduc de Lourdes;

11. Le terrain cédé à la corporation municipale de ladite ville de Rigaud pour l'usage et l'installation des bassins de son aqueduc.

of the late Dame Melina Gervais, plaintiffs; against MISSES BRIDGET and MARY DILLON, both spinsters of age, of the city and district of Montreal, defendants.

1. An emplacement composed of two lots of land fronting on Christophe Colomb street, in the city of Montreal, bearing the numbers three hundred and forty one and three hundred and forty two of the official subdivision of the lot number five (Nos. 5-341 and 342), on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis—with a wood and brick house, two storeys high, thereon and a common right of way in the lane at the rear.

2. Two lots of land fronting on the same street, in the city of Montreal, bearing the numbers three hundred and forty three and three hundred and forty four of the official subdivision of the lot number five (Nos. 5-343 and 344) on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis—with a common right of way in the lane at the rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of two hundred (\$200.00) dollars shall be required from each and every bidder with first bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau dated the 16th of June, 1922.

Sheriff's office,

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 29th August, 1923.

[First publication, 1st September, 1923]

4604—35-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. ALPHONSE CHE-
No. 5226. } J. VRIER, plaintiff; vs
DE LERY McDONALD, defendant.

Seigniorial Domain of Rigaud Village.

That certain lot of land of irregular figure called Domain of the Village, situated in the town of Rigaud, forming the southwest limits, between Saint Pierre street and the north slope of the mountain, known and designated as being the lot number one (No. 1) according to the official plan and book of reference of the said village of Rigaud.

To be deducted however from the said domain the emplacements already sold and presently belonging to:

1. Charlotte Champagne;
2. Adrien Charlebois;
3. College Bourget;
4. Dame Widow Nap. Proulx;
5. Alphonse Beauchamp;
6. College Bourget;
7. College Bourget;
8. Joseph Lafleur;
9. Euclide Villeneuve;
10. All that part situate between the land of the present College Bourget (Lot No. 2) and the parochial cemetery of Rigaud by all the depth of the said lot No. 2, less that part of the basin of the old waterworks situate on the town domain, belonging to L. J. O. Chevrier, the present owner of Lourdes waterworks.

11. The land ceded to the municipal corporation of the said town of Rigaud for the use and installation of the basins of its waterworks.

Domaine de la Montagne ou du Village (Bingham).

Mountain or Bingham Village Domain.

Un autre terrain de forme irrégulière, situé en la paroisse de Rigaud, dans la partie appelée "Village Bingham"; borné en avant par le chemin public dudit village, le cimetière catholique Notre-Dame-de-Lourdes et le reste par le Collège Bourget et le Domaine de la ville; en arrière par le trait carré des terres de la concession Saint-Georges, côte Nord, d'un côté par la succession Alexandre Legault et de l'autre côté par L. J. O. Chevrier, Pélippe Bédard et un nommé Dupéron; ce terrain est connu et désigné sous le lot numéro deux cent dix-neuf (No 219) d'après les susdits plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Rigaud.

A distraire du Domaine ci-dessus décrit, les emplacements suivants vendus et appartenant actuellement à:

1. Eustache Giraldeau, 75 perches;
2. Napoléon Vallée, 25 perches;
3. Raoul Décoste, (2 empl.) 66 perches;
4. Charles Vallée, 34 perches;
5. Oscar Décoste, 1 arpent;
6. Willie Décoste, 1 arpent;
7. Joseph Giraldeau, 1 arpent;
8. L.-J.-O. Chevrier, 45 perches;

9. En vertu d'un règlement 17-44 du Conseil de la ville de Rigaud, le défendeur, DeLéry MacDonald, a vendu la source du Domaine de la Montagne appelée "La Source de Lourdes" du No 219, située au pied de la pièce du Guéret, et ladite source avec un terrain de 130 pieds carrés pour la construction du bassin à haut niveau; avec privilège de drainer ladite pièce de Guéret pour en augmenter le volume; privilège absolu qu'elle s'est réservé pour alimenter son aqueduc.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Madeleine-de-Rigaud, le QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 29 août 1923.

[Première publication, 1er septembre 1923]
4605-35-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } PAUL - EMILE WILSON, demandeur;
No 1184. }
vs EDMOND ROBIN, défendeur ET JOSEPH DUHAMEL, curateur au délaissement.

Deux lots de terre situés sur la rue Church, en la ville de Verdun, district de Montréal, connus et désignés sous les numéros deux et trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille trois cent quatre (4304-2 & 3) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant ensemble, les dits lots, cinquante pieds de largeur, par cent vingt-deux (122) pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, à MIDI.
Bureau du shérif. Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 29 août 1923.

[Première publication, 1er septembre 1923]
4607-35-2

Another lot of land of irregular figure, situate in the parish of Rigaud, in the part called Bingham village; bounded in front by the public road of the said village, the catholic cemetery of Notre Dame de Lourdes and the residue by College Bourget and the town domain, in rear by the cross line (trait carré) of the lands of the concession of Saint George, north side, on one side by the estate Alexandre Legault and on the other side by L. J. O. Chevrier, Pélippe Bédard and a party named Dupéron; this lot of land is known and designated under the number two hundred and nineteen (No. 219) according to the aforesaid official plan and book of reference of the said parish of Rigaud.

To be deducted from the Domain above described, the following emplacements sold and presently belonging to:

1. Eustache Giraldeau, area 75 perches;
2. Napoléon Vallée, area 25 perches;
3. Raoul Décoste, (2 empl., area 66 perches);
4. Charles Vallée, area 34 perches;
5. Oscar Décoste, area 1 arpent;
6. Willie Décoste, area 1 arpent;
7. Joseph Giraldeau, area 1 arpent;
8. L. J. O. Chevrier, area 45 perches;

9. Under by-law 17-44 of the Council of the town of Rigaud, the defendant, De Lery McDonald, has sold the spring of the Mountain Domain called "Lourdes' Spring", of No. 219, situate at the foot of the "Pièce de Guéret" and the said spring with a piece of land of 130 square feet for the construction of an elevated basin; with the privilege of draining the said "Pièce de Guéret" to increase the volume; absolute privilege reserved by the said town for feeding its waterworks.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, the FOURTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 29th August, 1923.

[First publication, 1st of September, 1923]
4606-35-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } PAUL EMILE WILSON, plaintiff;
No. 1184. }
vs EDMOND ROBIN, defendant; AND JOSEPH DUHAMEL, curator to the surrender of property.

Two lots of land situate on Church street, in the town of Verdun, district of Montreal, known and designated under the numbers two and three of the official subdivision of the original lot number four thousand three hundred and four (4304-2 & 3) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring over all, the said lots, fifty feet in width, by one hundred and twenty two (122) feet in depth, English measurements, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTH day of OCTOBER next, at TWELVE o'clock noon.
Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 29th August, 1923.

[First publication, 1st September, 1923]
4608-35-2

NICOLET

FIFRI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure

Province de Québec, } CAMILLE LUPIEN, de-
 District de Nicolet, } mandeur; contre RO-
 No 381. } DOLPHE GAILLAR-
 DETZ, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Eulalie, au quatorzième rang du canton d'Aston, de la contenance de trois arpents de largeur, sur la profondeur du dit rang, c'est-à-dire, sur une profondeur moyenne d'environ vingt-six arpents, environ soixante-quinze acres en superficie; bornée d'un côté par Henry Camirand, et de l'autre côté par Edouard Desilets, et faisant partie du côté sud-ouest du lot de terre portant le numéro cent six (ptie S. O. No 106), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Eulalie—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-Eulalie, comté de Nicolet, le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE mil neuf cent vingt-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P.-H. BOURK.
 Nicolet, 18 septembre 1923.

[Première publication, 22 septembre 1923]
 4915—38-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } CAMILLE LUPIEN,
 District of Nicolet, } plaintiff; against RO-
 No. 381. } DOLPHE GAILLAR-
 DETZ, defendant.

A tract of land situate in the parish of Sainte Eulalie, in the fourteenth range of the township of Aston, containing three arpents in width by the depth of the said range, that is to say by a mean depth of about twenty six arpents, containing about seventy five acres in superficies; bounded on one side by Henry Camirand, and on the other side by Edouard Desilets, and forming part of the southwest side of the lot of land bearing the number one hundred and six (S. W. Pt. No. 106), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Eulalie—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of Sainte Eulalie, county of Nicolet, the TWENTY THIRD day of OCTOBER, one thousand nine hundred and twenty three, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. H. BOURK,

Sheriff's office. Sheriff.
 Nicolet, 18th September, 1923.

[First publication, 22nd September, 1923]
 4916—38-2

QUÉBEC

Québec, à savoir: } EDOUARD ROY, de la
 No 3599. } paroisse de Saint-Léon-
 de-Standon, district de Beauce; contre BOIS
 GILBERT MANUFACTURING COMPANY,
 LIMITED, corps politique et incorporé ayant
 sa principale place d'affaires en la paroisse de
 Saint-Malachie, district de Beauce.

Une langue de terrain de quatre-vingts (80) pieds de front sur le chemin public et quatre-vingt-dix (90) pieds de large au bout de sa profondeur et trois cent cinquante pieds (350), de profondeur, mesure anglaise; bornée comme suit: savoir, au sud-ouest en front au chemin public, au sud-est à Monsieur H. Henry Henderson, au nord-est à Monsieur H. Henry Henderson et au nord-ouest à Monsieur René Moreau, située, la dite langue de terrain, dans la partie sud-est de l'emplacement ci-après décrit: Un morceau de terrain situé au huitième rang du canton de Frampton, paroisse de Saint-Malachie, contenant en front sur le chemin public trois cents pieds (300) plus ou moins de large sur trois cent cinquante pieds (350) de profondeur sur la ligne sud-est, et au bout de sa profondeur ayant quatre cent vingt-cinq pieds (425) de largeur dans la ligne nord-est, et de là allant au nord-ouest jusqu'à la ligne de Jos. Morin et Elzéar Aubé, enfin comprenant tout le terrain compris dans les bornes suivantes: borné au sud-ouest par le chemin public, au sud-est et au nord-est à Harry Henderson, au nord-est encore à Harry Henderson et à Jos Morin susdit et faisant partie du lot, ledit terrain, du numéro cent huit pour la plus grande partie et pour cent dix pour une petite partie (108 ptie et 110 ptie) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Malachie, sauf cependant à distraire et à détacher du dit terrain vendu un

QUEBEC

Quebec, to wit: } EDOUARD ROY, of the
 No. 3599. } parish of Saint Léon de
 Standon, district of Beauce; against BOIS
 GILBERT MANUFACTURING COMPANY,
 LIMITED, a body politic and corporate having
 its head-office in the parish of Saint-Malachie,
 district of Beauce.

A strip of land of eighty (80) feet in front on the public road and ninety (90) feet in width at the end of its depth and three hundred and fifty (350) feet in depth, English measure; bounded as follows, to wit: to the southwest in front by the public road, to the southeast by Mr. H. Henry Henderson, to the northeast by Mr. Henry Henderson and to the northwest by Mr. René Moreau, situated, the said strip of land, in the southeast part of the emplacement hereunder described: a parcel of land situate in the eighth range of the township of Frampton, parish of Saint Malachie, containing in front on the public road three hundred (300) feet, more or less, in width by three hundred and fifty (350) feet in depth in the southeast line, and at the end of its depth measuring four hundred and twenty five (425) feet in width in the northeast line, and thence running northwesterly up to the line of Jos. Morin and Elzéar Aubé, so as to include all the land comprised within the following limits: bounded to the southwest by the public road, to the southeast and northeast by Harry Henderson, and to the northeast again by Harry Henderson and Jos. Morin aforesaid and forming part of the lot, the said parcel of land, number one hundred and eight for the most part and one hundred and ten for a small part (pt. 108 and pt. 110) on the official cadastre for the parish of Saint Malachie, save however

chemin de sortie de vingt-six pieds (26) de largeur qui longera le sud-est et le nord-est de l'emplacement du dit Jos. Morin et le résidu du terrain vendu, chemin réservé sur, sera la propriété exclusive dudit Harry Henderson ;

2o Une largeur de terrain ayant cent trente pieds (130) de front sur un chemin privé appartenant à H. Harry Henderson, et cent trente pieds (130) de large au bout de sa profondeur et cent soixante-quinze pieds (175) de profondeur ; borné comme suit, savoir : en front au sud-ouest au chemin privé appartenant à Mr H. Harry Henderson, au sud-est à René Moreau, au nord-est et nord-ouest à H. Harry Henderson, et situé dans l'encoignure nord-ouest de l'emplacement ci-haut décrit, dont il a été distrait l'immeuble en premier lieu vendu—le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Malachie, comté de Dorchester, le DOUZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le député-shérif,
E. AUGER.

Québec, 6 septembre 1923.

[Première publication, 8 septembre 1923]

[Deuxième publication, 22 septembre 1923]

4711—36-2

and to be deducted and detached from the said parcel of land sold an outlet road of twenty six (26) feet in width running along the southeast and northeast sides of the emplacement of the said Jos. Morin and the residue of the land sold, the said road reserved, being the exclusive property of the said Harry Henderson ;

2o A piece of land measuring one hundred and thirty (130) feet in front on a private road belonging to H. Harry Henderson, and one hundred and thirty (130) feet in width at the end of its depth and one hundred and seventy five (175) feet in depth, bounded as follows, to wit : in front to the southwest by a private road belonging to Mr. H. Harry Henderson, to the southeast by René Moreau, to the northeast and northwest by H. Harry Henderson, and situated in the northwest corner of the emplacement above described, from which it has been detached the immovable sold in the first paragraph—the whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Malachie, county of Dorchester, the TWELFTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. E. AUGER,
Deputy sheriff.

Quebec, 6th September, 1923.

[First publication, 8th September, 1923]

[Second publication, 22nd September, 1923]

4712—36-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS

Province de Québec, } L' A COMPAGNIE A-
District de Richelieu. } C. TREMPE & FILS,
No 7173. } LIMITEE, de la cité de

Sorel, dit district, demanderesse; contre ALCIDE DUHAIME, marchand, de Saint-François-du-Lac, dit district.

1. Une portion de terre située au village de Saint-François-du-Lac, de la contenance de cinquante-cinq pieds de largeur sur quarante-cinq pieds de profondeur, plus ou moins; tenant d'un bout au sud-ouest au chemin de front, de l'autre bout au nord-est à Victor Crevier, d'un côté au sud-est à Joseph Cardin, et de l'autre côté au nord-ouest à la portion de terre ci-après décrite;

2. Une portion de terre située au même endroit, de la contenance de vingt-cinq pieds de largeur sur trente-deux pieds de profondeur, plus ou moins; tenant d'un bout au sud-ouest au chemin de front, de l'autre bout au terrain de Victor Crevier, d'un côté au sud-est à l'immeuble sus-décrit, et de l'autre côté au nord-ouest à Victor Crevier—avec les bâtisses dessus construites, lesquelles portions de terre sont toutes deux des parties ainsi que sus-désignées du lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-François-du-Lac, par et sous le numéro trois cent huit (No 308).

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-du-Lac, MERCREDI, le TROISIEME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent vingt-trois, à UNE heure de l'après-midi.

Le député-shérif,
O. COUSINEAU.

Bureau du shérif,
Sorel, 29 août 1923.

[Première publication, 1er septembre 1923]

4627—35-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS

Province of Québec, } L' A COMPAGNIE A.
District of Richelieu. } C. TREMPE & FILS,
No. 7173. } LIMITEE, of the city of

Sorel, said district, plaintiff; against ALCIDE DUHAIME, merchant, of Saint François du Lac, said district.

1. That parcel of land situate at the village of Saint François du Lac, containing fifty five feet in width by forty five feet in depth, more or less; bounded at one end to the southwest by the front road, at the other end to the northeast by Victor Crevier, on one side to the southeast by Joseph Cardin, and on the other side to the northwest by the parcel of land hereunder described; 2. Another parcel of land situate at the same place; containing twenty five feet in width by thirty two feet in depth, more or less; bounded at one end to the southwest by the front road, at the other end by the land of Victor Crevier, on one side to the southeast by the immovable above described, and on the other side to the northwest by Victor Crevier—with the buildings thereon erected—which parcels of land are both parts as described above of the lot of land designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint François du Lac, by and under the number three hundred and eight (No. 308).

To be sold at the door of the church of the parish of Saint François du Lac, on WEDNESDAY, the THIRD day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and twenty three, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, O. COUSINEAU,
Sorel, 29th August, 1923. Deputy sheriff.

[First publication, 1st September, 1923]

4628—35-2

RIMOUSKI

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure

District de Rimouski: } JOSEPH FORTIN, de
No 8561. } Mont-Joli; contre
PIERRE OUELLET, de Padoue, savoir:

1. Le lot No onze, au cadastre officiel du rang C, du canton Cabot; à distraire une lisière du côté nord du dit lot occupée par Moïse Bérubé, fils.

2. Le lot No cinq cent vingt-quatre, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis.

3. La moitié du lot No cinq cent vingt-cinq, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis, de 2 arpens de front sur 14 et 2 perches de profondeur, le tout plus ou moins; borné au nord à Moïse Bérubé, au sud à Joseph Bérubé, à l'ouest au canton Cabot, et à l'est à la terre dite "Terre Miller"—avec bâtisses.

4. Partie du lot No cinq cent vingt-trois, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis, d'environ un demi-arpen de front sur vingt de profondeur, plus ou moins, étant la partie ouest du dit lot; bornée à l'est partie à Marcellin Dubé et partie à Moïse Pelletier, à l'ouest au défendeur Pierre Ouellet.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Antoine-de-Padoue, Kempt, le VINGT-QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif, CHS DANJOU.
Bureau du shérif, Rimouski, 19 septembre 1923,
[Première publication, 22 septembre 1923]
4917—38-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

District de Québec. } THE RENFREW MA-
No. 3327. } CHINERY CO. LTD.,
vs PHILEAS ISABELLE ET AL, savoir:

Les lots Nos cinquante-quatre, cinquante-cinq et cinquante-six du premier rang du canton Cherbourg et quarante-huit du second rang du canton Cherbourg.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Félicité, le QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1923, à MIDI.

Bureau du shérif. Le shérif, CHS DANJOU.
Rimouski, 29 août 1923.
[Première publication, 1er septembre 1923]
4609—35-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Québec. } P. -T. LEGARE, LTEE,
No 2472. } P. vs PHILIBERT LA-
CASSE, savoir:

Le lot No douze, au cadastre officiel du rang deux sud-est du canton Lepage—avec bâtisses sus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Jacques-le-Majeur, Causapsca, le TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1923, à DIX heures A.M.

Bureau du shérif. Le shérif, CHS DANJOU.
Rimouski, 29 août 1923.
[Première publication, 1er septembre 1923]
4611—35-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

District of Rimouski: } JOSEPH FORTIN, of
No. 8561. } Mont Joli; against
PIERRE OUFLETT, of Padoue, to wit:

1. The lot number eleven, on the official cadastre of range C, of the township of Cabot; to be deducted therefrom a strip of land on the north side of the said lot occupied by Moïse Bérubé, Jr.

2. The lot number five hundred and twenty four, on the official cadastre of the parish of Saint Octave de Métis.

3. The half of lot number five hundred and twenty five, on the official cadastre of the parish of Saint Octave de Métis, of 2 arpens in front by 14 arpens and 2 perches in depth, the whole more or less; bounded to the north by Moïse Bérubé, to the south by Joseph Bérubé, to the west by the township of Cabot, and to the east to the land called "Miller Land"—with the buildings thereon.

4. Part of the lot number five hundred and twenty three, on the official cadastre of the parish of Saint Octave de Métis, of about one half arpen in front by twenty in depth, more or less, being the west part of the said lot; bounded to the east partly by Marcellin Dubé and partly by Moïse Pelletier, to the west by the defendant Pierre Ouellet.

To be sold at the door of the church of Saint Antoine de Padoue, Kempt, the TWENTY FOURTH day of OCTOBER next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. DANJOU, Sheriff.
Sheriff's office, Rimouski, 19th September, 1923.
[First publication, 22nd September, 1923]
4918—38-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.

District of Québec. } THE RENFREW MA-
No. 3327. } CHINERY CO. LTD.,
vs PHILEAS ISABELLE ET AL, to wit:

The lots Nos. fifty four, fifty five and fifty six of the first range of the township of Cherbourg and forty eight of the second range of the township of Cherbourg.

To be sold at the door of the church of Sainte-Félicité, the FOURTH day of OCTOBER next 1923, at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office. CHS DANJOU, Sheriff.
Rimouski, 29th August, 1923.
[First publication, 1st of September, 1923]
4610—35-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Québec. } P. T. LEGARE, LTD,
No. 2472. } P. vs PHILIBERT
LACASSE, to wit:

The lot No. twelve, on the official cadastre of southeast range two of the township of Lepage—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint Jacques le Majeur, Causapsca, the THIRD day of OCTOBER next, 1923, at TEN o'clock A.M.

Sheriff's office. CHE DANJOU, Sheriff.
Rimouski, 29th August, 1923.
[First publication, 1st of September, 1923]
4612—35-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS
Cour supérieure

Province de Québec, }
District de Roberval. } DAME REBECCA
No 3690. } BOUCHARD,
épouse de feu Edouard
Simard, en son vivant journalier, de Saint-Félicien, demanderesse; contre AMEDEE GAGNON du même lieu, défendeur, savoir:

Un emplacement situé dans le village de Saint-Félicien, de forme irrégulière, maintenant connu et désigné comme faisant partie des lots de terre numéros trois K, du premier rang du cadastre officiel du canton Demeules (Ptie No 3-K), connu dans le nouveau cadastre du village de Saint-Félicien comme partie du lot numéro trois K, et partie du lot numéro trois L (Ptie No 3-L), du même rang et cadastre officiel, connu dans le nouveau cadastre du village de Saint-Félicien, comme partie du lot numéro trois L deux (Ptie No 3-L-deux), et enfin du lot numéro quatre A (Ptie No 4-A), du même rang et cadastre officiel, connu dans le nouveau cadastre du village de Saint-Félicien comme partie du lot numéro quatre A (Ptie No 4-A), le dit emplacement borné comme suit: au sud-ouest au chemin public de front, au nord-ouest à la rivière Eusèbe, au sud-est à Aubert Simard ou représentants, et à la profondeur au nord-est à une ligne perpendiculaire à celle séparant le dit emplacement de celui de Aubert Simard ou représentants et tirée à cent vingt-trois pieds du bout sud-ouest de la dite ligne, à compter du piquet actuel qui est le commencement de la dite ligne près du chemin public de front, de ce côté nord-est se trouve le terrain de Honoré Lalancette ou représentants, tel que le tout se trouve actuellement—avec maison dessus construite et dépendances. Cependant avec réserve, en faveur de Dame Rébecca Bouchard, veuve de feu Edouard Simard, de l'usufruit du dit terrain et des bâtisses y construites, sa vie durant.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, MARDI, le DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain (1923), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Roberval, 28 août 1923. GEO. LEVESQUE.
[Première publication, 1er septembre 1923]
4613—35-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Québec, }
District of Roberval. } DAME REBECCA
No. 3690. } BOUCHARD, wife
of the late Edouard Simard, in his lifetime laborer, of Saint Félicien, plaintiff; against AMEDEE GAGNON, of the same place, defendant, to wit:

An emplacement situate in the village of Saint Félicien, of irregular figure, now known and designated as forming part of the lots of land numbers three-K, of the first range of the official cadastre of the township of Demeules (Pt. No. 3-K), known on the new cadastre of the village of Saint Félicien, as being part of the lot number three-K, and part of the lot number three-L (Pt. No. 3-L), of the same range and official cadastre, known on the new cadastre of the village of Saint Félicien, as part of the lot number three-L-two (Pt. No. 3-L-two), and also of the lot number four-A (Pt. No. 4-A), of the same range and official cadastre, known on the new cadastre of the village of Saint Félicien, as part of the lot number four-A (Pt. No. 4-A), the said emplacement bounded as follows: to the southwest by the front public road, to the northwest by the river Eusèbe, to the southeast by Aubert Simard or representatives, and in depth to the northeast by a line perpendicular to the line of division between the said emplacement and that of Aubert Simard or representatives and drawn at one hundred and twenty three feet from the southwest end of the said line, from the present post which is the beginning of the said line near the front public road, on that northeast side lies the land of Honoré Lalancette or representatives, as the whole now subsists—with the house thereon erected and dependencies. With the reservation however, in favour of Dame Rebecca Bouchard, widow of the late Edouard Simard, of the usufruct of the said land and of the buildings thereon erected during her lifetime.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Félicien, on TUESDAY, the SECOND day of OCTOBER next, (1923) at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, GEO. LEVESQUE,
Roberval, 28th August, 1923. Sheriff.
[First publication, 1st September, 1923]
4614—35-2

SAINT-HYACINTHE

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS
Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe
St-Hyacinthe, à savoir: } LA BANQUE D'HOCHELAGA,
No 1296. } CHELAGA,

corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, et aussi une place d'affaires en la ville de Marieville, demanderesse; contre ADELARD ASHBY, défendeur.

1. Un terrain sis et situé en la paroisse de Sainte Marie-de-Monnoir, sur le rang de la Branche-du-Rapide, mesurant un arpent et trois-quarts en superficie; borné en front par le chemin du dit rang; en profondeur par un ruisseau; du côté nord par la route des Trente-Six, et du côté sud par Félix-A. Ashby; ce terrain se composant du lot

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } THE BANK OF
No. 1296. } HOCHELAGA, a

body politic and incorporated, having its head office in the city of Montreal, also a business place in the town of Marieville, plaintiff; against ADELARD ASHBY, defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Monnoir, on the range of La Branche du Rapide, containing one arpent and three-quarters in superficies; bounded in front by the road of the said range, in depth by a stream, on the north side by the road of Des Trente-Six, and on the south side by Felix A. Ashby; that lot is

numéro vingt-six (26) et d'une partie du lot numéro vingt-quatre (p. 24), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir; cette partie du lot numéro vingt-quatre est décrite comme suit: Un terrain vacant mesurant environ trois-quarts d'arpent en superficie et borné en front par le chemin du dit rang; en profondeur par le dit ruisseau; du côté nord par la route des Trente-Six, et du côté sud par le lot numéro vingt-six.

2. Un terrain situé en la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, sur le même rang, mesurant environ trente arpents en superficie, connu et désigné sous le lot numéro vingt-cinq (25), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

3. Une terre située en la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, dans le rang du Ruisseau-Saint-Louis, côté ouest, mesurant trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée sous le lot numéro deux cent quarante-trois (243), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

4. Une autre terre située en la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, sur le rang du Ruisseau-Saint-Louis, côté ouest, mesurant trois arpents et neuf pieds de large sur une longueur moyenne de trente et un arpents, le tout plus ou moins, connue et désignée sous le lot numéro deux cent quarante-quatre (244), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, le DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain (1923), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, 29 août 1923.

[Première publication, 1er septembre 1923]
4593—35-2

composed of lot number 26 and a part of lot number 24, on the official cadastre of the said parish; that part of lot No. 24 described as follows: a piece of ground containing three-quarters of an arpent in superficies and bounded in front by the road of said range; in depth by the said stream; on the north side by the road of Des Trente-Six, and on the south side by lot No. 26.

2. A lot of land situate in the said parish, on the same range, containing about thirty arpents in superficies, known and designated under lot number twenty five (25), on the official cadastre of the said parish—with buildings thereon erected.

3. A land situate on the said parish, on the Ruisseau Saint Louis range, on the west side, containing three arpents in front by thirty arpents in depth, more or less, known and designated under lot number 243, on the official cadastre of the said parish—with buildings thereon erected.

4. Another land situate in the same parish, on the same range, on the west side, containing three arpents and nine feet, by an approximative depth of thirty one arpents, the whole more or less, known and designated under lot number 244, on the official cadastre of said parish—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Marie de Monnoir, on the SECOND day of OCTOBER next (1923), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Saint Hyacinthe, 29th August, 1923.
[First publication, 1st September, 1923]
4594—35-2

JOS. L. CORMIER,
Sheriff.

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières
Trois-Rivières, à savoir: } OLIVIER LAFOND
No 667. } ET AL., demandeurs
contre NOE TOUCHETTE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

1. Un terrain ou emplacement situé sur la rue Saint-Maurice, en la cité de Grand'Mère, contenant soixante-quinze pieds de front sur la profondeur de cent pieds, mesure anglaise, et étant le lot numéro cent huit et la juste moitié nord-ouest du lot numéro cent neuf, de la subdivision du lot de terre numéro quatre-vingt-cinq (85-108 et 1/2 N. O. 109), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Flore.

2. Les lots de terre situés coin des rues Saint-Maurice et Van-Horne, en la cité de Grand'Mère, connus et désignés sous les numéros cent cinq, cent six et cent sept, de la subdivision du lot de terre numéro quatre-vingt-cinq (85-105-106 et 107), du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Flore—avec maison y érigée, circonstances et dépendances.

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } OLIVIER LAFOND ET
No. 667. } AL., plaintiffs; against
NOE TOUCHETTE, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

1. That certain lot of land or emplacement situate on Saint Maurice street, in the city of Grand'Mère, containing seventy five feet in front by a depth of one hundred feet, English measurements, and being the lot number one hundred and eight, and the exact northwest half of the lot number one hundred and nine, of the subdivision of the lot of land number eighty five (85-108 and N. W. 1/2-109) of the official cadastral plan and book of reference of the county of Saint Maurice, for the parish of Sainte Flore.

2. Those certain lots of land situated at the corner of Saint-Maurice and Van Horne streets, in the city of Grand'Mère, known and designated under the numbers one hundred and five, one hundred and six and one hundred and seven, of the subdivision of the lot of land number eighty five (85-105, 106 and 107), of the official cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Sainte Flore—with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-de-Grand'Mère, en la cité de Grand'Mère, le VINGT-QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1923, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, WILLIE LARIVIERE.
Trois-Rivières, 18 septembre 1923.
[Première publication, 22 septembre 1923]
4921—38-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District des Trois-Rivières
Trois-Rivières, à savoir: } JOSEPH DROLET,
No 736. } demandeur; contre
GEORGES VEZINA, défendeur.

Comme appartiennent au dit défendeur, savoir:
Un emplacement situé en la cité de Shawinigan Falls, contenant trente-cinq pieds de largeur sur la profondeur de quatre-vingt-douze pieds, mesure anglaise et sans garantie de mesure précise, borné en front par la septième rue, en arrière par une ruelle, du côté est à quinze pieds du lot 628-722, et du côté ouest par le No 628-720, faisant partie du lot de terre numéro sept cent vingt et un de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628 p. 721), du cadastre de la paroisse de Sainte-Floré—avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre-de-Shawinigan, en la cité de Shawinigan Falls, le VINGT-QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1923, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, WILLIE LARIVIERE,
Trois-Rivières, 18 septembre 1923.
[Première publication, 22 septembre 1923]
4919—38-2

To be sold at the door of the church of Saint Paul de Grand'Mère, in the city of Grand-Mère, the TWENTY FOURTH day of OCTOBER next, 1923, at TWO o'clock in the afternoon.

Willie Larivière,
Sheriff's office, Deputy sheriff.
Three Rivers, 18th September, 1923.
[First publication, 22nd September, 1923]
4922—38-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } JOSEPH DROLET,
No. 736. } plaintiff; against
GEORGES VEZINA, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:
That certain emplacement situate in the city of Shawinigan Falls, containing thirty five feet in width by a depth of ninety two feet, English measure and without warranty of precise measurements; bounded in front by seventh street, in rear by a lane, on the east side at fifteen feet from the lot 628-722, and on the west side by the lot No. 628-720, forming part of the lot of land number seven hundred and twenty one, of the subdivision of the cadastral lot number six hundred and twenty eight (628-Pt. 721), of the cadastre of the parish of Sainte Flore—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the city of Shawinigan Falls, the TWENTY FOURTH day of OCTOBER next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Willie Larivière,
Sheriff's office, Deputy sheriff.
Three Rivers, 18th September, 1923.
[First publication, 22nd September, 1923]
4920—38-2

Nominations

No 135.—Elec.
Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur par un arrêté en Conseil en date du 13 septembre 1923, de nommer M. Camille Hervieux commissaire d'écoles pour la municipalité de l'Assomption, paroisse, dans le comté de l'Assomption. 4901

Appointments

No. 135.—Elec.
Appointment of a school commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 13th of September, 1923, to appoint Mr. Camille Hervieux, School Commissioner for the municipality of l'Assomption, parish, in the County of l'Assomption. 4902

Arrêté en Conseil

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 20 septembre 1923.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Il est ordonné d'annexer, pour les fins de la loi électorale de Québec, et conformément aux dispositions de l'article 192a de la dite loi, les cantons suivants, situés dans le district électoral d'Abitibi et qui n'appartiennent à aucune municipalité, aux municipalités locales ci-après indiquées, situées elles-mêmes dans le district électoral d'Abitibi;

1. Le canton de Villemontel à la municipalité du canton de Trécesson;

Order-in-Council

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, September 20th, 1923.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

It is ordered to annex for the purposes of the Quebec Election Act and in accordance with the provisions of Article 192a of the said act, the following townships, situated in the electoral district of Abitibi and which do not form part of any municipality, to the local municipalities named below, themselves situated in the electoral district of Abitibi;

1. The township of Villemontel to the municipality of the township of Trécesson;

2. Le canton de La Morandière à la municipalité des cantons unis de Piedmont et Barraute;

3. Les cantons de Malartic et de Dubuisson à la municipalité de la partie ouest du canton de La Motte;

4. Le canton de Montgay à la municipalité de la partie ouest du canton de Senneterre;

5. Les cantons de Dollard, Boisseau et Jurier, et les cantons projetés de Crusson, Cérigny, Trevet, Beaudin, Bourmont, Chassaignes, Buies, Faucher et Montpetit à la municipalité de la partie est du canton de Senneterre.

Le greffier du Conseil Exécutif,
4943 A. MORISSET.

2. The township of La Morandière to the municipality of the United Townships of Piedmont and Barraute;

3. The townships of Malartic and of Dubuisson to the municipality of the west part of the township of La Motte;

4. The township of Montgay to the municipality of the west part of the township of Senneterre;

5. The townships of Dollard, Boisseau and Jurier, and the projected townships of Crusson, Cérigny, Trevet, Beaudin, Bourmont, Chassaignes, Buies, Faucher and Montpetit to the municipality of the east part of the township of Senneterre.

4944 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

PROVINCE DE QUEBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

Affermage de forces hydrauliques.

Leasing of water powers.

Avis est par les présentes donné que le mardi 23 octobre 1923, à 10.30 heures a.m., dans la salle de vente à l'Hôtel du gouvernement, à Québec, le Département des terres et forêts offrira à louer, par voie d'enchère, les forces hydrauliques connues et désignées sous le nom de chute de la Cheminée, sur la rivière Batiscan, comté de Champlain.

Notice is hereby given that on Tuesday, October 23rd, 1923, at 10.30 a.m., in the sales room, Parliament Buildings, at Quebec, the Department of Lands and Forests will offer on lease at public auction the water power known and designated under the name of "Chute de la Cheminée", on the Batiscan river, county of Champlain.

Quiconque aurait l'intention d'enchérir devra faire un dépôt de \$2,000.00, par chèque accepté à l'ordre du Ministre des Terres et forêts, au moins sept jours avant l'enchère. Ce montant sera confisqué si le déposant ne met pas d'enchère; il sera remboursé après la vente aux enchérisseurs dont les offres n'auront pas été heureuses, et celui de l'adjudicataire sera retenu en cautionnement jusqu'à la date d'aménagement.

Interested parties shall be under the obligation to deposit \$2,000.00 by accepted cheque to the order of the Minister of Lands and Forests, at least seven days before the auction. This deposit will be forfeited should the applicant put up no bidding; it shall be refunded after the auction to the unsuccessful bidders, while the grantee's deposit will be retained as a guarantee until the development is completed.

Pour plus de renseignements, s'adresser au Département des terres et forêts, à Québec.

For further information, write to the Department of Lands and Forests, at Quebec.

Le sous-ministre,
4941-38-5 ELZ-MIVILLE DECHENE.

ELZ. MIVILLE-DECHENE,
4942-38-5 Deputy-Minister.

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Province de Québec, district de Richelieu, Cour supérieure, No 7197.—Dame Blandine Beausne, demanderesse; vs Zéphir Baril, défendeur.

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, No. 7197.—Dame Blandine Beausne, plaintiff; vs Zéphir Baril, defendant.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause, le 25 mai 1923.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 25th of May, 1923.

Le procureur de la demanderesse,
4421-34-5 AIMÉ CHASSÉ.

AIMÉ CHASSÉ,
4422-34-5 Attorney for plaintiff.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 38

Index of the Quebec Official Gazette, No 38

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Archambault vs Daignault.....	2976
" Beauchesne vs Baril.....	3010
" Champoux vs Croteau.....	2975
" Couture vs Martin.....	2976
" Doyon vs Lachance.....	2975
" Garesky vs Sinclair.....	2976
" Forcier vs Morissette.....	2975
" Hoffman vs Sinclair.....	2977
" Labrie vs Thibault.....	2976
" Laporte vs Brisseau.....	2974
" Leckechman vs Belinsky.....	2976
" Legault vs Gratton.....	2975
" Levesque vs Ouellette.....	2977
" Normandeau vs Lescarbeau.....	2975
" Pineau vs Gagnon.....	2975
" Tardif vs Giroux.....	2976

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Archambault vs Daignault.....	2976
" Beauchesne vs Baril.....	3010
" Champoux vs Croteau.....	2975
" Couture vs Martin.....	2976
" Doyon vs Lachance.....	2975
" Garesky vs Sinclair.....	2976
" Forcier vs Morissette.....	2975
" Hoffman vs Sinclair.....	2977
" Labrie vs Thibault.....	2976
" Laporte vs Brisseau.....	2974
" Leckechman vs Belinsky.....	2976
" Legault vs Gratton.....	2975
" Levesque vs Ouellette.....	2977
" Normandeau vs Lescarbeau.....	2975
" Pineau vs Gagnon.....	2975
" Tardif vs Giroux.....	2976

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

Tessier vs Dame Vallières.....	2977
--------------------------------	------

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Tessier vs Dame Vallières.....	2977
--------------------------------	------

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 2953

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 2953

ARRÊTÉ EN CONSEIL :—

Concernant la loi électorale de Québec..	3009
Concernant les droits de coupe.....	2954

ORDER IN COUNCIL :—

Respecting the Quebec Election Act....	3009
Respecting the scale of stumpage dues..	2954

AVIS DIVERS :—

A vendre, Gazette Officielle reliée.....	2953
--	------

MISCELLANEOUS NOTICES :—

For sale, bound copies Official Gazette..	2953
---	------

CHARTER—ABANDON DE :—

St-Denis Buildings Lt'd.....	2977
------------------------------	------

CHARTER—SURRENDER OF :—

St-Denis Buildings Lt'd.....	2977
------------------------------	------

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES :—

Link Belt, Limited.....	2978
-------------------------	------

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—

Link Belt, Limited.....	2978
-------------------------	------

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Les Pères du Très Saint-Sacrement de Québec.....	2970
Ville de Bark Lake.....	2970

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Les Pères du Très Saint-Sacrement de Québec.....	2970
Town of Bark Lake.....	2970

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, ETC. :—

Société Coopérative des Pêcheurs de Carleton.....	2970
Société Coopérative des Pêcheurs de St-Jean-Baptiste-de-Cap-aux-Os.....	2971

DEPARTMENT OF COLONIZATION, ETC. :—

Société Coopérative des Pêcheurs de Carleton.....	2970
Société Coopérative des Pêcheurs de St-Jean-Baptiste-de-Cap-aux-Os.....	2971

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Municipalité scolaire Sacre-Cœur-de-Jésus.....	2971
Partie Eardley à Sainte-Cécile-de-Mas-ham.....	2971
Partie Leeds-Est à Saint-Pierre-de-Broughton.....	2971

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

School municipality Sacre-Cœur-de-Jésus	2971
Part Eardley to Sainte-Cécile-de-Mas-ham.....	2971
Part Leeds-East to Saint-Pierre-de-Broughton.....	2971

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORETS :—

Affermage de forces hydrauliques.....	2971
" " ".....	3010

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—

Lease of waterpowers.....	2971
" " ".....	3010

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Agricultural Insurance Company.....	2972
Fidelity-Phenix Fire Ins. Company.....	2973
Quebec Fire Assurance Company.....	2973
The British Oak Insurance Co., Lt'd.....	2973
The Continental Ins. Co. of New York..	2973
The Globe Indemnity Co. of Canada... 2972	
The Liverpool-Manitoba Assurance Com- pany.....	2972

DÉPARTEMENT DE LA VOIRIE :—

Route Edouard VII.....	2974
------------------------	------

LETTRES PATENTES :—

✓ Denmans, Limited.....	2954
Le Magasin Agricole, ltée.....	2957
✓ Prairie Valley Golf & Country Club, Inc.	2966
✓ Quebec Felspars, Lt'd.....	2959
Silver Spring Brewery Co. Lt'd.....	2961
✓ The Hillmor Co. of Canada, Lt'd.....	2965
✓ The Studio Hand Turn Shoe Co. Lt'd...	2968

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

The Back River Horticultural Society..	2974
--	------

MINUTES DE NOTAIRE :—

Guenette, Henri.....	2978
Kert, Isaac.....	2978
St-Pierre, Georges.....	2978

NOMINATIONS :—

Commissaire d'écoles.....	3009
---------------------------	------

RATIFICATION DE TITRE :—

Tremblay, Dme Veuve Alfred.....	2978
---------------------------------	------

SOUMISSIONS :—

Municipalité scolaire de la ville de Mont- Royal.....	2980
Ville de Chicoutimi.....	2980
Ville de Sainte-Thérèse.....	2979

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Beaulieu, Narcisse.....	2992
Boivin, Téléphore.....	2981
Bordeleau, Adolphe.....	2989
Bouchard, Georges.....	2990
Boutin, Adélar.....	2991
Champagne, Z.....	2986
Duhaime, Antoine.....	2989
Gilbert, F. W.....	2987
Héroux, P.-J.....	2983
Lessard, Joseph.....	2988
Malouin, J.-E.....	2990
Nadeau, F. et A.....	2986
Pelletier, Thomas.....	2985
Rivière-du-Loup Auto Co. Lt'd.....	2984
Robert, J.-C.....	2982
Robert, J.-C.....	2984

VENTE PAR LICITATION :—

Carroll vs Carroll <i>et al</i>	2993
Desjardins <i>et vir</i> vs Desjardins <i>et al</i>	2994
Galibert <i>et al</i> v. Price <i>et al</i>	2992
Trudeau vs Narbonne <i>et al</i>	2994

TREASURY DEPARTMENT :—

Agricultural Insurance Company.....	2972
Fidelity-Phenix Fire Ins. Company.....	2973
Quebec Fire Assurance Company.....	2973
The British Oak Insurance Co., Lt'd.....	2973
The Continental Ins. Co. of New York..	2973
The Globe Indemnity Co. of Canada... 2972	
The Liverpool-Manitoba Assurance Com- pany.....	2972

ROADS DEPARTMENT :—

Edouard VII Highway.....	2974
--------------------------	------

LETTERS PATENT :—

Denmans, Limited.....	2954
Le Magasin Agricole, ltée.....	2957
Prairie Valley Golf & Country Club, Inc.	2966
Quebec Felspar, Lt'd.....	2959
Silver Spring Brewery Co. Lt'd.....	2961
The Hillmor Co. of Canada, Lt'd.....	2965
The Studio Hand Turn Shoe Co. Lt'd...	2968

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

The Back River Horticultural Society..	2974
--	------

NOTARIAL MINUTES :—

Guenette, Henri.....	2978
Kert, Isaac.....	2978
St-Pierre, Georges.....	2978

APPOINTMENTS :—

School commissioner.....	3009
--------------------------	------

CONFIRMATION OF TITLE :—

Tremblay, Dme Widow Alfred.....	2978
---------------------------------	------

TENDERS :—

Schoo' municipa'ity of the town of Mont- Royal.....	2980
Town of Chicoutimi.....	2980
Town of Sainte-Thérèse.....	2979

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Beaulieu, Narcisse.....	2992
Boivin, Téléphore.....	2981
Bordeleau, Adolphe.....	2989
Bouchard, Georges.....	2990
Boutin, Adélar.....	2991
Champagne, Z.....	2986
Duhaime, Antoine.....	2989
Gilbert, F. W.....	2987
Héroux, P.-J.....	2083
Lessard, Joseph.....	2988
Malouin, J.-E.....	2990
Nadeau, F. & A.....	2986
Pelletier, Thomas.....	2985
Rivière-du-Loup Auto Co. Lt'd.....	2984
Robert, J.-C.....	2982
Robert, J.-C.....	2984

SALE BY LICITATION :—

Carroll vs Carroll <i>et al</i>	2993
Desjardins <i>et vir</i> vs Desjardins <i>et al</i>	2994
Galibert <i>et al</i> vs Price <i>et al</i>	2992
Trudeau vs Narbonne <i>et al</i>	2994

VENTE POUR TAXES :—

Ville d'Acton-Vale..... 1997

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

BEAUCE :—

Garant vs Nolet..... 2998
 Pacaud *et al* vs Goulet..... 2998
 Talbot *et vir* vs Goulet..... 2997

MONTMAGNY :—

Corriveau vs héritiers de A. Lacombe... 2999
 Jean vs Birmingham *et al*..... 2998
 P.-T. Légaré ltée vs St-Pierre..... 2999

MONTREAL :—

Banque des Marchands du Canada vs Archambault..... 3001
 Bigras vs Désormeaux..... 3000
 Chevrier vs McDonald..... 3002
 Cité de Montréal vs Welder *et al*..... 2999
 David *et al* vs Dillon..... 3001
 Tremblay vs Perrault *et al*..... 3000
 Wilson vs Robin..... 3003

NICOLET :—

Lupien vs Gaillardetz..... 3004

QUÉBEC :—

Roy vs Bois Gilbert Mfg. Co. Lt'd..... 3004

RICHELIEU :—

La Cie A.-C. Trempe & Fils vs Duhaime. 3005

RIMOUSKI :—

Fortin vs Ouellet..... 3006
 P.-T. Légaré, ltée vs Lacasse..... 3006
 The Renfrew Machinery Co., Lt'd vs Isabelle *et al*..... 3006

ROBERVAL :—

Bouchard vs Gagnon..... 3007

SAINT-HYACINTHE :—

Banque d'Hochelaga vs Ashby..... 3007

TROIS-RIVIERES :—

Drolet vs Vézina..... 3009
 Lafond *et al* vs Touchette..... 3008

SALE FOR TAXES :

Town of Acton Vale..... 2997

SHERIFF'S SALES :—

BEAUCE :—

Garant vs Nolet..... 2998
 Pacaud *et al* vs Goulet..... 2998
 Talbot *et vir* vs Goulet..... 2997

MONTMAGNY :—

Corriveau vs heirs of A. Lacombe..... 2999
 Jean vs Birmingham *et al*..... 2998
 P.-T. Légaré ltée vs St-Pierre..... 2999

MONTREAL :—

Merchants Bank of Canada vs Archambault..... 3001
 Bigras vs Désormeaux..... 3000
 Chevrier vs McDonald..... 3002
 City of Montreal vs Welder *et al*..... 2999
 David *et al* vs Dillon..... 3001
 Tremblay vs Perrault *et al*..... 3000
 Wilson vs Robin..... 3003

NICOLET :—

Lupien vs Gaillardetz..... 3004

QUÉBEC :—

Roy vs Bois Gilbert Mfg. Co. Lt'd..... 3004

RICHELIEU :—

La Cie A.-C. Trempe & Fils vs Duhaime. 3005

RIMOUSKI :—

Fortin vs Ouellet..... 3006
 P.-T. Légaré, ltée vs Lacasse..... 3006
 The Renfrew Machinery Co., Lt'd vs Isabelle *et al*..... 3006

ROBERVAL :—

Bouchard vs Gagnon..... 3007

SAINT HYACINTHE :—

Bank of Hochelaga vs Ashby..... 3007

THREE RIVERS :—

Drolet vs Vézina..... 3009
 Lafond *et al* vs Touchette..... 3008

